

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

ÉTUDE COMPARATIVE
SUR
L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, par

Lola ZAHN-GOLODETZ

PARIS
LIBRAIRIE NIZET & BASTARD
3 bis, Place de la Sorbonne, 3 bis

1937

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

ÉTUDE COMPARATIVE
SUR
L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, par

Lola ZAHN-GOLODETZ

PARIS

LIBRAIRIE NIZET & BASTARD
3 bis, Place de la Sorbonne, 3 bis

1937

« . . . Soit une pratique, soit une institution sociale
changent de fonction sans, pour cela, changer de
nature. —

C'est ainsi encore que les mots servent à exprimer
des idées nouvelles sans que leur contexture change. »

EMILE DURKHEIM



INTRODUCTION

Une étude de l'économie planifiée dans son essence et ses fonctions peut avoir pour objet soit le concept lui-même, soit ses réalisations. Si l'on part du concept, le développement qu'on en fait mène à une théorie de l'économie planifiée pure : cette théorie détermine alors le type idéal de l'économie planifiée.

Effectuer une construction de concepts peut être la tâche de la philosophie. Mais l'œuvre de la sociologie est de parvenir à des assertions d'une valeur plus ou moins générale en partant d'un état social donné. La formation de concepts sociologiques, comme la formation de tout concept scientifique, s'accomplit en remontant de la multiplicité concrète vers les concepts les plus généraux et les plus étendus au moyen d'abstractions continues. Ces concepts, qui sont les résultats de recherches scientifiques, sont à leur tour utilisés. Les appliquer à la réalité, après les avoir dégagés empiriquement, voilà la tâche qui sera dévolue à la science.

Seule une telle théorie reposant sur la réalité peut embrasser vraiment cette réalité et la dominer. Seule une telle théorie peut servir à la vie. Elle est seule en mesure d'expliquer le monde. Tandis que la théorie pure, par la création d'un type idéal, ne peut qu'esquisser le but, ne peut qu'opposer à la réalité une représentation intellectuelle, une théorie de la réalité a le pouvoir de préparer cette transformation du réel qu'opérera l'homme.

Certes, presque partout encore l'économie planifiée reste surtout un projet. Mais depuis le début de la crise économique mondiale l'appel à une économie dirigée retentit chaque jour plus

fort. L'*economic planning* des pays anglo-saxons, la *Planwirtschaft* d'Allemagne sont devenus des mots d'ordres importants de la lutte politique quotidienne. Ils constituent aussi les idées centrales de certaines théories économiques.

Mais il est peu de pays qui aient passé à la réalisation. A ceux-ci appartient sans aucun doute la Russie soviétique; rangeons à ses côtés les diverses tentatives effectuées par différentes nations, notamment l'Amérique.

Le fait que cet appel à l'économie dirigée soit aussi fort, mais que sa réalisation soit limitée à des applications aussi restreintes — tant pour l'économie mondiale que pour une économie nationale déterminée — rend encore plus sérieuse l'obligation de nous en tenir à ces quelques expériences, afin de pouvoir exposer les conditions de la mise en pratique de ces projets. Notre époque n'éprouve pas tant le besoin de créer des idées et des représentations nouvelles, que de voir leur vérification effectuée par ceux dont le devoir est d'agir, et la mise en valeur des expériences par les hommes de science.

Prenons un exemple pour mettre en lumière la différence entre la théorie pure et la théorie pratique en face du problème à considérer.

Dans une théorie de l'économie planifiée pure, on ne réserve aucune place à la survivance du marché, de l'argent. Par contre, en Union soviétique par exemple, le marché, encore aujourd'hui, avec une importance en régression certes, reste une partie constitutive du plan d'ensemble appliqué à l'économie soviétique.

Pour la théorie pure ne peut exister le problème de la possibilité de l'économie dans le cadre du capitalisme.

Pour la théorie pure il n'y a là aucun problème, puisque, par avance, elle a éliminé l'élément du marché qui, par principe, s'oppose au plan. Mais dans la pratique (et dans la théorie qui s'en dégage) se présente alors une contradiction qui, puisqu'elle trouve,

au moins dans l'économie soviétique sa solution, doit être montrée également comme soluble en théorie : c'est dire qu'elle n'est qu'une contradiction dialectique.

En partant de cette position sociologique, notre travail se propose d'exposer d'abord l'expérience Roosevelt, et ensuite l'expérience d'économie dirigée la plus considérable qui ait été réalisée, tant en raison de son ampleur que de son degré de développement, l'expérience soviétique.

Eclaircir ce que l'on entend par « économie dirigée », choisir parmi les deux définitions en présence et préciser, enfin, la notion de l'économie planifiée socialiste est l'objet du premier chapitre de la I^{re} Partie : L'économie dirigée et l'économie planifiée socialiste. Le deuxième chapitre commence par un aperçu de l'expérience Roosevelt; il expose la situation économique actuelle aux Etats-Unis pour distinguer ensuite ce qui est dû à l'action du gouvernement et ce qui est dû aux forces économiques elles-mêmes.

Après avoir examiné les résultats de la soi-disant économie dirigée internationale, nous nous apprêtons à conclure sur la possibilité d'une économie planifiée dans le cadre de la société capitaliste. Une économie dirigée est-elle réalisable en tant que tentative d'imposer un plan aux lois économiques ? Ou, la structure de l'économie capitaliste s'oppose-t-elle à une direction délibérée ?

Quant à l'économie soviétique, un exposé historique de la planification en Union soviétique précédera l'étude systématique de la fonction de chaque catégorie économique et de leurs transformations successives.

Cette étude est indispensable parce que — contrairement à une théorie de l'économie planifiée pure, qui oppose l'économie planifiée et l'économie marchande — l'économie planifiée en vérité se développe à partir de l'économie marchande. L'économie planifiée est une chose qui se réalise peu à peu, qui se crée au cours d'un combat pénible; en fait, son histoire, considérée dans son ensemble,

rend justement compte du caractère particulier de cette économie dirigée, tout en donnant matière à des enseignements d'une valeur générale, et cela, mieux que toute autre considération. Ce n'est qu'en étudiant l'évolution de l'économie planifiée qu'on saisira son essence.

En outre, la description des formes d'organisation d'une économie est indispensable pour parvenir à une image précise et vivante de la façon dont se déroule le processus de cette économie. Une économie en transformation permanente se trouve toujours à la recherche de formes et de méthodes nouvelles et plus appropriées. C'est pourquoi l'étude d'une telle construction et des différentes méthodes en vigueur pour l'établissement des plans a davantage sa place dans une partie historique que dans une analyse économique systématique.

Seul l'exposé historique d'un développement permet ainsi de passer du particulier au général et du général au particulier : c'est le seul moyen d'apporter un enseignement. Qu'est-ce donc qu'une expérience continue et systématique, si ce n'est l'histoire ?

Mais l'étude historique de l'économie soviétique ne sera entreprise qu'au point de vue de son développement vers une économie planifiée : pour cette raison elle ne sera nullement complète. L'exposé historique n'est qu'un tremplin pour l'analyse économique systématique qui la suivra.

Ce qui est réalisé de l'économie planifiée pourra servir de réponse à la question de la *possibilité* de l'économie planifiée. A quelles conditions peut-on établir le plan d'une économie nationale et le faire servir à l'ensemble d'une économie planifiée ? Mais l'expérience soviétique nous donnera une réponse d'une importance non moins considérable à la question de la *valeur* en soi de l'économie planifiée. Le régime économique soumis à la direction d'un plan central parvient-il à une forme plus élevée qu'un régime qui est mené par les forces qu'il développe lui-même ?

On peut répondre à cette question au moyen de l'analyse économique à partir du principe classique : rendement maximum par un effort minimum. On peut aussi, si l'on veut, fournir une réponse qui s'appuie sur des faits généralement connus. Alors se pose le problème suivant :

L'économie planifiée de l'Union soviétique, par la vertu de son mécanisme interne, est-elle délivrée du chômage, ce fléau de l'humanité du XX^e siècle, ou bien ce résultat acquis depuis 1930 est-il dû à un hasard de l'histoire ? L'Union soviétique doit-elle à des conditions particulièrement favorables d'avoir été épargnée par la crise économique mondiale qui s'est étendue à tous les pays ? (Nous faisons abstraction de l'influence très modérée que cette crise a exercé sur le commerce extérieur de l'URSS, parce que celui-ci ne représente qu'une minime partie de l'ensemble de l'économie. *M. Mossé*, dans son livre « L'Union soviétique au carrefour », paru en 1936, constate que la Russie « a pu se garantir presque complètement de la crise à l'intérieur. » p. 166.) Ou bien la vie sans crise de surproduction de l'économie soviétique repose-t-elle sur la modification de sa structure ?

Et dans ce cas un autre problème se pose.

L'économie planifiée de l'Union soviétique est en même temps une économie socialiste. Existe-il un lien nécessaire entre le plan et la structure socialiste, un lien tel qu'une base socialiste — propriété collective appliquée aux moyens de production — permette seule l'édification d'une économie planifiée et que l'adaptation de l'économie à un plan conduise nécessairement sur le chemin du socialisme ?

Ou bien le plan n'est-il qu'une technique, indépendante de la structure de l'économie, et qui pourrait réussir également dans une économie capitaliste ?

En étudiant la fonction et le rôle du plan dans l'ensemble d'une économie, en recherchant le caractère des relations mutuelles entre

le plan et le système socialiste, à la fois dans leur tout et dans leurs détails, on pourra conclure sur la possibilité d'une économie planifiée dans le cadre du capitalisme et compléter ainsi les résultats obtenus dans les pays capitalistes.

Il nous importera toujours de mettre en valeur des principes généraux, sans les déduire d'ailleurs de concepts intellectuels ou d'axiomes; au contraire, nous les tirerons de la considération de situations concrètes. Il en sera ainsi afin d'indiquer les tendances qui, à partir des données d'aujourd'hui, mènent aux possibilités de demain. Ce point de vue s'impose surtout lorsqu'on étudie une expérience si importante, mais également si nouvelle que l'expérience soviétique.

« Une vision dynamique, ajoutant le virtuel à l'actuel, le devenir au présent, est indispensable pour saisir avec exactitude l'économie soviétique. » (Robert Mossé)

La citation de M. Mossé se trouve dans son livre : *L'Union soviétique au carrefour*. (Paris 1936) (p. 170).

F. Simiand, qui conçoit comme nous la méthode sociologique, oppose (dans « La méthode positive en science économique », Paris 1912. pp. 56-81) les abstractions de la méthode expérimentale qui « font un effort incessant pour se modeler ou se régler sur la réalité concrète » aux abstractions de la méthode idéologique, formées, elles, avec le seul souci de se garder de la contradiction formelle, sur certains postulats et définitions. Simiand les juge « tout à fait insuffisants à constituer à eux seuls une vie économique, même conceptuelle ». La science positive s'interdit « de présumer que les choses sont comme notre esprit le conçoit, avant que l'expérience méthodiquement faite, l'ait établi; et c'est même le propre de l'œuvre scientifique que de réaliser cette épreuve des faits. » (pp. 80/81). En homme de science, Simiand prend position pour « la méthode explicative » contre la « méthode normative »; l'étude de « l'économie réelle » et non celle de « l'économie véritable » est du domaine de la science.

« La science économique a pour objet de connaître et d'expliquer la réalité économique. » (p. 179) (Nous avons souligné)

DOCUMENTATION

Ne voulant donner dans la première partie de notre étude qu'un aperçu et non pas un examen approfondi des expériences d'économie dirigée, nous nous appuyons surtout sur les travaux d'économistes français.

Nos sources sont en premier lieu les publications nées de l'économie soviétique elle-même : lois, décrets, remarques et constatations exprimées par les principaux dirigeants et théoriciens de l'économie. Ces sources doivent forcément comporter une connaissance assez précise et une compréhension assez juste des problèmes et des tâches posées, puisqu'elles sont en relation immédiate avec les choses dont elles traitent. Pour des raisons techniques cette documentation a dû être prise, pour sa plus grande partie, dans les études d'auteurs non-soviétiques. En cela elle ne perd rien de sa valeur; bien au contraire, ce fait peut être utilisé en faveur de la signification véritable et de l'exactitude objective des données produites.

Les livres et articles rédigés par les auteurs étrangers (français, allemands, anglais) présentent, eux, un certain éloignement de leur objet et sont ainsi plus à même de le dominer, de le soumettre à des comparaisons, à des critiques — bien qu'il faille aussi admettre que les économistes soviétiques font preuve d'une remarquable attitude critique en face de la solution de leurs propres problèmes.

Les statistiques employées seulement de temps à autre dans ce travail n'ont pas à revêtir une force probante; elles ne servent qu'à

souligner, qu'à éclaircir les considérations déduites de faits historiques. Dans ce travail il n'est question que de la ligne ascendante ou décroissante du développement, de tendances et non de faits particuliers.

On peut, certes, émettre des doutes sur l'exactitude de ces statistiques. Mais si elles peuvent être déformées, exagérées, pour des raisons de propagande, il ne faut pas oublier cependant que la statistique joue un rôle capital dans l'établissement du plan lui-même. De même qu'il est vrai — comme nous le montrerons — que l'absence ou l'inexactitude des bases statistiques s'est opposée à l'économie planifiée après la révolution d'Octobre, de même aujourd'hui l'économie planifiée de l'Union soviétique ne peut fonctionner qu'en partant des statistiques les plus exactes. Un plan n'est après tout rien d'autre qu'un ensemble de chiffres se fondant sur ceux qui ont été réalisés dans le passé. Si les chiffres sont falsifiés, les plans sont faussés, par suite inutilisables, et il ne peut y avoir d'économie planifiée.

Le fait qu'une économie planifiée ne peut justement reposer que sur des chiffres, et des chiffres exacts, n'exclut pas qu'ici et là peuvent se trouver des inexactitudes dans l'emploi de certains chiffres. La plupart du temps, on s'en apercevra aux chiffres eux-mêmes, par exemple, lorsque l'on indique un pourcentage sans donner des chiffres absolus, on peut supposer qu'il existe un trop petit nombre de faits à la base de la considération énoncée. *)

*) Le Professeur **Ernst Wagemann**, président de l'Institut allemand pour la recherche de la conjoncture, a exposé dans son livre : *Der Narrenspiegel der Statistik* (Le miroir aux alouettes des statistiques), toutes les fautes possibles dans les procédés d'établissement des statistiques, dans les méthodes d'application et d'estimation. Sa position absolument scientifique ne l'empêche pas d'avancer l'affirmation suivante en contradiction avec tous les faits : « Cependant en étudiant un grand nombre de documents et de photo-

On pourrait aussi faire valoir comme raison d'accepter l'essentiel des données de l'économie soviétique, que non seulement toute l'économie d'une nation repose sur elles, mais encore que les relations économiques et politiques de toute une série de pays avec l'Union soviétique y trouvent leurs bases. Enfin, la Société des Nations dans ses statistiques, les économistes étrangers dans leurs ouvrages consacrés à l'Union soviétique, les ministères de la guerre dans les accords qu'ils proposent, tiennent compte également de ces données.

graphies (!) on peut établir qu'en 1933 seulement des centaines de milliers de personnes ont dû mourir littéralement de faim en Union soviétique.» (p. 49)

PREMIERE PARTIE

L'ÉCONOMIE DIRIGÉE ET L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE SOCIALISTE

DEFINITIONS

Il est très difficile de donner une définition exacte du terme : économie dirigée. Le *Congrès des Economistes de Langue française* qui s'est tenu à la fin de l'année 1932 à Paris (1) a vainement essayé d'aboutir à une définition précise.

Quelques uns comme *M. Truchy*, comme *M. Andrew Mac Fadyean* (représentant la Grande-Bretagne à la *II. Conférence d'Etude sur l'Etat et la vie économique*, qui s'est tenue à Londres du 29 mai au 2 juin 1933 (2) ne voient dans l'économie dirigée rien de nouveau. *M. Truchy* ne la conçoit que comme l'interventionnisme d'autrefois à un degré un peu plus poussé : c'est « l'aspect nouveau d'une vieille politique économique. » (3) *M. Mac Fadyean* pense que depuis 1833 (la loi sur le travail dans les usines) l'Etat dirige l'économie puisqu'il fait des lois. (4)

Pour d'autres économistes (5) il ne s'agit pas d'une question de

(1) Economie libérale et Economie dirigée. L'Etalon or. Travaux du Congrès des Economistes de langue française. Paris 1933 (Congrès A)

(2) L'Etat et la vie économique. SDN : 6^e Conférence des Hautes Etudes Internationales organisée par l'Institut international de coopération intellectuelle. Paris 1934 (Congrès B)

(3) Truchy. Libéransme économique et économie dirigée. (Introduction générale au traité de l'Economie Politique.) Voir aussi Congrès A (p. 72)

(4) Max Fadyean. Congrès B (p. 224)

(5) Oualid, Leener, Congrès A (pp. 78, 19 suivant, 183)

degré, mais de principe. L'économie est dirigée ou ne l'est pas et l'économie dirigée est pour eux quelque chose de tout nouveau. Née de la crise, comme le démontrait à la Conférence Internationale *Edwin Gay*, (USA) (6) elle tend à obtenir un meilleur équilibre économique et social. (7) L'économie dirigée se présente selon Gay, (8) comme une nouvelle période d'organisation économique et sociale. Il s'agirait là d'une période de longue durée et de portée mondiale.

Ceux qui voient dans l'économie dirigée une nouvelle organisation économique et sociale, entendent l'accompagner d'un plan d'ensemble. (9)

M. Laurent Duchesne définit ainsi le « directionnisme », comme il appelle l'économie dirigée :

« L'adoption d'un plan directeur fixé d'avance en matière de production, surtout en vue de supprimer les crises ou tout au moins d'en atténuer les effets. » (10)

Si l'on cherche un sens précis dans les définitions qui ont été données, on découvrira une acception du terme selon laquelle l'économie dirigée est un trait caractéristique de l'économie d'aujourd'hui. D'autres définitions, au contraire, entendent par économie dirigée un système propre qu'il faut adopter.

I. *M. Charles Bodin* se rangeant aux avis de la première catégorie, déclare :

« L'économie dirigée est une tentative d'exécution d'un plan conçu par les puissances capitalistes, ou mieux, néo-capitalistes de notre époque, en vue de s'affranchir, grâce à

(6) *Edwin Gay*, Congrès B (p. 193/4). Voir aussi *Fadyean* (p. 225/27)

(7) Voir aussi *Henri Noyelle*. *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée*. Paris 1933.

(8) *Edwin Gay*, Congrès B (p. 220)

(9) *Leener*, Congrès A (p. 19) ; *Chlepner* Congrès A (p. 75/6)

(10) *Laurent Duchesne*. *Le capitalisme, la libre concurrence et l'économie dirigée*, Paris 1934. (p. 161)

la complicité des Etats, des lois économiques naturelles et des enseignements traditionnels de la science. » (11)

Dans le mot *dirigée* on trouve déjà une implication de la volonté, du plan. Puisque l'idée de plan est impliquée, il est impossible de parler d'économie dirigée en envisageant seulement l'activité des ententes industrielles, comme le font MM. Bodin et Truchy : (12)

« L'intervention des ententes industrielles — c'est le phénomène nouveau ! »

Comme il y a une multitude d'ententes industrielles, elles ne représentent pas à elles-mêmes une direction unique. Cependant il faut un organisme central unique. Ce ne peut être que l'Etat. L'Etat *dirigera* l'économie ; il fera plus que s'il *intervenait* seulement.

L'intervention s'applique à une partie limitée de l'économie nationale. L'économie dirigée au contraire doit s'appliquer à l'économie nationale toute entière. L'intervention se fait à un moment donné, pour réaliser certains objectifs précis, dans l'intérêt particulier d'un groupe ayant obtenu la prépondérance dans l'Etat.

« Quand on veut supprimer par des lois, la lutte économique, dit **Lucien Brocard**, (13), on ne fait que lui substituer la lutte pour la conquête de l'Etat qui fait les lois. »

L'intervention n'obéit point généralement à un plan d'ensemble, mais se fait tout-à-fait occasionnellement, isolément : les expédients sont sans rapports les uns avec les autres. Le protectionnisme douanier et la législation sociale en sont des exemples.

M. Leener, (14) dans son rapport au Congrès des Economistes disait avec raison que :

(11) Charles Bodin. *Economie dirigée, économie scientifique*. Paris 1933 (p. 95)

(12) Truchy, Congrès A (p. 74)

(13) Lucien Brocard. «Le but et les méthodes de l'économie dirigée.» dans *Revue économique internationale*. Déc. 1933, pp. 426-450 (p. 431/2 note)

(14) Leener, Congrès A

« le protectionnisme n'est pas de l'économie dirigée, parce que l'Etat en cette manière est plutôt dirigé que dirigeant. »

Nous écartons donc une définition de l'économie dirigée qui remplacerait la direction de l'économie, confiée à un organisme central, par la seule intervention de l'Etat dans l'économie.

II. La notion d'économie dirigée comprise comme « une nouvelle méthode de coordination et d'harmonisation de la production et de la distribution » ainsi que l'exprime *Levis Lorwin* dans son rapport au *Congrès d'Amsterdam* en 1931 (15) est née chez les théoriciens (16) de la rationalisation qui, étendant la rationalisation de l'entreprise particulière à l'ensemble de l'économie nationale, sont parvenues à l'idée d'un *economic and social planning*. C'est ce courant d'opinion qui domine le Congrès d'Amsterdam convoqué par le *International Relation Institute* en août 1931 pour discuter le problème de la planification.

Ce congrès où une délégation soviétique sous la présidence de *M. Obolenski-Ossinski* exposait les méthodes et les progrès de la planification soviétique, était sous l'influence des succès du premier Plan Quinquennal en URSS. La raison en est que l'économie des Soviets a sur tous les autres « plans » cette supériorité incontestable, qu'elle existe et fonctionne. S'il n'y avait pas des témoignages en ce sens, *M. H. S. Person* parlait de « l'influence fascinante présentée par les républiques soviétiques » (17) les déclarations opposées par exemple de *Lorwin* (18) confirment plutôt cette impression qu'elles ne la démentent :

« L'économie dirigée n'est pas, contrairement à une idée générale, une invention exclusive de l'URSS » et *Lorwin* nie

(15) World social economic planning. Rapports du Congrès universel de l'Association Internationale pour l'Etude des Relations Industrielles, en deux volumes. The Hague 1932. *Lorwin*, II. (p. 777)

(16) *Lorwin*. *Person*.

(17) Voir dans la discussion, *Dr. Pollock*, I, pp. 287 suiv. et 442

(18) *Lorwin*, I. (p. 262) et II. (p. 794)

que l'économie dirigée soit due comme beaucoup le pensent à une « marotte passagère due à la crise et à l'influence des Soviets. »

Lorwin définit l'économie dirigée comme

« un système de comités et de corps constitués, en partie gouvernementaux, en partie volontaires, qui exercerait une direction guidée par un plan, en établissant des "standards" techniques et sociaux pour toutes les industries, en surveillant le processus des prix, et en déterminant les conditions auxquelles des crédits seront accordés à des entreprises industrielles existantes ou nouvelles. » (19)

Cette définition admet que l'économie puisse être dirigée dans le cadre du capitalisme. Lorwin affirme à plusieurs reprises : « la possibilité d'une direction unifiée sans dictateur et sans abolition complète des droits et institutions de la propriété privée. » (20)

D'après *Henri de Man*, toutes les tendances qui se servent du mot : économie dirigée

« ont en vue une transformation graduelle du régime capitaliste par le moyen d'une série d'interventions régulatrices qui, sans abolir l'entreprise privée, la dirigeraient vers l'exécution d'un plan général fixé par une autorité communément reconnue. » (21)

L'économie dirigée soviétique ne représente d'après Lorwin et beaucoup d'autres qu'un seul des différents types possibles d'une économie dirigée ou planifiée. (22)

Lorwin dit plus loin : (23)

« Sans affirmer ou nier que le système économique de l'Union soviétique actuelle subsistera, même en faisant abstraction des conditions qui simplifient le problème soviéti-

(19) Lorwin, I, (p. 262/3)

(20) Lorwin, I., (p. 261/3); II., (p. 786)

(21) Henri de Man. *Réflexions sur l'économie dirigée*. Bruxelles 1932. (p. 5)

(22) Lorwin, II., (p. 779 suiv.); de Man : (p. 12/13)

(23) Lorwin, I, (p. 262); II, (p. 797)

que, l'opération du plan quinquennal à elle seule prouve que la méthode peut continuer, avec des modifications, à servir de base à l'économie soviétique. Il reste encore à démontrer que le principe puisse s'adapter à d'autres institutions. »

En effet, tout le problème est là.

L'économie dirigée — nous prenons l'expression dans son sens habituel — se distingue de l'économie planifiée socialiste par le fait qu'elle n'est pas destinée à changer la structure de l'économie régnante. Ce qui est commun aux deux tentatives c'est un plan d'ensemble appliqué par une direction centrale à l'économie nationale. Mais l'économie dirigée respecte la propriété et l'initiative privées tout en voulant leur imposer la direction de l'Etat d'après un plan. L'économie dirigée condamne la dictature tout en exigeant une autorité puissante, capable d'imposer sa volonté aux intérêts particuliers.

Sommes nous là en présence d'une contradiction absolue ou peut-on concilier deux termes si contraires ?

Nous opposons donc la définition de l'économie dirigée à celle de l'économie planifiée socialiste :

L'économie dirigée est une tentative qui, entreprise par l'Etat dans le stade du capitalisme monopoliste et inspirée par la crise mondiale, en vue de surmonter la crise du système capitaliste lui-même et de créer un nouvel équilibre entre la production et la consommation, se propose de diriger, dans le cadre de la propriété privée, la production et la distribution d'après un plan d'ensemble.

L'économie planifiée socialiste est une économie où les moyens de production appartiennent à la société, et où l'activité économique est exercée par et pour la société, c'est-à-dire selon un plan d'ensemble élaboré sous la direction d'un organisme central et visant à la satisfaction des besoins de la société.

L'EXPERIENCE ROOSEVELT

L'expérience d'économie dirigée la plus complète qui ait été entreprise en terrain capitaliste, est terminée. La chute des deux pièces capitales de l'édifice du *New Deal* (la NRA, en mai 1935 et la « Triple A », en janvier 1936) (1) marque aussi la fin d'une expérience d'économie nouvelle, si hardiment entreprise par le Président Roosevelt au moment d'un effroyable marasme économique.

Résumons brièvement quels ont été les buts envisagés et les moyens appliqués. — Dans le but de combattre l'insécurité et le désordre économiques on se proposait :

- a) de coordonner la production et d'éliminer une concurrence à outrance portant préjudice aux producteurs eux-mêmes ;
- b) d'augmenter et de mieux répartir le revenu national.

Il s'agit donc d'une coordination entre la production et la consommation. Il faudra, comme l'a précisé le Congrès d'Amsterdam, « faire entrer en compensation la capacité de production et les standards de vie. » (2)

L'équilibre désiré petit s'établir de deux façons : Ou bien on restreint la production pour la rapprocher du niveau actuel de la consommation ou bien on essaie d'augmenter le pouvoir d'achat ; c'est ce qui a été tenté au moyen d'une action sur la monnaie et le crédit.

(1) Alors la Cour Suprême a rendu des jugements invalidant l'un la **Loi du Redressement Industriel National** du 16 juin 1933 (National Reconstruction Administration) et l'autre la **Loi sur le Rétablissement de l'équilibre dans l'Agriculture** (Agricultural Adjustment Act) du 12 mai 1933.

(2) Sous-titre aux délibérations du Congrès : The necessity for planned adjustment of productive capacity and standards of living. World social economic planning. The Hague 1932.

I. L'Action sur la Production

On s'efforce de limiter la production dans le double but d'équilibrer l'offre et la demande et d'arrêter la baisse des prix. La réorganisation, à cette fin, de la production agricole est préparée par l'A.A.A. (3) Outre la restriction de la production agricole et de l'élevage, on allège la dette hypothécaire par la substitution du crédit de l'Etat au crédit des fermiers ; on accélère la hausse des prix par la dévaluation du dollar.

Par l'institution des Codes (il y en avait 374) pour l'industrie, après presque 50 ans de législation antitrust, on reconnaît les ententes industrielles. Les accords entre intéressés deviennent des règlements officiels. Les Codes prévoient la fixation des conditions de travail entre patrons et salariés ; elles prévoient le contingentement de la production, voire même la réglementation des prix.

II. L'Action sur la Monnaie et le Crédit

Mais la liquidation du passif de la crise dans le domaine de la production présuppose la liquidation des immenses opérations de crédit qui ont accompagné et soutenu l'extension de la production. On procède à la réduction des créances par la hausse artificielle des prix et par une action sur la monnaie et le crédit.

L'œuvre d'épuration une fois accomplie, on suppose que le crédit pourra servir efficacement comme agent de démarrage vers une nouvelle activité économique. Le crédit accordé à la production

(3) Cette loi précise dans son article 15 qu'une taxe spéciale est imposée aux transformateurs des articles dont la production a été restreinte selon l'article 8 de la même loi. (blé, coton, maïs, riz, tabac, lait, porc). Les ressources ainsi créées sont employées en versement de primes ou redevances aux agriculteurs ayant restreint leur production.

provoquera un essor économique qui contribuera à augmenter le pouvoir d'achat. (Revenus du capital et salaires). Pour rendre de nouveau efficace le levier du crédit dans le mécanisme économique, on s'efforce de donner une nouvelle vie au crédit par la substitution au dollar-or d'une monnaie étatique, par l'assainissement bancaire et financier au moyen de la révision du statut des banques et le contrôle de leur activité, enfin par l'extension du crédit. (4)

On s'apprête aussi à accorder directement un crédit temporaire à la consommation. La consolidation et l'échelonnement de la dette hypothécaire et mobilière agricole contribueront à augmenter le pouvoir d'achat des fermiers. La taxation de salaires minima, en maintenant l'écart entre les salariés de diverses catégories, ainsi que la généralisation de l'assistance-chômage sont autant de mesures destinées à stimuler la consommation des masses populaires.

III. La Lutte contre le Chômage

La lutte contre le chômage par des travaux publics et par l'assistance aux chômeurs occupe la troisième place, de beaucoup la moins importante, dans l'ensemble du New Deal.

**

Quels ont été les résultats de l'action engagée ?

Il ne fait aucun doute que les Etats-Unis ont connu, depuis l'été 1932 ou le début de 1933 (5) une reprise des affaires.

(4) L'Etat augmente la faculté d'émission des banques et facilite leurs opérations sur le marché libre — Glass Steagall Bill de février 1932, prorogé jusqu'à 1934).

(5) Le National Bureau of Economic Research a choisi le mois de mars 1933, comme marquant la fin de la contractation aux Etats-Unis.

Mais cette fois-ci l'expansion se distingue des reprises d'autrefois.

« Si même il faut admettre que l'activité industrielle a, cette fois-ci, un terrain beaucoup plus vaste à regagner, la situation courante doit cependant être considérée comme défavorable . . . En résumé, le mouvement de reprise actuel est affecté d'une incohérence sans précédent, il comporte des avances rapides et extensives, largement neutralisées par des reculs sérieux et aigus. » (Garfield V. Cox en 1936) (6)

La crise mondiale de 1929 se distingue des crises cycliques précédentes par sa profondeur, son âpreté, sa généralité et par sa durée. Rendant compte de tout cela M. Cox explique que

le mouvement de reprise aux Etats-Unis « s'est manifesté beaucoup plus hésitant que le mouvement d'expansion que l'on peut constater dans tout autre pays à l'heure actuel . . . Même en France, où la production industrielle est à peu près arrivée au point extrême de dépression, l'index pour le mois de septembre 1935 n'était guère plus inférieur au niveau de l'année 1928/29 que celui des Etats-Unis, après 33 mois de reprise. » (7)

Ainsi l'économie américaine a connu quatre vagues d'amélioration qui, deux fois, ont été presque annulées par le recul qui a suivi. (8)

Il faut noter, d'autre part, le caractère localisé de l'amélioration en cours :

1. conjoncture dans les industries de consommation, mais reprise très minime des industries de produits durables, c'est-à-dire du

(6) Garfield V. Cox. Certaines caractéristiques distinctes de la reprise actuelle aux Etats-Unis. *Revue économique internationale*. Juin 1936. pp. 511-533 (p. 515)

(7) Cox, Article cité (p. 521/2)

(8) Index sommaire = 100.

I. mars 1933 : 54 — juillet 1933 : 91 — décembre 1933 : 65.

II. décembre 1933 : 65 — mai 1934 : 78 — octobre 1934 : environ 65.

III. octobre 1934 : 65 — janvier 1935 : 83 — mai 1935 : 77 (stabilité)

IV. septembre 1935 : 77 — décembre 1935 : 90.

Tableau tiré des indications de Cox (p. 522)

groupe d'entreprises dont le redressement a déterminé autrefois la nouvelle reprise : l'industrie des moyens de production.

2. augmentation considérable en matière d'entreprises de travaux publics; les entreprises privées ne suivent pas cette avance. (9)

L'image que dessine *M. Louis Baudin* de l'économie américaine actuelle est ambiguë :

« Il existe une stabilité économique relative, l'or rentre, la Bourse n'est pas mauvaise — d'aucuns craignent un boom — les prix agricoles montent grâce à une grande sécheresse, le Trésor bénéficie des emprunts et de la réévaluation du stock d'or. Mais la dette publique atteint 28 milliards de dollars et les chômeurs sont encore au nombre d'une douzaine de millions. » (10)

*
**

La question fondamentale consiste à savoir si la reprise actuelle est due à la politique du New Deal, ou si le New Deal n'a plutôt pris son départ à un de ces moments où les forces d'expansion comprimées jusque là, ont retrouvé un équilibre et recommencent à jouer.

L'opinion est au fond unanime pour reconnaître que ce sont les forces inhérentes au capitalisme qui ont amené le redressement partiel.

« Il semble infiniment plus probable que le redressement économique que l'on observe actuellement aux Etats-Unis

(9) Voir Cox pp. 516/7 : André Siegfried. Y a-t-il des perspectives de reprise aux Etats-Unis? *Revue des deux mondes*. Mars 1936. pp. 35-57 (p. 42/3) Bernard Fay : Deux ans d'expérience Roosevelt. *Revue des deux mondes*. Mars 1935. pp. 35-36 (p. 54)

(10) Louis Baudin. Une nouvelle phase de l'expérience Roosevelt. *Revue politique parlementaire*. 1935, pp. 455-63 (458/9) ; Houdaille. (Essor et vicissitudes de l'expérience Roosevelt. *Annales d'histoire économique et sociale*. Juillet 1936, p. 321-333), parle de 14 millions en mars 1933 et de 9 à 11 millions de chômeurs en 1936 (p. 333)

est le résultat d'un essor cyclique dont les premières manifestations remontent à l'été de 1932. » (N. Molodovsky) (11).

« La reprise qui se dessine est fondée sur les capitaux anciens, c'est-à-dire sur les apports d'un régime que l'on condamne. » (Baudin) (12)

« Dans la hausse [des produits agricoles] effectivement intervenue depuis 1933, les conditions climatériques et les récoltes déficitaires qui s'ensuivirent jouèrent un rôle bien plus considérable que l'interventionnisme gouvernemental. » (Houdaille) (13)

Maintenant une autre question se pose : jusqu'à quel point la politique d'économie dirigée a-t-elle donc favorisé ou entravé le déclenchement des forces de reprise ? Ici les opinions sont nuancées :

« Il semble probable que les effets d'une action gouvernementale dans un sens déterminé ont contribué, dans une certaine mesure, à se neutraliser au point de vue de leur influence en matière de reprise. » (Cox) (14)

D'autres économistes attribuent à la politique économique un certain effet passager :

« L'avènement de l'Aigle Bleu, conjugué avec la dépréciation du dollar, joua vis-à-vis des facteurs de reprise comme le rôle d'un détonateur. A l'inverse, il est possible, sinon probable, que, par suite, il en ait artificiellement modifié et, sur certains points, ralenti l'épanouissement. » (Houdaille) (15)

M. André Siegfried voit dans les dépenses gouvernementales un démarreur du mouvement, mais comme le rythme des dépen-

(11) N. Molodovsky. La mort de la triple A. L'Europe nouvelle. Janvier 1936. pp. 59-64. (p. 62)

(12) Baudin. Art. cité (p. 456)

(13) Houdaille. Article cité (p. 330)

(14) Cox. (p. 529)

(15) Houdaille (p. 328)

ses ne peut pas se maintenir, tout dépend des forces économiques elles-mêmes :

« Quant à la reprise issue d'excitant artificiels, elle ne saurait continuer indéfiniment sans se détruire elle-même par le désordre financier et monétaire qu'elle implique. » « On en est arrivé à cette étape de la crise, où le remède est pire que le mal. » (16)

M. Siegfried indique que la politique du maintien des prix à un niveau élevé va à l'encontre de la reprise qui présuppose, pour être durable, l'abaissement des prix de revient et de vente, afin de produire un espoir de profit et de stimuler la consommation.(17)

Aujourd'hui le pouvoir d'achat du public n'a moins que jamais augmenté proportionnellement à la production des biens de consommation. La disparité entre la production et la consommation est encore accentuée, depuis la guerre, par le suroutillage et le chômage technologique d'une part, l'avènement des monopoles d'autre part. La fixité de charges élevées empêche la venue de la prospérité d'autrefois. La crise générale du système se révèle justement au moment où le capitalisme est en train de surmonter sa crise cyclique. (18)

La politique économique à elle seule n'y peut rien. Ni l'inflation de crédit ni la hausse des prix par une dévaluation générale de la monnaie ne remédient à la crise. Les manipulations monétaires ne changent rien dans les déséquilibres existants. Le désaccord entre l'offre et la demande subsistera, de même que le déséquilibre entre différentes branches, toutes atteintes par cette mesure. L'unique effet serait de déplacer les revenus individuels. La puissance d'achat totale n'éprouvera aucune augmentation; seulement certains de ses détenteurs auront changé. Le pouvoir

(16) Siegfried (p. 57)

(17) Siegfried (p. 43/4)

(18) Voir aussi Paul Henri Guimont. Coup d'œil sur l'Amérique contemporaine. L'Actualité économique. Avril 1935 pp. 28-50.

d'achat de l'ensemble de la société ainsi que celui des différentes couches sociales dépend des rapports économiques. Ce sont la production et la consommation qui sont au centre de toute l'économie ; la monnaie et le crédit ne sont, par leur nature même, que des moyens destinés à intervenir dans l'échange des marchandises, intermédiaire entre la production et la consommation.

Mais si la politique d'économie et de monnaie dirigées s'est montrée incapable d'augmenter le pouvoir d'achat total et de remédier par là à la crise, n'a-t-elle pas aidé, au moins, à une meilleure répartition du revenu national ? On invoque souvent l'aspect social de la politique de Roosevelt :

« . . . étudiée sous l'angle agricole, elle [l'économie dirigée] a servi plus à empêcher des désordres sociaux qu'à réparer efficacement les maux économiques. » (Felcourt) (19)

Il n'y a pas de doute que le pouvoir d'achat des fermiers a augmenté grâce à la hausse des prix agricoles et à l'allégement de leurs dettes. M. Houdaille parle d'une augmentation de 28% contre 12% pour le total du revenu national au cours des quatre premiers mois de 1934. (20) Mais d'autre part, les mesures tendant à la hausse des prix industriels, neutralisent cette augmentation.

« Ce que les fermiers gagnent par l'A.A.A., conclut M. Baudin, ils le perdent par la NRA. » (21)

M. Cox indique qu'« une partie des paiements bénéficiaires qui ont été faits aux fermiers en application du plan A.A.A. ont été prélevés sur les revenus des travailleurs urbains qui, sans cela, eussent fait l'achat de nouveaux produits, au moins aussi promptement que ne l'on fait les fermiers », qui, eux, ont le plus souvent remboursé leur dettes au lieu d'augmenter leurs achats. (22)

(19) Etienne de Felcourt. L'économie dirigée et l'agriculture. Revue économique internationale. Nov. 1935. pp. 231-240. (p. 240)

(20) Houdaille (p. 323)

(21) Baudin (p. 456)

(22) Cox (p. 529)

Avantage tout à fait temporaire des deux grandes classes sociales qui, de plus, les obtiennent, en partie, aux dépens de l'autre classe. Il y faut ajouter encore la « situation pénible dans la classe moyenne. »

« Tous les petits patrons et les petits employeurs se virent acculés à la faillite ou à la condamnation publique. » (Bernhard Fay) (23)

« La petite et la moyenne entreprise . . . paraissent avoir été relativement sacrifiées dans le mouvement de réformes. » (Houdaille). (24)

Qui donc a gagné ? M. Fay, parlant de la situation des classes moyennes, nous donne la réponse par la démonstration de quelques chiffres :

« Alors que le nombre des Américains ayant un revenu supérieur à 1 million a augmenté de 20 à 46 en 1933 . . . , alors que le nombre et la fortune des Américains recevant ou gagnant plus de 25.000 dollars a augmenté cette année [1935], le nombre des capitalistes doués d'un revenu supérieur à 1.000 dollars a déchu sensiblement. Ils étaient 3.755.000 en 1932 et 3.634.000 en 1933, année où ils encaissèrent 7 milliards 367.000 au lieu de 7 milliards 834.000 dollars. » (25)

Il semble que le revenu de la classe capitaliste est monté davantage que celui des autres classes, sûrement aux dépens des autres classes. Les mesures qui « ont pu tourner à l'avantage des employeurs » (Houdaille) (26) sont beaucoup plus solides et mieux défendues que celles obtenues par les travailleurs. Autour du fameux article 7 de la NRA, accordant aux ouvriers des droits syndicaux, une bataille s'est engagée, dont des grèves nombreuses et amples nous ont fourni le témoignage.

(23) Fay (p. 51)

(24) Houdaille (p. 329)

(25) Fay (p. 51) Chiffres fournis le 9 décembre 1934 par G. Hervey, commissaire fédéral des impôts.

(26) Houdaille (p. 329)

M. Houdaille parle de mesures sociales « particulièrement névralgiques vis-à-vis desquelles les chefs d'industrie font montre de dispositions très peu favorables : ce sont celles qui ont trait aux relations industrielles entre salariés et patrons. »

Par conséquent « le rôle des travailleurs a été assez mince, même en ce qui concerne la confection des codes. » (27)

Mêmes ces mesures sociales, qui ne dépassent nullement nos législations ouvrières, sont menacées par la mise en congé du New Deal dans l'intérêt de la classe dominante qui, après avoir obtenu certains avantages, cherche à soustraire les leurs à ses adversaires. (28)

*
**

L'expérience Roosevelt nous enseigne que là où la tentative d'économie dirigée coïncide avec la courbe montante du mouvement économique, cette tentative, tout en accélérant la montée, implique pour l'essor des vicissitudes véhémentes, amène une alternance rapide de hauts et de bas escarpés; elle crée donc plutôt le contraire d'une sécurité économique. Et on peut se demander si un essor lent, mais constant, n'est préférable à ce mouvement en zigzag, conséquence d'un essai infructueux pour diriger les forces économiques. Chaque intervention provoque une réaction, bien souvent en sens inverse, des forces économiques. Pourquoi en est-il ainsi ?

Dans l'ensemble de la politique américaine, on peut constater que le gouvernement a porté ses efforts d'une part vers la réduction de la production et d'autre part vers le relèvement du pou-

(27) Houdaille (pp. 325/6)

(28) Ainsi la Cour Suprême a invalidé aussi deux lois de caractère social : l'une concernant la limite d'âge pour la retraite des cheminots, et l'autre le moratoire hypothécaire en faveur des fermiers (avant les vacances de 1935) Houdaille (p. 330)

voir d'achat par une production accrue au moyen de crédits. Mais quelle politique contradictoire et, surtout, quelle bizarre contradiction, étant donnée la situation actuelle, de s'efforcer de surmonter les crises de surproduction par le crédit dont l'investissement, s'il était possible, ne pourrait qu'aggraver le malaise! Politique contradictoire, dont l'expression simplifiée serait : vouloir à la fois réduire et augmenter la production; vouloir l'augmentation du pouvoir d'achat des uns par la hausse de certains prix, ce qui diminuera encore davantage le pouvoir d'achat des autres, c'est-à-dire de la majorité de la population; tenter une revalorisation des produits par l'institution d'un prix de monopole élevé tandis que la véritable revalorisation du capital supposerait d'abord sa dépréciation. On renonce à faire un premier pas en arrière pour avancer ensuite. On veut construire avant d'avoir complètement détruit les ruines de l'effondrement et avant d'avoir établi de nouvelles bases.

Est-ce que cela ne signifie pas que, dès le début, la tentative de diriger l'économie a été condamnée à l'échec en tant que telle ? Le point de départ étant faux, la tâche elle même n'était-elle pas irréalisable ??

LA REGLEMENTATION INTERNATIONALE DE LA PRODUCTION

Pour donner un fondement plus solide à nos conclusions examinons un domaine, où s'exerce depuis longtemps une politique d'économie dirigée : celui de la production et du commerce mondiaux des principales matières premières. La réglementation restrictive de la production ou de l'offre fut entreprise soit par le contingentement de la production, soit par la constitution de stocks. S'y ajoute l'action directe sur les prix de la part de l'Etat ou des ententes industrielles qui le plus souvent collaborent. Le but est d'obtenir la revalorisation des produits afin d'assurer aux producteurs et aux vendeurs de gros une certaine marge de bénéfice qui menaçait de diminuer, si le jeu de l'offre et de la demande restait libre.

Quelques exemples nous permettront d'apprécier les résultats obtenus.

Parlant du plan *Stevenson* (1922-1928) M. Charles Bodin déclare que :

« son abandon fut le résultat d'une extension consécutive des plantations de caoutchouc aux Indes néerlandaises, de la fraude qu'il rendit lucrative, du développement de la production de caoutchouc régénéré qu'il provoqua et de la menace de plantations aux Etats-Unis. » (1)

« Même à l'intérieur de la région qu'il régissait, dit M. Maurette, les restrictions sur le commerce ne s'accompagnèrent pas de restrictions équivalentes sur la production ni même sur la plantation, d'où dépend la production à échéance de 5 à 10 ans. » (2)

(1) Charles Bodin. *Economie dirigée — économie scientifique*. Paris 1933. 143 p. (p. 118)

(2) F. Maurette. *L'économie dirigée internationale dans : L'économie dirigée, Expériences et plans*. Paris 1935. (p. 187)

Ces tentatives nous apprennent, de façon générale, qu'une fois la valorisation du produit atteinte, c'est le haut prix même qui provoque l'extension de la production, même chez les producteurs adhérant à l'accord.

Voilà bien le cercle vicieux : la restriction de la production conduit à la hausse des prix ; celle-ci provoque une nouvelle augmentation de la production qui, elle, entraîne une nouvelle chute, encore plus grave, des prix. Ce cercle vicieux se retrouve à l'intérieur même d'une économie nationale.

M. Louis H. Bean, conseiller économique de l'A.A.A. constate ce phénomène dans la réglementation américaine de la récolte du blé et du coton :

« Le capital qu'on ne peut employer autre part cherche un emploi dans la production du blé et du coton, et prépare ainsi un nouveau déséquilibre. A moins de maintenir le contrôle de l'Etat, tout signe d'amélioration attirera à l'agriculture les capitaux inemployés et les chômeurs; résultat : surproduction. » (3)

Déjà auparavant, le stockage du coton, constate *M. Bodin*,

« a parfois retardé la baisse, mais a fait perdre beaucoup d'argent aux acheteurs de coton, filateurs et autres; en outre, elle a provoqué, dès 1930, une trop forte récolte qui a contribué à la chute des prix, tandis que, par ailleurs, les cotons étrangers se substituaient aux cotons américains. » (4)

Nous le voyons, le mécanisme des prix se libère des influences qui lui sont étrangères et fonctionne à plein. L'économie dirigée s'oppose à la structure du capitalisme parce qu'elle implique l'inversion du rapport de l'équilibre économique et des prix qui y existe. Pour l'économie dirigée, disait avec raison *M. Bodin*, « ce ne sont pas les prix qui doivent engendrer l'équilibre c'est l'équi-

(3) *Louis H. Bean*. La politique agricole aux Etats-Unis dans : *Economie dirigée, Expériences et plans*. (p. 73)

(4) *Bodin*. Œuvre citée. (p. 42/3, note 2)

libre qui doit déterminer les prix. (5) Mais il paraîtrait paradoxal d'invertir les termes des rapports d'un système et d'en assurer par là un meilleur fonctionnement. Le contraire étant vrai, les manœuvres d'économie dirigée contribuent à ébranler davantage le système même. Voilà ce qui est vrai :

« Un rouage est faussé dans le mécanisme du régime capitaliste, le rouage essentiel et central de la détermination des prix. » (Bodin) (6)

L'activité du mécanisme, entravé temporairement, est de nouveau stimulée par la lutte des intérêts. La montée et la chute des prix alternent à un rythme rapide. Sans les interventions la courbe du mouvement économique aurait été plus uniforme. Mieux, l'économie dirigée qui se propose à réduire la production et aboutit à son augmentation se meut dans un cercle dangereux :

« Aux déséquilibres premiers qui se seraient spontanément et progressivement réduits, ont été ajoutés de nouveaux déséquilibres. » (Courtin) (7)

« L'économie concentrée, en arrêtant certains produits dans la baisse générale, a simplement surajouté de nouveaux déséquilibres aux déséquilibres préexistants et aggravé la situation. » (A. Philip) (8)

M. Bodin parle de répercussions « souvent pires que le mal auquel on voudrait remédier. » (9) Et M. Paul Reynaud voit que toutes les interventions ne font qu'aggraver et prolonger la crise. » (10)

(5) Bodin (p. 23)

(6) Bodin (p. 5)

(7) Courtin. L'économie dirigée en face du libéralisme et du bolchévisme. L'Année politique française et étrangère. Décembre 1934, pp. 380-391 (p. 388)

(8) André Philip. La crise et l'économie dirigée. Paris 1935. 204 p. (p. 56)

(9) Bodin. (p. 73 et aussi p. 117)

(10) Paul Reynaud. Economie dirigée — Economie libre. Conférences de l'Ecole libre. Paris 1934. 304 p. (p. 299)

Quant à la valorisation des matières agricoles, aucun de ses effets n'aurait été contrecarré ou compensé par un mouvement inverse ou dérivé. La valorisation des produits minéraux s'est effectuée dans son ensemble avec plus de succès.

Exception faite pour le nickel, la production est nettement inférieure à celle de 1925. Les différents cartels internationaux ont pu faire monter les prix. (11) Mais on rencontrait là les mêmes difficultés pour aboutir à une entente : divergence d'intérêts entre producteurs nombreux, se trouvant dans des conditions de production différentes et à un stade technique inégal, d'où : une différence des prix de revient ; menace de substitution par une autre matière ou bien par une fabrication synthétique. L'entente est menacée soit de l'extérieur, soit même de l'intérieur. (12)

*
**

Avant de passer aux conclusions que permettent de tirer l'expérience Roosevelt et les multiples expériences d'économie dirigée internationale, étudions le rapport entre l'économie dirigée dans le cadre national et la réglementation internationale.

La réglementation des matières premières ne pouvant être restreinte, dans la plupart des cas, à l'économie nationale, l'accord international constitue une nécessité pour ces matières qui, tout en

(11) Les stocks de zinc, par exemple, ont baissé de 206.000 tonnes en août 1931 à 109.600 en mai 1934 ; le prix a augmenté de 1/5 au cours de l'année 1933. Maurette (p. 181)

(12) La Rhodésie britannique et le Katanga belge, s'étant retirés en 1932 de la Copper Exportation Association, fondée en 1926, grâce à leur bas prix de revient, dominaient le marché par la suite et bénéficiaient des efforts américains. Car les stocks américains constituaient en mai 1934, comme auparavant, 4/5 du stockage mondial de cuivre. Maurette (p. 182)

La réglementation internationale de l'étain, par exemple, a été rendue extrêmement difficile « à raison de l'éparpillement de la production dans les Etats de la Malaisie, de la variété des prix de revient et du danger de faire jouer, en cas de hausse, la loi de substitution. » Bodin (p. 37)

n'étant pas produites partout, sont l'objet d'une demande sur tous les points du globe. Or, une réglementation internationale supposerait une autorité internationale : elle fait défaut. Le commerce international devient de plus en plus impossible; la division internationale du travail, depuis la guerre, tend de plus en plus à disparaître. (13) Les processus de l'industrialisation des colonies et des régions agraires et les tentatives de réagrarisation des pays industriels sont accompagnés d'un protectionnisme poussé qui, en germe, contient toujours une tendance vers l'autarchie.

Les tendances actuelles contre les formes les plus élémentaires d'une division internationale du travail rendent parfaitement impossible la moindre direction internationale de l'économie.

Il faut se demander si ce n'est pas justement la tendance à la destruction des échanges internationaux qui a donné naissance aux tentatives d'économie dirigée ?

En effet, une politique plus notable d'économie dirigée a le plus souvent débuté par une politique monétaire et de crédit (Etats-Unis, Angleterre, Allemagne). La réglementation du marché intérieur a été précédée par une fermeture plus ou moins rigoureuse des frontières d'abord, et par la centralisation des banques et la réforme de leurs statuts ensuite.

D'autre part, la tendance à diriger l'économie dans le cadre national n'aide-t-elle pas au mieux à enterrer le système des rapports internationaux déjà bien compromis ?

On peut considérer les essais d'une instauration de l'économie dirigée dans le cadre national et le recul des rapports internationaux comme deux aspects différents d'un même processus dont le développement révèle un caractère dialectique.

(13) En 1934 le commerce international est tombé à moins de 35% de son niveau de 1930. Philip (p. 62)

L'économie dirigée coïncide, en effet, dans une certaine mesure avec le nationalisme économique, c'est-à-dire une politique tendant à faire de la nation un système économique fermé, capable d'exister indépendamment des autres pays et de surmonter la crise à lui seul.

Les économies dirigées vers la préparation d'une guerre (Allemagne) révèlent une tendance très forte vers l'autarchie tout en faisant preuve d'expansionnisme économique et de nationalisme agressif. Ces économies de guerre n'entrent pas dans notre comparaison qui ne traite que de *l'économie* dirigée et non de *l'économie dirigée* vers des fins extra-économiques.

Par ailleurs, la politique d'économie dirigée des autres pays démontre l'existence d'un lien de caractère nationaliste entre l'interventionnisme étatique d'un pays et ses rapports avec le marché mondial dominés par le protectionnisme. Le contrôle exercé sur le marché intérieur, pour être efficace, doit nécessairement s'étendre à une réglementation des rapports économiques extérieurs. (14)

La constatation d'un rapport entre l'économie dirigée et un certain nationalisme économique s'avère aussi juste en ce qui concerne l'Union soviétique. L'économie, dirigée d'après un plan, implique un champ d'action limité, qui ne peut être que la nation aussi longtemps que n'existera pas une économie placée sous la direction d'un organisme politique et économique universel.

Dans l'intérêt même d'une véritable direction, l'économie, dirigée à l'intérieur d'un cadre national, impose la direction et le contrôle du commerce extérieur, réalisable par la seule voie du monopole dont les rapports avec les autres pays empruntent des formes nouvelles. (Système d'accords économiques internationaux).

(14) Ainsi, par exemple, la réglementation de la production agricole en Angleterre a amené le contrôle du commerce extérieur; et inversement, les offices du contrôle des exportations des dominions britanniques (Australie, Union de l'Afrique du Sud, Neuzeland, Canada depuis 1934) introduisaient de plus en plus la réglementation du marché et de la production intérieures.

L'ECONOMIE DIRIGEE ET LA STRUCTURE CAPITALISTE DE L'ECONOMIE

La politique d'économie dirigée dans le cadre capitaliste conduit en fin de compte à un dilemme bien mis en lumière par le cas suivant :

Le Comité international de l'étain a élaboré un plan de restriction de la production qui « se heurte aux exigences du machinisme. Les producteurs européens ont engagé plus de 16 millions de livres sterling dans les sociétés de dragues de la Malaisie et se trouvent, ainsi, en présence du dilemme suivant : ou produire à plein et vendre à perte en gaspillant un **capital-minier** représenté seulement par un millier de tonnes, et qu'une extraction normale épuiserait en 25 ans au plus, ou restreindre la production et laisser vieillir et se détériorer, sous un climat défavorable, un **capital-outil** très onéreux. C'est cette dernière solution que l'on a considéré comme étant la moins grave. » (1)

Voilà comment se posent les problèmes pour cette économie dirigée : ou « gaspillage », selon leurs détenteurs, des richesses du sol, pour la raison qu'elles ne leur rapportent pas un profit suffisant — ou destruction des moyens de production et diminution des richesses disponibles pour la société en faveur d'un bénéfice pour quelques uns de ses membres. Dans l'atteinte de ce dernier objectif la politique d'économie dirigée a sans doute remporté quelques succès.

Mais le succès envisagé, c'est-à-dire la hausse des prix adaptée la production à une consommation déjà très restreinte en la ramenant à un niveau encore plus bas que celui qui aurait existé si l'on avait laissé librement jouer les lois économiques.

La destruction des produits et des moyens de produire n'est pas commandée par l'intérêt de la société, tout au contraire. La hausse

(1) Bodin (p. 88)

des prix au moyen de la réduction des produits ne favorise que les branches d'industrie concentrée entre les mains de très peu de producteurs. Ainsi la production des matières organiques, dispersée et décentralisée n'a pas bénéficié des mesures adoptées; au contraire, le très petit nombre de producteurs de matières minérales fut nettement favorisé, justement en raison de la localisation de leur exploitation et de la concentration de leurs capitaux. Grâce à cette position économique décisive ils exercent une influence prédominante dans l'Etat.

M. Oualid constate lui aussi que l'économie dirigée est « au profit de certains intérêts ».

« Ceci étant, il se produit tout naturellement une réaction des consommateurs contre ce qu'ils appellent, à tort ou à raison, la féodalité économique, car aussi bien l'économie contemporaine pratique l'individualisation du profit et la socialisation des pertes. » « On détache la direction du capital des risques courus par le capital. » (2)

L'économie dirigée, s'exprime *M. Courtin*, « tend d'abord avant tout à défendre les intérêts privés » (3)

Et *M. Teilhac* déclare :

« Si l'économie est actuellement dirigée, elle est mal dirigée; elle est dirigée en vue de leurs fins égoïstes par les individus et les nations. C'est l'économie qui dirige la politique plus que la politique ne dirige l'économie. » (4)

Par le fait même que la politique d'économie dirigée naît de l'intérêt particulier d'un groupe de producteurs, qu'elle ne pour-

(2) W. Oualid. Congrès des Economistes de Langue française. (p. 179)

M. Gignoux appelle l'économie dirigée « une sorte d'assurance contre tous les risques par les sources de l'Etat-Roi. » *Economie Dirigée. Conférences de l'Ecole libre. Paris 1934.*

(3) *Courtin. L'économie dirigée en face du libéralisme et du bolchévisme. L'année politique française et étrangère. Décembre 1934 pp. 380-391 (p. 383)*

(4) *Ernest Teilhac dans Revue d'économie politique. (Bibliographie) 1934 (p. 1089)*

suit en fait que cet intérêt, nécessairement elle n'atteindra pas à un nouvel équilibre. La lutte d'intérêts menée à l'intérieur de l'Etat pour sa conquête exclut tout plan d'ensemble. Aucune idée directrice ne préside à l'élaboration des mesures à prendre. Les différentes mesures sont nées d'un milieu d'intérêts en lutte, et ce même milieu s'oppose, par la diversité des objectifs qui se retrouvent en lui, à une économie dirigée centralement. En fin de compte on retrouve la situation de départ avec des contradictions encore plus accentuées.

Donc, en fait, il n'y a ni direction unique et efficace des différents branches et domaines de l'économie, ni même coordination des actions particulières. Ainsi l'action sur les prix n'est que partielle : elle ne concerne d'ordinaire que les matières premières et elle ne peut envisager à la fois qu'une seule d'entre elles. Une économie dirigée doit pourtant ne rien laisser de côté et établir une coordination parfaite entre toutes les branches de l'économie. L'action sur la production s'exerce séparément de celle sur le crédit. Et l'acte élémentaire de toute direction économique, celui qui régit les investissements, auquel incombe la tâche fondamentale de coordonner la production et la consommation, fait complètement défaut dans toutes les tentatives d'économie dirigée qui ont été entreprises jusqu'ici. Gustave Kassel constate

« l'absence complète de plan bien établi quant à la distribution rationnelle du revenu entre l'épargne et la consommation. Mais une économie dirigée qui n'a pas un plan défini pour son accroissement annuel de capital est en réalité une économie qui n'est pas dirigée du tout. C'est une pure illusion qui nous fait croire que les expériences faites jusqu'à présent en économie dirigée ont fait avancer la société d'un pas vers la rationalisation, en comparaison de son état normal d'avant-guerre. Sur les points essentiels, les résultats atteints sont absolument dans la direction opposée. » (5)

(5) G. Kassel. Du protectionnisme à la dictature par l'économie dirigée. dans *Esprit international* 1934, pp. 331-350 (p. 343/4). (Nous avons souligné).

Pourquoi, dans l'économie capitaliste, aucune direction centrale, aucun plan d'ensemble, précisé jusqu'en ses derniers détails, n'est il pas possible ?

L'Etat de la société capitaliste n'a pas de puissance économique décisive; il n'a que très indirectement accès à la production en imposant sa volonté aux particuliers qu'il peut, plus ou moins, exhorter à suivre ses déterminations. Mais cette soi-disant volonté de l'Etat n'est pas autre chose qu'une résultante des intérêts des particuliers où dominant ceux qui sont les mieux représentés, ceux qui sont pourvus de la puissance économique.

L'Etat ne *dirige* pas l'économie; il *intervient* seulement, mais ceci dans une mesure jusque là inconnue, avec des objectifs ayant directement trait à la production et à la consommation, et par des méthodes inaccoutumées. Cette intervention pourtant n'est pas « l'aspect nouveau d'une vieille politique », comme le prétend M. Truchy, mais une nouvelle politique économique réclamée par le capital mué en capital financier représentant la fusion des capitaux de l'industrie et des banques à l'intérieur de monopoles fortement développés.

L'Etat est plus à même d'exercer une influence sur l'économie à l'aide d'une politique de la monnaie et du crédit que d'une action sur la production. Mais s'il ne peut avoir qu'une influence très minime sur le *volume* du crédit, il reste complètement impuissant à agir sur sa *distribution* et ses modes d'*utilisation*. « Le crédit s'offre, mais ne s'impose pas » dit M. Rist.

Par ailleurs, la production soumise à des décisions individuelles et le rôle du marché restent prédominants.

Ainsi aucun plan central n'arrive à être efficace.

« Pour que la concurrence s'exerce librement, dit M. Robbins, il faut que l'entrepreneur ait la faculté de retirer entièrement ses capitaux d'une branche de la production, de réaliser son matériel et ses stocks et de passer dans d'autres domaines. Il faut qu'il puisse rompre en toute liberté l'unité

administrative. On ne voit pas bien comment une telle liberté, indispensable pour que le marché enregistre les pressions variables de tous les changements de conditions, serait compatible avec les nécessités d'une société dont la **raison d'être** est la centralisation de la propriété et du contrôle. » (6)

Il n'est que logique d'en tirer une conclusion que *M. Allix* avait déjà indiqué au Congrès des Economistes français en 1932 :

M. Allix se demande « s'il est possible de trouver une formule d'économie dirigée dans le cadre du régime capitaliste, sans que cette formule fasse éclater le cadre dans lequel on veut l'introduire et ne nous conduise directement au plan quinquennal et au régime collectiviste proprement dit. » (7)

« Car le **planning**, dit M. Robbins, implique un contrôle central et ce dernier exclut le droit individuel de disposition. Ne pas saisir que **planning et socialisme sont, au fond, une seule et même chose**, c'est purement créer une confusion d'idées. » (8)

Les tentatives d'économie dirigée mettent à jour des contradictions entre les mesures entreprises, parce que la volonté d'avoir un plan se heurte aux conditions dans lesquelles celui-ci doit se réaliser.

« Enfin, avoue M. André Philip, à la fin de ses considérations, tout ceci serait encore insuffisant si la collectivité ne parvenait pas à mettre directement la main sur les principaux points stratégiques de la vie économique et en assurer une gestion échappant désormais entièrement à l'esprit de profit. » (9)

La structure individualiste de l'économie capitaliste ne supporte pas une autre autorité que celle de la loi économique ; cette structure refuse de se voir imposer un plan de direction centrale, le plan étant l'élément essentiel d'une économie de structure toute différente.

(6) Lionel Robbins. La Grande Dépression 1929-1934, traduction de l'anglais. Paris 1935. 233 p. (p. 184)

(7) Allix. Congrès (p. 125; voir aussi p. 175)

(8) Robbins, Œuvre cité. (p. 175) (Nous avons souligné).

(9) André Philip. La crise et l'économie dirigée. Paris 1935. 204 p. (p. 203).

DEUXIEME PARTIE

1 - LA PLANIFICATION SOVIETIQUE

LE COMMUNISME DE GUERRE.

Si l'on entend par planification la mise en pratique d'un plan pour toute l'économie, la naissance de la planification coïncide avec la fin de la période du rétablissement de l'économie nationale (1927) et le commencement de sa reconstruction socialiste. L'histoire des plans quinquennaux n'est pas toute l'histoire de la planification soviétique ; il faut encore y ajouter les travaux entrepris antérieurement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre, soit d'un plan d'ensemble, soit de plans partiels.

Kritsman, dans son essai d'une analyse du « communisme de guerre » nie l'existence même d'une planification après la révolution. (Sous le nom de communisme de guerre on entend un ensemble de mesures visant à remplacer l'économie marchande par une production industrielle gérée par l'Etat distribuant lui-même tous les produits.)

Kritsman écrit dans « La période héroïque de la Grande Révolution Russe » (1) :

« Ce n'est pas que le plan fût imparfait ou incomplet, ce plan était absent; n'étaient prévus ni les organes de production, ni ce qu'ils avaient à produire, ni la quantité de ce qu'ils avaient à produire. Et s'il n'y avait pas d'organe pour l'élaboration et la réalisation d'un plan c'est parce que la fonction correspondante manquait. »

(1) Œuvre parue en langue russe en 1924; traduction allemande : Vienne-Berlin 1929. (p. 188)

Le fait qu'un organisme spécial de planification n'existait pas, n'impliquait nullement que la fonction fût absente. Un article paru dans la revue mensuelle *Planovoje Khozaistvo* (2) confirme cette opinion :

« La possibilité d'une planification naît de l'existence de la dictature du prolétariat et du fait que les leviers de commande sont entre les mains de l'Etat prolétarien. Cette possibilité ne dépend pas de l'existence ou de l'absence d'un appareil spécial de planification. » (3)

Les décrets révolutionnaires fondamentaux — nationalisant la terre, les banques, la flotte navigante, l'industrie et les chemins de fer, interdisant le commerce et établissant la distribution centrale (4) — avaient créé les conditions que le pouvoir soviétique jugeait nécessaires pour l'édification d'une économie planifiée. Même l'établissement préalable du contrôle ouvrier dans toutes les entreprises industrielles et commerciales, dans les établissements de banques et les transports se faisait « dans l'intérêt d'une réglementation planifiée de l'économie nationale. » (5)

Il n'est pas exact de dire qu'il n'existait aucun organe de direction économique après la révolution. Bien au contraire il y avait tout un système.

En décembre 1917 le *Conseil Supérieur de l'Economie Nationale* (CSE) (6) est créé avec la tâche d'« organiser l'économie nationale et les finances de l'Etat. » Le décret énonce que le CSE

(2) C'est-à-dire : L'économie planifiée.

(3) *Peredovaja*. « La planification dans les doctrines de Lénine et de Staline et les problèmes de la direction. » *Pl. khoz.* 1934, No 1. pp. 5-27. (p. 16)

(4) Décret de la terre du 26 octobre 1917; décret du 14 décembre 1917, concernant les banques; du 26 janvier 1918, concernant la flotte navigante; du 28 juin 1918, pour l'industrie etc., et des 22 avril et 21 novembre 1918 pour le commerce.

(5) Décret du 14 novembre 1917 dans « Décrets d'octobre », Moscou 1930, No. 48.

(6) Abréviation française. Le plus souvent les abréviations russes sont utilisées.

« élabore les normes générales et les plans de la réglementation de la vie économique du pays. » (7)

Le CSE n'est pas un organe spécial de planification parce qu'il s'occupe davantage de diriger directement l'économie que d'élaborer un plan pour elle ; en pratique il ne dirige que l'industrie étatisée avec toutes les entreprises attenantes, par l'intermédiaire des administrations centrales de chaque branche industrielle, les *Glavki*.

Les tâches des *Glavki* sont énoncées dans un rapport du CSE au VII. Congrès des Soviets (8) :

« Il était nécessaire, avant tout, d'enregistrer les entreprises de chaque branche industrielle, leur équipement, les forces de travail nécessaires; de prendre possession de cet appareil compliqué, de lui fournir les matières premières, les combustibles nécessaires, etc, et de diriger d'après un plan général mûri d'avance l'activité de toute la production jusque dans les entreprises les plus éloignées. C'est pourquoi des conseils centraux responsables furent créés, qui avaient à leur disposition le nombre d'employés nécessaire pour exécuter les tâches mentionnées ci-dessus. Ces conseils centraux étaient les *Glavki*. »

D'autres organes d'Etats dirigent l'économie : le *Conseil des Commissariats du Peuple (Sovnarkom)* ainsi que les différents Commissariats pour l'alimentation, l'agriculture, les finances etc, puis à partir de 1920 le *Conseil pour la Défense et le Travail. (STO)*

On peut constater, d'une part, la nécessité de substituer un plan à l'efficacité élémentaire des lois de concurrence dont l'action était arrêtée par la révolution — on voit, d'autre part, chez les dirigeants soviétiques la volonté de suivre cette nécessité économique, d'avoir un plan général, volonté exprimée à maintes reprises dans les décrets. Cette volonté a-t-elle été réalisée et y

(7) Décrets d'octobre

(8) p. 22 du rapport, citation Kritsman, (p. 311, note 3)

avait-il une planification ? Plus encore, celle-ci était-elle efficace, c'est-à-dire transformait-elle l'économie en une économie planifiée ?

En 1918 on exigea que les Glavki établissent des programmes de production. Ils échouèrent. Moins à cause de leur propre organisation très bureaucratique, que du fait qu'ils n'avaient pas la documentation nécessaire pour élaborer un plan dans le secteur qui leur était confié. Les entreprises industrielles ne comportaient ni direction technique, ni direction économique responsables. Souvent elles travaillaient avec pertes, quelquefois même sans en avoir connaissance ; le contrôle exercé par les Glavki n'était que très insuffisant. Ces entreprises désordonnées ne pouvaient faire des déclarations statistiques suffisantes pour l'établissement d'un plan. (9)

Au lieu de plans de production, on adopte la méthode dite *Udarnosti*, c'est-à-dire la concentration, par à-coup et par choc, de toutes les forces sur le point le plus en danger de toute l'économie. Ce procédé laisse de côté toute idée de planification.

Au début de 1920 le *Comité exécutif central* (ZIK) de l'Union charge le CSE de « l'élaboration d'un plan de production unique pour toute la Russie soviétique et pour les Républiques soviétiques amies de la Russie. » (10)

Le Sovnarkom crée une commission pour élaborer les perspectives d'une électrification de l'URSS en 15 années. Cette commission appelée *Goelro* se met à l'œuvre avec 200 spécialistes et présente un plan qui, par la suite, a eu une très grande importance

(9) Voir Zagorski, *La renaissance du capitalisme dans la Russie des Soviets. Le Bilan du Nep.* Paris 1924. (p. 44)

(10) Correspondance Russe. 1920, No. 8/9 (p. 41), cit. Friedrich Pollock. *Die planwirtschaftlichen Versuche in der Sowjetunion 1917-1927.* Berlin 1928. 233 p.

pour l'industrialisation de l'URSS, ainsi que pour l'établissement, en général, des plans de perspectives. (11)

A la fin de 1920 la nécessité d'un plan pour l'économie nationale se fait plus vivement sentir. *Lénine* écrit alors dans une lettre adressée au XIII^e Congrès des électriciens :

« La Russie a enfin la possibilité de commencer une édification économique plus méthodique, d'élaborer scientifiquement et appliquer d'une façon conséquente un plan d'Etat pour toute l'économie nationale. » (12)

Le VII^e Congrès des Soviets, siégeant en décembre 1920, crée les conditions les plus importantes pour l'élaboration d'un plan d'ensemble. Il vote un décret contenant les directives pour l'organisation de la production agricole. Le Congrès crée le Conseil pour la Défense et le Travail (STO) qui doit être l'organe central de toute l'économie. En même temps, le Congrès soumet les entreprises d'un même genre aux organes économiques des régions, réalisant ainsi une organisation horizontale locale qui s'intègre au centralisme vertical des Glavki et du STO. (13)

Au cours des années 1918/19, différents Glavki avaient créé des *trusts*; ce sont des unités composées de plusieurs entreprises ayant une connexion d'ordre technique. En 1920, 176 trusts exis-

(11) La **planification de perspectives** donne une orientation plus ample du développement ultérieur de l'économie nationale et se trouve concrétisée par la **planification courante**, c'est-à-dire les plans annuels et les programmes de production des unités de production à chaque échelon de la hiérarchie économique.

(12) cit. Grinko. Le plan quinquennal. Paris 1931 (p. 51)

(13) On avait réparti toutes les entreprises en 3 catégories : celle d'une importance pour toute l'Union étaient soumises au Glavki; celle d'une importance pour plusieurs républiques étaient soumises au conseil économique de la république où elles étaient situées : leurs plans devant être confirmés par le Glavk correspondant; la troisième catégorie, les entreprises d'une importance purement locale, dépendaient uniquement de la région. (Kritsman, p. 166)

taient comprenant 25% de toutes les entreprises enregistrées et 52% des ouvriers occupés. (14)

Par le renforcement de cette organisation verticale et horizontale le mot d'ordre du Congrès, repris maintes fois plus tard, fut réalisé : *centralisation de la direction et décentralisation de l'administration*.

On espère que cette organisation et les plans déjà établis pour différentes branches industrielles donneront naissance à un plan de production pour toute l'économie nationale. (15)

Quelle est la méthode pour établir ce plan d'ensemble de l'économie ?

Lénine stipule :

« Les plans pour chaque branche industrielle doivent être strictement coordonnés et liés les uns aux autres; dans leur totalité ils formeront ce plan d'ensemble dont nous avons tellement besoin. » (16)

D'après Lénine, le point de départ pour ce plan devrait être l'approvisionnement en vivres et en combustibles. Ce plan, pour une année ou deux, devait être établi d'après trois variantes : on y supposerait, premièrement, que l'alimentation soit plus que suffisante, deuxièmement, qu'elle soit seulement suffisante et troisièmement, qu'elle ne suffise pas. (17)

E. Varga, cependant propose une procédure inverse. Il faut, d'après lui, d'abord établir le plan économique général pour passer ensuite, de l'ébauche de ce plan à la réalisation de chaque branche industrielle particulière.

Varga distingue dans son article publié en 1921 sur « La créa-

(14) Kritsman (p. 167/8)

(15) Pollock (pp. 116, 94/5)

(16) Protocole du VIII^e Congrès, cit Pollock (p. 116)

(17) Lettre au Gosplan du 16 mai 1921, cit. Pollock (p. 32)

tion du plan économique unique en Russie soviétique. » (18) 5 facteurs de production : 1. les moyens de productions proprement dits; 2. les matières premières et les ressources auxiliaires disponibles; 3. les forces de travail; 4. les moyens d'alimentation; 5. les moyens de transport. Varga souhaite « que l'on commence par assurer la distribution des facteurs de production les moins abondants. » Et que cette distribution soit effectuée aux différentes branches de l'économie dans un ordre d'urgence. Cette urgence est appréciée par la société.

Varga déclare avec raison que la société doit décider

« si elle veut travailler plus et consommer plus, ou si elle désire vivre en travaillant moins à condition de consommer moins. »

Cette appréciation met en jeu à la fois des considérations économiques et des considérations politiques.

« Il faut décider s'il est opportun d'imposer au peuple des privations cette année et d'utiliser une partie des forces productrices pour l'élargissement de l'appareil de production, ou s'il faut procéder inversement. »

*
**

« On essayait de diriger tout par un plan, mais en pratique presque rien ne réussit ! » constate Smilga dans son article sur le **Gosplan** (19) dans l'Encyclopédie soviétique.

On avait beaucoup de plans, mais on manquait d'un plan unique.

L'organisation, la connaissance des problèmes et la justesse de la solution qui imposait avant tout l'établissement d'un plan général, ne pouvaient rien en face de circonstances qui rendaient illusoire chaque plan d'ensemble et ne permirent même pas que des plans partiels fussent réalisés seulement en partie.

(18) Correspondance Russe, 1921, p. 64 etc, cit. Pollock (pp. 113/4, 241/2)

(19) Gosplan = Commission du plan d'Etat.

La désorganisation de l'économie et la pénurie des moyens s'y opposaient.

Sous l'influence de la guerre civile, il y avait une régression importante des forces de production. Régression de l'agriculture de plus d'un tiers; réduction du trafic à 1/5; régression de 82% de l'industrie; réduction de 60% du revenu national. (20) Une régression plus forte a été évitée parce que l'on n'a ni renouvelé les moyens de production ni accumulé de nouveaux stocks. (21)

La mauvaise alimentation, l'habillement insuffisant malgré le froid terrible, la discontinuité de la production et la marche à vide d'une partie de l'équipement industriel, la qualité inférieure du matériel, tout cela a contribué à diminuer la productivité du travail de 78% en 1919 et de 74% en 1920 par rapport à 1913. (22)

Une telle économie, où les moyens disponibles étaient insignifiants, où les réserves manquaient totalement, surtout en vivres et en combustibles, ne se prêtait point à une planification effi-

(20) Quelques précisions (tirées du livre de Kritsman) : diminution de 37% en 1920 du blé récolté, de 56% de la superficie ensemencée en cultures intensives par rapport à 1913 (coton 87%, sucre 74%), de près de 25% du bétail. (pp. 241/6).

Les transports militaires et de service intérieur déduits, le trafic des marchandises ne se montait en 1920 qu'à 12% même du chiffre d'avant-guerre. (p. 273). — La production de la petite industrie avait diminué de 57% en 1920 (métallurgie de 85%, textile de 75%) (pp. 251/7). Chiffres de la grosse industrie : 1913 = 100; 1917 = 77; 1918 = 35; 1919 = 26; 1920 = 18. La régression dans les différentes branches variait de 60 à 98%. (p. 252)

(21) G. Mequet, dans son article « Autour du plan quinquennal » (*Annales d'histoire économique et sociale*, Paris, mai 1932 (pp. 257-294) remarque que « pendant plus de dix années, presque depuis le début de la guerre mondiale, elle [la Russie] avait été à près peu séparée de ses fournisseurs habituels . . . Ainsi la Russie resta plus de dix ans sans réoutillage pour son industrie en enfance; l'agriculture ne pouvait se procurer qu'une partie insuffisante des instruments aratoires indispensables . . . ; enfin la population réduite à la production indigène n'avait pu renouveler son stock d'objets d'usage courant : effets d'habillement, effets mobiliers etc. » (p. 263)

(22) Kritsman (p. 293, 296)

cace. L'absence d'une organisation spéciale pour unifier les différentes suggestions en vue d'un plan se faisait sentir certes, mais elle était plutôt la conséquence des autres difficultés.

On ne pouvait faire de plan pour l'économie nationale entière puisque la répartition de la terre à des millions de paysans avait pour effet de priver l'Etat de la direction de l'agriculture. L'Etat gérait l'industrie et les transports, il réunit toutes les banques privées en une seule Banque d'Etat et il approvisionnait toute l'industrie en matières premières et en combustibles de même qu'il alimentait les habitants des villes par la voie de son appareil de distribution. Le commerce, l'argent même étaient abolis pendant un certain temps.

L'Etat, ne pouvant assurer l'échange des produits entre une industrie qui produisait très peu et des paysans qui exigeaient pour leurs livraisons des produits manufacturés équivalents, se voyait contraint de procéder par voie de réquisitions et de confiscations pour approvisionner en blé l'armée et la population des villes.

Le gouvernement devait en 1918/19 assurer le ravitaillement de 35 millions de personnes sans compter l'armée. Les quantités de blé disponibles pour le ravitaillement des villes étaient inférieures aux besoins, à cause de la guerre civile qui isolaient le centre et son agriculture pauvre de la périphérie riche en céréales. De plus l'Etat n'obtenait pas des paysans, même par la violence, les quantités de blé qu'ils détenaient. Le commerce privé tirait profit de cette brèche dans l'organisation économique de l'Etat. Des marchés clandestins se créaient, qui, en 1918, fournissaient à la population une fois et demie ce qu'apportait le ravitaillement par l'Etat. (23)

(23) D'après une enquête officielle la quantité totale s'élevait à 136,3 millions de pouds de blé, dont 40% (54,4 millions) furent fournies par les organes d'Etat (Commissariat du Peuple pour le ravitaillement) et 60% (82,2 millions de pouds) par le marché illégal. Kritsman, p. 216, voir aussi Lescure, Jean. La Révolution russe, Paris 1929. (pp. 148, 258)

D'autre part, l'Etat essayait de créer pour l'agriculture de nouvelles bases techniques à l'aide de la machine et de l'électricité; et cela, en vue de transformer les exploitations paysannes individuelles en exploitations collectives (*kolkhozy*) et de réunir les ouvriers agricoles en grandes fermes d'Etat (*sovkhozy*). (24) Les résistances des paysans contre toute collectivisation s'exprimaient par la réduction de l'ensemencement et par la diminution du rendement. L'Etat prit en 1920 des mesures visant à relever le rendement des exploitations paysannes. (25)

Une production industrielle se trouvant à un niveau extrêmement bas; l'impossibilité des échanges entre l'industrie et l'agriculture; le ravitaillement précaire des villes qui en résulte; la résistance de l'agriculture sur la base de l'exploitation privée à toutes mesures devant assurer le ravitaillement de l'industrie et de la population — c'était là une chaîne de difficultés qui contribuaient à désorganiser davantage l'économie et à la priver de tous les moyens.

Tout ceci devait rendre impossible une planification de l'économie. En outre d'autres conditions indispensables à l'élaboration propre d'un plan général faisaient défaut. L'économiste soviétique Stumiline en énumère quelques unes :

« Le budget n'était pas équilibré; la monnaie n'était pas stabilisée; il n'y avait pas un fonds de réserve pour compenser les calculs défectueux. En outre on n'avait pas les éléments in-

24) Règlement du 14 février 1919 de « l'organisation socialiste des terres et des mesures de transition vers l'agriculture socialiste ».

(25) L'Etat avait établi un plan général pour toute l'Union de l'ensemencement obligatoire des champs. Pour faciliter l'exécution des travaux agricoles et assurer une utilisation maxima des bêtes et du matériel, il ordonna aux paysans de pratiquer l'entre'aide au travail et il fixa à cet effet des périodes de labours pour l'exploitation de la terre. En retour l'Etat fournirait aux paysans les outils et les semences.

dispensables pour déterminer les quantités de ressources existantes, ni les normes de la consommation etc. » (26)

Par la suite on décide de créer des modalités économiques nouvelles. En 1921 on inaugure la *Nouvelle Politique Economique* (NEP) qui met fin à la période du communisme de guerre.

*
**

Certaines théories expliquent les mesures économiques prises de 1918 à 1920 soit par la forme, soit par la logique de la guerre civile. Les uns affirment que ces mesures sont propres à une économie de guerre; Kritsman de son côté les attribue à

« la nécessité politique de supprimer économiquement l'adversaire, d'approfondir la révolution économique, c'est-à-dire d'utiliser dans une plus grande mesure le pouvoir politique comme instrument de destruction des anciens rapports économiques. » (27)

« Le premier essai d'une économie naturelle prolétarienne » avait été tenté prématurément et ne pouvait manquer de conduire à « une économie de transition d'un socialisme dénaturé ».

Lénine n'explique pas le communisme de guerre uniquement par des raisons militaires, ni seulement par la pure nécessité politique. Dans un discours tenu le 17 octobre 1921 au II^e Congrès panrusse des instructeurs politiques, Lénine disait notamment :

« Influencés par des tâches militaires et par la situation de la république [au milieu de l'année 1918] qui semblait désespérée, nous commimes la faute de nous décider à passer directement vers une production et une distribution communistes... C'est malheureusement un fait. Je dis : malheureusement parce qu'une expérience d'une courte durée nous persuada que cette construction était erronée... qu'il était

26) Strumiline, discours sur le plan économique de l'année 1921/22, cit. Pollock (p. 240)

(27) Kritsman p. 91, pour la suite : pp. 122/3, 189, 200.

impossible, sans traverser une période de comptabilité et de contrôle socialistes, de parvenir même au premier échelon du communisme... La défaite que nous a valu, sur le front économique, notre tentative de transition immédiate au communisme, fut plus sérieuse que toutes les défaites que nous avons infligées à Koltschak, à Dénikine et à Pilsudski. » (28)

Dans son 2^e discours au X^e Congrès du Parti Communiste, Lénine disait au sujet des réquisitions :

« Nous avons commis bien des erreurs... nous avons dépassé la mesure... Certes ce fut souvent une nécessité... il ne nous restait d'autre issue que l'action militaire exercée également dans le domaine économique... Mais le fait est hors de doute : nous sommes allés plus loin que la théorie et la politique ne l'exigeaient. » « Toute la question est une question de mesure. » (29)

Ainsi, tandis que Kritsman nie qu'il puisse s'agir d'une tentative de créer volontairement une économie planifiée, Lénine admet — et c'est plus qu'une théorie, c'est un témoignage — qu'outre une action militaire et révolutionnaire dans le domaine économique, on a entrepris de transformer l'économie en une économie planifiée socialiste. Cette tentative n'a pas réussi, malgré l'effort immense qui s'est encore accru lorsque la guerre civile avait cessé, c'est-à-dire dans la période de janvier 1920 au mois de mars 1921.

L'effort et la défaite subie mettent en pleine lumière la difficulté d'organiser une économie sans marché, dirigée par un plan — alors même que l'Etat est maître des positions-clés.

Une retraite est inévitable : Grâce à l'alliance militaire de la guerre civile les ouvriers et les paysans avaient réussi à défendre le pouvoir conquis contre les gros propriétaires terriens et les

(28) Lénine, Œuvres XVIII, I, 370 suiv. cit. Pollock (p. 102/3)

(29) Lénine, cit. Oldenbourg, Serge. La révolution bolchéviste, Recueil, Paris 1931. (p. 284/5)

grands industriels. Maintenant la reconstruction économique devient une nécessité absolue et l'alliance, à cette fin, de l'industrie lourde de l'Etat avec les petits propriétaires producteurs de marchandises s'impose. (30) C'est pour conserver le pouvoir d'une part, et pour relever et reconstruire l'économie d'autre part, que la Nouvelle Politique Economique fut inaugurée.

(30) Lénine, cit. Oldenbourg (p. 290, 309)

LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE

Le Travail du Gosplan

L'Etat soviétique garde entre ses mains les leviers de commande : la terre, les transports, les industries-clés et le commerce extérieur. Il restitue la petite industrie à la propriété privée de jadis et aux coopératives. Il accorde des concessions d'exploitation pour les entreprises moyennes. (1)

La distribution des produits sera assurée par le marché. Ce rétablissement du marché se fait en premier lieu en faveur des paysans qui, par suite du remplacement du système des réquisitions par l'impôt en nature, étaient libres de vendre leurs excédents sur le marché.

Les grandes entreprises d'Etat, afin de pouvoir s'approvisionner en matières premières, recevaient un droit restreint de libre disposition sur le marché. Elles sont tenues de fonder leur activité sur un compte économique, un calcul commercial, c'est-à-dire d'assumer une gestion économique autonome, (*Khozrazchotte*). L'importance des Glavkis est diminuée : la décentralisation de l'industrie sur la base des trusts est accélérée.

Voilà donc les piliers de la Nep : *impôt en nature, rétablissement du commerce libre, rétablissement de la petite propriété privée et de la propriété coopérative et enfin réorganisation et vaste décentralisation de la grande industrie étatisée.*

Après l'introduction de la Nep, l'économie soviétique connaît 5 formations économique-sociales qui coexistent et s'impliquent :

1. l'économie partiarcale (c'est-à-dire l'économie paysanne naturelle) ; 2. la petite production marchande vendant son blé ; 3. l'économie capitaliste privée ; 4. le capitalisme d'Etat (les concessions,

(1) Décrets des 8. II et 2. VIII 1923.

les coopératives, la ferme des entreprises d'Etat aux particuliers, le commerce de commission pour l'Etat) ; 5. le socialisme.(2)

Le pouvoir soviétique, déchaînant par sa retraite l'action des forces élémentaires du marché, ne rend-il pas impossible la moindre planification, même dans le domaine de l'industrie d'Etat ? Autrement dit, le capitalisme réapparaissant, se consolidant dans le secteur privé, ne tend-il pas à dominer par le marché, le secteur socialisé (l'industrie étatisée et les coopératives) et à renverser tous ses plans ?

Lénine y répond dans une lettre à Krychanovski :

La nouvelle Politique Economique ne change pas l'unique plan économique de l'Etat et ne sort pas de ses cadres, mais elle change la manière de procéder à sa réalisation. » (3)

Quel était le langage des faits ?

Quelle était la manière de procéder à la réalisation du plan qui voit le marché s'opposer à lui ? « Le plan plus le marché — c'est la formule complète de la Nep. » Voilà une observation juste de Strumiline. (4) Comment mettre en accord la spontanéité du marché avec la finalité d'un plan ?

La propriété privée, aussi longtemps qu'elle existe, implique un travail non collectivisé. Or tant qu'il subsistera du travail non collectivisé, les échanges devront se faire par l'intermédiaire d'un marché. Et ainsi les échanges entre le secteur d'Etat et le secteur privé ne peuvent s'effectuer en unités de production mais en unités monétaires. (5) Le calcul en argent exige une monnaie stable.

(2) Lénine dans son discours sur l'impôt en nature. Voir Lapidus-Ostrovitianov. Précis d'économie politique. L'économie politique et la théorie de l'économie soviétique. Traduction du russe. Paris 1929. (p. 83/4)

(3) Lénine, XXIX/463, cit. Pl. Khoz. 34/1 (p. 17)

(4) Strumiline Pl. Khoz. 34/8 (p. 207)

(5) Même un théoricien de la planification socialiste « pure », Carl Landauer admet :

« L'économie planifiée peut d'abord recueillir les chiffres de l'économie d'échange; elle n'a qu'à les adapter aux modifications continuelles de l'éco-

C'est pourquoi la monnaie soviétique a été stabilisée en deux étapes : à la fin de l'année 1922 le rouble-tchervonetz est créé pour le commerce de gros ; en 1924 son domaine s'étend au commerce de détail. (6)

La tâche du plan d'Etat est de longue haleine : lutte sur le marché contre le marché. Le Gosplan accomplira d'abord un travail préparatoire : il s'adaptera au marché, et après avoir élaboré des méthodes de plan, il réalisera l'abolition du marché. Toute la difficulté est là : établir l'équilibre entre l'adaptation au marché et la domination du marché.

La planification revêt un caractère tout différent de celui qu'elle a eu pendant le communisme de guerre. En « manœuvrant » l'économie on remplaçait l'activité bureaucratique des Glavkis. On renonce à promulguer des décrets et des ordonnances éloignés de la réalité ; on exige l'adaptation aux besoins journaliers du marché et l'utilisation conforme à la réalité de tous les moyens disponibles. Pour donner un exemple : quand la récolte est engrangée, le village reçoit de l'argent, et sa demande en produits industriels augmente. Voilà ce dont auront à tenir compte les directives données aux différentes branches de l'industrie.

Une revue historique du travail de planification pendant les années suivantes montrera l'efficacité des plans établis et la possibilité de l'élaboration d'un plan unique de l'économie.

*
**

nomie. Il serait impossible, même pour une économie d'échange, de rétablir, d'un jour à l'autre, les estimations quantitatives des différents biens, si tous les prix avaient été oubliés. »

Carl Landauer. *Planwirtschaft und Verkehrswirtschaft*. Berlin 1931. (p. 119)

(6) Pollock, (p. 145/6)

Une organisation spéciale est mise à la tête de l'administration à qui incombe dès maintenant l'élaboration des plans. En février 1921, la Commission du Plan d'Etat, le *Gosplan*, est créée auprès du Conseil pour la Défense et le Travail. Il commence son travail avec 40 collaborateurs, dont 7 seulement sont membres du parti communiste (c'est un fait frappant si on examine la composition des autres organes d'Etat). Il s'agit de spécialistes de toutes sortes, (de «spez»), d'économistes, d'agronomes, etc.

Le président du Gosplan est nommé par le Comité Exécutif Central (ZIK) de l'Union. *Krichanovski* a toujours assumé cette fonction jusqu'alors. Le Gosplan a compté d'abord 7, puis 10 sections : elles s'étaient réparti les différentes branches de l'économie.

Cependant cette organisation, à cause de la multitude de ses sections qui avaient entrepris des travaux parallèles, n'a pas travaillé avec un grand succès. (7)

Des *commissions du plan* existent auprès des organes administratifs des républiques fédérales, des républiques autonomes, des régions et des rayons (volost, oblast). Un des principes fondamentaux du travail des organes territoriaux de plan est que le plan économique d'une unité territoriale donnée doit inclure toutes les entreprises en fonction sur leurs territoires, même celles qui sont subordonnées aux organes économiques de l'Union. (8)

Ce système vertical se complète par le système horizontal des *sections de planification* auprès des différents commissariats du peuple centraux et fédéraux et auprès des unités économiques elles-mêmes : *fédérations de trusts, trusts et entreprises*.

Dans ces systèmes, s'étendant sur toute l'Union, les commissions de plan ne peuvent appartenir qu'à l'organe auprès duquel elles fonctionnent. Par exemple la commission de plan d'une fédé-

(7) Pollock, (p. 239)

(8) Voir la note p. 45.

ration de trusts ne peut pas avoir des tâches auprès d'organismes supérieures ou inférieures dans la hiérarchie économique. Au cas contraire le principe, établi pour l'URSS depuis 1920, du commandement unique, c'est-à-dire de la direction individuelle et responsable serait violé.

Ces commissions directement soumises pour l'exécution de leurs tâches à leurs départements respectifs sont cependant subordonnées à la direction méthodologique et organique du Gosplan.

**

Le Gosplan se concentre d'abord sur les problèmes les plus urgents : l'approvisionnement en combustible et en vivres, les transports et le commerce intérieur.

Les plans partiels de l'industrie (métallurgie, sucre, etc.) ne sont pas réalisés en totalité. Le programme de la production industrielle pour l'année 1921/22 est exécuté à 70%, celui pour 1922/23 à 85-90%. (9) Seul, le plan de combustible pour l'année 1921/22 fut réalisé à 97%. Le plan du commerce extérieur pour l'année 1921 est exécuté à 100% pour l'exportation, à 83% pour l'importation.

Un plan d'ensemble n'est pas plus réalisable pendant la Nep qu'auparavant.

Le Gosplan se livre aussi à un travail systématique de répartition géographique de l'économie en établissant, en 1921, un premier plan dont il sera question plus loin.

Jusqu'à sa réorganisation en automne 1923, le Gosplan se préoccupe avant tout des problèmes techniques de la production.

Aucune question économique n'est décidée par les organes supérieurs sans avoir passé par le Gosplan.

(9) Pollock, (p. 239) suiv.

Pollock résume de façon suivante les résultats qu'il a obtenus :

« Il avait réussi à fonder un état-major pour la république, réunissant les meilleures forces économiques et techniques du pays; il avait rassemblé des expériences pour l'achèvement et la détermination d'un plan de perspectives pour l'électricité (GOELRO). » (10)

*

Avec la réorganisation de l'automne 1923, la division du travail d'après les différentes fonctions succède à celle qui avait été établie par branches d'industrie.

Le congrès de l'économie planifiée en 1926 entreprend la réorganisation du Gosplan en 3 sections principales qui auront des sous-sections : 1. une section pour la reconstruction (électricité, combustible, bâtiment, répartition géographique); 2. une section de production (industrie, agriculture, transports); 3. une section social-économique (commerce, budget, finances, statistique économique et recherche de la conjoncture) ayant à élaborer les plans pour les domaines où le marché joue un rôle prépondérant. En 1928, on ajoute une section pour le travail et la vie culturelle et une section pour la défense du pays.

Les résultats apportés par l'amélioration du travail statistique et la création d'un centre pour la recherche de la conjoncture fournissaient au Gosplan le moyen d'aménager la production avec des perspectives économiques : il ne s'agit plus de produire, mais de produire à des prix convenables pour l'acheteur. Les considérations économiques devaient prédominer lors de l'établissement des plans.

Le plan aura des tâches qualificatives à remplir : lutte pour la réduction des prix industriels trop élevés; fermeture des *ciseaux* (intervalle entre les prix industriels et agricoles); soumission de

(10) *Pollock*, (p. 249)

l'agriculture à la planification. Dans ce but le travail de planification doit comprendre aussi bien la politique fiscale que la politique de crédit. Ces différentes politiques en rapport avec la politique des prix seront les moyens de la réglementation du marché par l'Etat. Pour éviter que l'activité des unités économiques de l'industrie aille à l'encontre des intérêts de l'Etat, on compte sur la liquidation de l'indépendance relative des trusts. (11)

Pour arriver à un plan unique, le Gosplan élabore des plans *perspectifs* pour plusieurs branches économiques, leur donnant par là une orientation plus ample; plan établi en 1923 pour la reconstruction et la réorganisation des transports; plan de 5 années en 1924/25 pour l'industrie métallurgique, pour l'ensemble de l'industrie et pour l'agriculture de la RSFSR (appelé « *Semplana* »). Enfin la commission du plan auprès du CSE (OSVOK) établit un plan quinquennal prévu pour l'économie toute entière. (12)

Cette deuxième étape, se terminant par une réorganisation du Gosplan en août 1925, a mené à bien les tâches qui lui ont été assignées :

« La réforme monétaire et l'assainissement du budget d'Etat avaient réussi; la lutte contre les 'ciseaux' et pour la conquête du marché avaient fait des progrès importants; la réglementation de l'approvisionnement en blé et de l'organisation des débouchés pour les produits industriels avaient avancé; et enfin, les travaux théoriques servant à l'exploration des faits fondamentaux de la nouvelle économie russe, avaient donné un résultat positif. Le plan GOELRO fut soumis à un examen et adapté aux conditions du jour. On avait mis au service du plan la politique du crédit et les finances, et on avait réussi en même temps, à déterminer un plan économique pour l'année 1925/26. » (13)

(11) Les trusts qui à leur naissance fédéraient en quelque sorte les entreprises occupées à une production déterminée furent petit à petit d'avantage chargés de représenter l'Etat auprès des entreprises particulières.

(12) Pl. Khoz. 1934 No. 1 (p. 18/19)

(13) Pollock, (p. 254)

Une troisième étape commence avec le plan unique pour l'année 1925/26, constitué par les *chiffres de contrôle*. Ces chiffres sont des coefficients d'activité qui donnent aux unités administratives et économiques qu'ils concernent, une orientation déterminée. Ces chiffres se fondant sur les résultats de l'exercice de l'année passée, doivent fournir à toutes les branches de l'économie des directives nécessaires pour l'année qui suivra. Les chiffres de contrôle de 1925/26 n'étaient considérés eux-mêmes que comme « des directives approximatives pour l'établissement de plans de production de chaque unité économique. » (14) *Smilga*, dans l'introduction à la publication des chiffres de contrôle de 1925/26, remarque qu'il est plus difficile d'élaborer un plan annuel que d'établir des plans de perspectives : ce premier plan, devant être exécuté immédiatement, exige des données statistiques exactes et des méthodes sûres. D'après l'introduction, les chiffres contiennent « un nombre de fautes qui n'est pas négligeable. » D'où résultent ces fautes ?

« Notre matériel statistique est insuffisant tandis que les comptes définitifs des organes de production sont plus qu'in-complets : ils sont tendancieux et reflètent le plus souvent non la situation objective, mais les intérêts particuliers de telle ou telle autorité. » (15)

Il y a d'autres raisons. Les unes sont formelles : les prix appliqués diffèrent ; la même institution (le CSE) calcule la production en roubles d'avant-guerre et la vente en roubles-tchervonetz (p. 8) ; les autres matérielles : l'agriculture n'est pas gouvernée directement par le plan ; une mauvaise récolte fait tomber tous les chiffres établis.

(14) Les chiffres de contrôle 1925/26 (p. 5)

(15) c.c. (chiffres de contrôle) 1925/26 (p. 7/8).

Les chiffres de contrôle ont connu les appréciations les plus diverses. *Kamenev* ne les considérait que comme une *série* de chiffres. Par contre, le congrès des travailleurs du plan parle d'un « *système* de chiffres cohérents, au moyen duquel on a entrepris de créer un accord entre l'économie nationale et une certaine politique économique. » (16)

A vrai dire les chiffres sont compris comme un « système » puisqu'il existe « une interdépendance des différentes parties du travail. » (17) Autrement il ne pourrait être question d'un plan.

*

**

Les méthodes de l'élaboration des chiffres de contrôle sont les suivantes :

1) la méthode des *coefficients dynamiques et statiques*. On utilise comme « principe régulateur » les séries de chiffres des dernières années, c'est-à-dire que l'on applique à l'avenir des relations que le passé a relevées. (18)

(16) cit. Pollock, (p. 265)

(17) Introduction de Strumiline aux chiffres de 1926/27., (p. 3)

(18) Les *coefficients dynamiques* sont donnés par certaines lois d'ordre économique et social que l'on suppose valables dans une économie industrialisée qu'elle soit capitaliste ou de tendance socialiste. Ainsi, par suite de la guerre civile, la régression était d'autant plus grande, que la branche économique possédait une meilleure organisation et qu'elle était moins directement intéressée à la satisfaction de la consommation. (d'où la régression plus notable de l'industrie).

A l'inverse, on assiste d'abord à un rétablissement de l'agriculture pour les mêmes raisons, mais le rythme du développement est d'autant plus grand que le secteur envisagé était moins organisé.

Les *coefficients statiques* se déduisent des rapports de la circulation : on trouve par exemple que la proportion entre la somme des prix des marchandises agricoles et celle des produits industriels est de 37 à 63.

L'expérience a prouvé que ces inductions n'ont aucune valeur pratique : les coefficients en général ne mettent en lumière que certaines tendances tout-à-fait passagères, et les coefficients statiques ne reflètent que

2) La méthode des *expertises*. Elle donne une estimation des facteurs qui limiteraient les acquisitions économiques et techniques à atteindre l'année suivante dans chaque domaine. Sont envisagés ainsi le niveau technique de la production, les forces disponibles, la capacité du marché, etc.

3) La *comparaison* des résultats obtenus avec les chiffres d'avant-guerre est « un contrôle en dernière instance ». Les chiffres de 1913 ne sont pas pris pour des normes idéales, mais servent seulement à apprécier, par exemple, la productivité du travail.

Les chiffres de contrôle de 1926/27 contiennent une critique de ceux de 1925/26. Ils notent « l'insuffisance de l'analyse qualitative des phénomènes économiques. » (p. 5) On ne s'attarde pas à déterminer quelle est la couche sociale de la population, à laquelle est confiée le développement de l'économie. En effet, les chiffres de 1925/26 tendent à accélérer le rythme du relèvement de l'économie nationale, et envisagent l'accroissement des forces productrices sans indiquer quelles couches sociales seront impliquées. (pp. 5/6)

Rykov, déclarait que l'idée centrale du premier plan quinquennal consiste dans l'accroissement pur et simple de la productivité du travail national. (19) *Staline*, au contraire, affirmait :

« Le propre de la société soviétique, c'est de ne pas être intéressée en une croissance quelconque de la productivité du travail, mais à une croissance qui assure la prépondérance de la forme socialiste de l'économie sur toutes les autres formes. » (20)

**

l'aspect extérieur des choses; ils ne sont d'aucun secours pour l'étude des composantes des proportions trouvées.

(19) *Rykov*, projet de résolution au I. plan quinquennal, cit. *Strumiline*. Pl. *Khoz.* 1934/8 (p. 202)

(20) *Staline*. Questions du Léninisme. (p. 553 de l'édition russe) cit. Pl. *khoz.* 1934. No 1 (p. 11/12)

Les méthodes diffèrent selon la nature des tâches que l'on assigne au plan. *Que doit être le plan ?* Un ensemble de *prévisions* ou bien de *directives* ?

La question d'après l'essence du plan est liée à un problème plus large : jusqu'à quel point la liberté préside-t-elle à la formation de l'économie ? Et jusqu'à quel point, au contraire, l'économie est-elle régie par une nécessité contre laquelle l'homme ne peut rien ?

Les chiffres de 1925/26 semblent accorder au plan un caractère de prévision. Ce plan, élaboré sous la direction de Smilga, avec la collaboration de *Bazarov*, de *Groman* et de *Kondratjev*, se présente comme une prognose, puisqu'il affirme la primauté de l'«évolution» sur la «finalité», du développement des forces productrices sur le passage au socialisme.

Strumiline (p. 4), voit dans les plans annuels la prévision de ce qui est objectivement inévitable; et dans les plans de plusieurs années la projection de ce qui est conforme au but et aux intérêts de classe, pour la raison que les possibilités d'une action efficace sont plus amples, quand le temps donné est plus long.

Dans les chiffres de 1926/27, on essaie toujours d'enregistrer des tendances dites objectives et constantes. On veut, scientifiquement, prévoir les processus économiques fondamentaux en URSS, une année d'avance.» (p. 3) Mais «tout bien considéré, l'année économique prochaine doit devenir une année de reconstruction pour l'économie nationale. » (p. 7) « Les chiffres de contrôle, par leur essence, sont d'une part une prognose, et d'autre part — une directive. » (p. 3) Les directives tendront à aider au développement des possibilités prévues.

Les chiffres de 1927/28, les premiers, sont caractérisés par cet « activisme socialiste » que Staline a recommandé à la XVI^e Conférence du parti communiste. Et les chiffres de 1927/28, pour la

première fois se fondant sur un plan perspectif (le premier plan quinquennal) précisent :

« Les chiffres de contrôle constituent maintenant une synthèse : ils mettent en harmonie les 'tendances objectives' du développement économique et les vicissitudes de la conjoncture avec la volonté socialiste de construire, incluse dans le plan perspectif. » (21)

Le mot prévision a disparu; on confronte les conditions objectives et les buts à atteindre.

Dans une situation qui ne permettait pas encore de fonder toute l'économie sur un plan, il pouvait naître une théorie concevant le plan comme une simple prévision de la nécessité. On s'orientait nécessairement vers le rétablissement du niveau d'avant-guerre, puisque les moyens pour une nouvelle construction manquaient encore. C'est donc l'évolution elle-même qui, à différentes époques de son développement, a suscité une appréciation différente des caractères du plan et des méthodes à appliquer.

Si les chiffres de 1926/27 se présentaient encore comme une prévision, c'est à cause de la prédominance d'une spontanéité économique. Alors même qu'elle aurait été possible, une prévision eût été superflue parce que inutile : le mouvement s'accomplissant de lui-même, ne permettait aucune intervention décisive de l'Etat. L'idée si contradictoire et presque absurde de tenir le plan pour une prévision n'est que le reflet d'une situation où deux principes contradictoires se trouvent engagés dans une lutte constante : la spontanéité anarchique des lois du marché et la volonté consciente et concentrée d'un secteur socialiste, domaine du pouvoir politique.

(21) Schweitzer, Dr Robert. *Das Experiment der Industrieplanung in der Sowjetunion*. Berlin 1934. 141 p. (p. 61)

« Pendant les années du rétablissement économique la spontanéité jouait un rôle prépondérant dans l'industrie et le Gosplan n'a exercé qu'une influence minime. » (Sarabianov) (22)

Birbraer n'est peut-être pas si injuste envers les chiffres de 1926/27 en disant :

« que les chiffres de contrôle, sur les points fondamentaux, n'ont rien de commun avec la réalité : d'un côté se trouve le plan — de l'autre la réalité. » Les chiffres ne sont, d'après lui, pas plus une prognose, que des directives. « Ce n'est qu'après l'établissement des chiffres et tout-à-fait en dehors d'eux, que le gouvernement a élaboré une série de directives, qui, elles seules, furent exécutées. » (23)

C'est donc la situation même qui rend problématique la planification et qui apporte une notion erronée du plan.

Mais après que l'économie a été rétablie, le plan acquit une prépondérance sur la spontanéité du marché qui, de plus en plus, tend à disparaître. Les auteurs du second plan quinquennal se déclarent déjà « dégagés de la soumission aux lois séculaires de l'évolution économique. » (24)

Avec la construction progressive du socialisme le rapport existant entre la nécessité et la volonté humaine se modifie en faveur de l'homme. Ce problème ne peut se résoudre que dans la réalité, par l'action des hommes; il n'y a pas de cadres fixes, de principes rigides — surtout dans une économie en état de transformation constante. Plus l'Etat domine l'économie, plus il peut lui imposer sa volonté. Et ce n'est que maintenant où la planification devient efficace qu'une juste notion du plan se fait jour.

(22) Sarabianov. Problèmes fondamentaux de la Nep. cit A. Jugow : Die Volkswirtschaft der Sowjetunion und ihre Probleme. Dresden 1929. (p. 329)

(23) Birbraer. De la méthodologie des chiffres de contrôle. Revue économique (russe). N° 6. (p. 85), cit. Pollock. (p. 268/9)

(24) cit, Jugow. Le plan quinquennal. Paris-Bruxelles 1932 (p. 19)

« Les plans ne sont pas faits pour deviner et prédire ce qui sera dans 5 ou 10 années, mais avant tout pour créer un système déterminé de tâches économiques dans le domaine de l'édification socialiste. » Plan de perspectives du développement de l'économie nationale en URSS 1926/27-1930/31 (p. 4)

Le plan n'est pas soumis à des lois économiques comme le prétend *Groman* en disant que « les méthodes et les formes d'une société en transformation sont déterminées par les conditions objectives de la société et par les tendances objectives inhérentes à son développement. » (25)

« Dans l'économie soviétique, lui répond *Ségal*, il n'existe pas et ne peut pas exister en dehors de la volonté politique du prolétariat une loi économique quelconque tendant vers le socialisme. Une loi économique, agissant en dehors de la dictature du prolétariat, ne serait pas une loi de développement socialiste, mais une loi de mouvement rétrograde ramenant au capitalisme : car la dictature du prolétariat est la force fondamentale du mouvement d'ensemble vers le socialisme. » (26)

C'est une particularité de l'économie capitaliste d'être régie par certaines règles, appelées *lois*, par analogie avec celles qui régissent la nature. S'agit-il du même phénomène ? Oui, lorsque la sociologie affirme que la causalité règne aussi bien parmi les faits sociaux que dans l'ordre de la nature ; non, parce que les lois sociales sont liées à une certaine structure historique de la société. Il faut donc bien se garder de voir dans les lois sociales des lois naturelles.

L'erreur de l'économie politique pure est la suivante : elle présente les lois déduites de l'économie capitaliste comme des conditions et relations économiques qui subsistent indépendamment des variations de l'état social. Capital et capitaliste — formes d'apparition de l'objet et du sujet économiques — ont reçu un sens uni-

(25) Pl. Khoz. 1925. N° 1, (p. 88)

(26) *Ségal*. Lehrbuch des politischen Ökonomie (traduction du russe.) Zürich 1934. (p. 66)

versel en devenant synonymes de *bien économique* et de *homo oeconomicus*. Si l'on élimine ainsi l'économie capitaliste en tant que formation historique, on s'interdit toute vraie connaissance du capitalisme.

Une formation économique, caractérisée par le régime d'un plan, c'est-à-dire l'existence d'une volonté qui se superpose aux tendances de la réalité, exclut par là le régime de lois économiques. Plan et loi sont des notions contradictoires et encore plus inconciliables que plan et marché.

La volonté politique fait vivre le plan. De même que, dans le budget, tous les articles ne sont que des manifestations de la volonté de l'Etat et non des prévisions de cabinet — de ce qui doit se réaliser conformément à des tendances impliquées par le développement économique — de même dans les chiffres du plan économique national se manifeste le pouvoir politique. (27) Celui-ci fixe dans le plan la direction à prendre; il précise l'action qui devra s'imposer aux processus économiques pour atteindre le but voulu.

Chaque plan s'oriente, par sa nature même, vers un but.

« Une société dirigée doit certainement avoir pour principe fondamental de répondre à quelque fin étrangère au plan. Il faut qu'elle soit dirigée en vue d'un objet déterminé. On ne saurait guère considérer comme un but en soi le seul fait d'imposer un modèle. » (Robbins) (28)

« Nous ne pouvons pas avancer, si nous ne connaissons le but du mouvement . . . la question des perspectives socialistes de notre édification a pour nous une signification de premier ordre. » (Staline) (29)

(27) M. Mossé apporte la même conception : « Le choix des objectifs est essentiellement un acte politique, qui intéresse toute la nation. » (p. 43)

(28) Lionel Robbins. La Grande Dépression. trad. de l'anglais. Paris 1935 (p. 177.)

(29) Staline, 1928, cit. Pl. Khoz. 1934 No 1. (p. 12)

Smilga reconnut déjà en 1925 cette vérité fondamentale :

« Il est démontré que, en partant de conditions quelconques à priori, il est impossible de construire un plan sérieux. L'analyse des données expérimentales doit s'appuyer en premier lieu sur les possibilités de réalisation des prévisions en chaque domaine. La multitude des procédés en présence de l'unité du but (socialisme) — c'est la question fondamentale pour l'établissement d'un plan économique. » (30)

Lénine qualifiait ainsi le plan GOELRO : « Un second *programme* de notre parti. » (31)

Avoir un plan, cela veut dire — choisir un but, poser des tâches.

A cause de ce caractère programmatique du plan, une lutte politique se déchaîne autour des projets de plan.

Car « il est stupide de penser que le plan de la production est dérivé de chiffres et de données. En effet le plan de la production, c'est l'activité pratique et vivante de millions d'hommes. » (32)

Et parce que ces millions sont divisés et groupés en classes, parce qu'ils ont à défendre divers intérêts, la planification en tant que détermination et exécution du plan apparaît comme l'arène d'une lutte de classe.

C'est cette continuité seulement qui peut nous faire comprendre pourquoi des collaborateurs du Gosplan comme Groman, Kondratjev et Bazarov qui considéraient l'établissement du plan comme la recherche des tendances objectives, ont été si sévèrement critiqués. On leur a reproché de se fonder plus sur les proportions d'avant-guerre, qu'ils concevaient comme des normes, et sur la conjoncture momentanée que d'envisager la transformation économique de l'avenir. En appliquant au futur les taux du passé capitaliste, ces économistes rendraient impossible la reconstruction

(30) Smilga. Préface aux chiffres de contrôle 1925/26. (p. 1)

(31) Lénine, XXIX/463, cit. Pl. Khoz, 1934 No 1. (p. 17)

(32) Staline. Pl. Khoz, 1934 No 11. (p. 229)

de la société sur une nouvelle base planifiée. Les méthodes retrospectives appliquées par eux pour l'établissement des chiffres de contrôle 1925/26 et 26/27 tendraient, en favorisant la spontanéité, à conserver l'élément bourgeois dans l'économie et à remplacer le but socialiste par l'adaption à l'économie capitaliste.

Ces économistes qui recherchent l'équilibre économique sur la base des lois spontanées des relations capitalistes, sont par la suite considérés par les milieux gouvernementaux comme des personnes nuisibles. On leur reproche d'être les représentants des intérêts petits-bourgeois, parce que, par suite de leurs conceptions, ils exigent du gouvernement qu'il ralentisse le développement de l'industrie, d'après eux exagéré, et qu'il accentue le développement de l'agriculture, développement qui renforcerait la spontanéité de l'économie et son caractère capitaliste. (33)

Le plan de deux années, élaboré par Kondratjev et Makarov (opposition de 'droite') prévoyait comme point central le développement de l'agriculture et déterminait pour l'industrialisation un rythme lent. Les chiffres de ce plan ne correspondaient nullement aux possibilités de développement. Le plan de deux années évalue les superficies ensemencées en 1928 à 265 millions d'acres, le nombre des bestiaux à 74 millions de têtes. L'étendue proposée a été déjà atteinte en avril 1926 et les effectifs de bétail s'élevaient alors à 75 millions de têtes. En 1928 les superficies ensemencées montaient à 274 millions d'acres et le nombre des bestiaux était de 79 millions. (34)

Bazarov et les trotskistes de l'opposition dite de 'gauche' se prononçaient pour une répartition internationale du travail parce qu'il en résulterait un succès financier plus grand pour l'URSS que par une industrialisation coûte que coûte. Les deux oppositions renonçaient donc à la transformation de la Russie, pays agricole-indus-

(33) Voir : Pl. Khoz, 1934, No 8. et No 1. (p. 19 suiv.) (201-207)

(34) World social economic planning I. Gayster, (p. 388)

triel en pays industriel-agricole, tâche entreprise et résolue par le premier plan quinquennal pour créer les bases du socialisme.

La politique proposée par la droite et celle prônée par la gauche auraient eu le même effet de capitulation devant les difficultés intérieures, liées à l'existence d'une petite paysannerie nombreuse et à la situation internationale précaire d'alors.

Les luttes au sein du parti communiste de l'URSS revèlent le caractère politique des problèmes du plan, ce qui n'exclut pas par ailleurs leur aspect scientifique. Au contraire, « le travail de la planification est un problème de science appliquée dans des conditions historiques. » (Strumiline) (35)

Il n'existe pas, il ne peut pas être émis une théorie pure de la planification; ni son but ni son étendue dans l'espace et dans le temps ne peuvent être déterminés scientifiquement.

Pour cette raison il convient de réfuter l'opinion de quelques observateurs étrangers de l'Union soviétique qui pensent que la notion de planification est éliminée par le fait que les réalisations des plans ne correspondent pas à leurs données : elles les dépassent ou ne les atteignent pas tout-à-fait, ou bien encore des changements qualitatifs ont été apportés.

Si l'on conçoit le plan uniquement comme prévision, on ne peut plus parler de plan que si la réalisation le confirme jusqu'à dans ses moindres détails. Mais si on le conçoit comme la détermination d'une volonté, en vue d'un but bien défini, c'est la réalisation des objectifs qui établit si et dans quelle mesure il y a planification. Dépasser les déterminations du plan signifiera, dans la plupart des cas, que le plan est réalisé en mieux.

La distinction entre la planification de perspective et l'établissement de plans annuels confirme le caractère de directive du plan. Le plan de 5 années est un ensemble de chiffres dont l'exécution

(35) Strumiline. Pl. Khoz, 1934/8, (pp. 203/4)

est imposé au moyen de plans annuels. Si les plans annuels, dans leur totalité, dépassent les chiffres donnés par les perspectives, ce qui est possible et même souhaitable, la conception que nous combattons, doit assurer que par exemple une planification suivant le plan annuel existe en partie, mais qu'il n'en est pas de même avec les plans de perspectives si quelques plans annuels dépassent les données. Un autre exemple : on pourrait parler de planification à propos des plans de 5 années parce qu'ils ont été exactement exécutés et on ne saurait se servir du terme de planification lorsque les plans ont embrassé des périodes moins amples. De telles opinions ne sont pas à retenir un instant si l'on considère que les plans limités dans le temps, dans l'espace et dans leur objet sont justement destinés à accorder les perspectives d'ensemble avec les conditions concrètes et chaque étape nouvellement atteinte.

La tâche de l'établissement des plans n'est pas une; c'est une multitude de tâches successives : coordination continue de ce qui *doit* exister avec tout ce qui *est* déjà. Les plans ne donnent que le cadre auquel les réalisations s'adaptent; les plans convertissent les buts généraux en tâches concrètes, en chiffres de production. Cette orientation concrète qu'ils apportent aide à atteindre plus sûrement les buts suprêmes.

Si ces buts doivent changer, l'orientation concrète assignée doit en tenir compte. Ainsi des déviations du plan original pour des raisons politiques sont tout à fait possibles; elles sont même prévues par le plan, qui comporte deux variantes.

L'existence de variantes prouve ainsi que le plan n'est pas une simple prévision, mais surtout une détermination, qui, elle, se fonde sur certaines connaissances des réalités et sur certaines prévisions des possibilités. Ces prévisions, éléments de la détermination des plans, ne sont qu'approximatives, une évaluation exacte des différents facteurs n'étant pas possible. Ainsi la volonté humaine, tout en s'adaptant aux possibilités, leur impose ses fins.

C'est le but et sa réalisation qui importent. Les plans ne sont que les instruments pour les mieux réaliser. Il y a d'ailleurs différents degrés dans la progression de la planification. Et seulement en tant qu'il y a non-réalisation des buts, la notion de planification est ébranlée.

Mais il n'y a aucun doute que l'on s'efforcera de saisir toujours plus exactement les possibilités pour avoir des réalisations plus exactes; ces résultats procèdent de la coordination prévue pour l'exécution des plans.

Le type idéal d'une économie planifiée est, en effet, une économie, où la détermination s'imposerait de bout en bout, parce que l'on prévoit entièrement la mesure des réalisations possibles. Par la détermination de ce qui doit être, on indique ce qui sera. Détermination et prévision seraient devenues identiques.

Pour qu'il en soit ainsi, l'homme devrait pouvoir s'élever au-dessus de toute la nature, au-dessus de lui même. Il ne serait plus l'homme qui éprouve l'impossibilité de prévoir sa destinée. L'homme tout-puissant et omniscient, n'est-ce pas seulement l'idéal auquel l'homme aspire ? Les idéaux, dans la vie humaine, se réalisent-ils jamais totalement ? L'idéal n'est-il pas toujours une limite, analogue à certaines limites des mathématiques : on s'en approche toujours, on ne les atteint jamais.

L'ECONOMIE PLANIFIEE SOCIALISTE

Les Plans Quinquennaux

Le premier plan quinquennal marque le début de la troisième période de l'histoire soviétique. Nous allons donner une esquisse de la voie qui mène, par les plans quinquennaux, à l'économie socialiste.

Le but du premier plan quinquennal peut se résumer dans la phrase ci-après de *Grinko* :

« Un pays agraire industriel avec industrie faible et prédominance d'une économie rurale extrêmement retardaire doit être transformé en un pays industriel agraire avec une industrie prédominante et avec une agriculture hautement industrialisée. » (1)

Dans le but de créer une base technique à l'édification socialiste, le plan prévoit :

1) l'industrialisation par le renforcement de l'industrie lourde, par la fabrication de machines et de machines-outils. Cette politique comporte un développement moins poussé de l'industrie légère. Le plan se pose comme tâche la modification de la répartition géographique de l'industrie : il tend à rapprocher des sources fournissant les matières premières et les combustibles les centres où s'effectue la transformation industrielle des produits. A cette fin « il veut faire collaborer diverses régions économiques et combiner les industries, ce qui n'est possible que par la nationalisation de l'industrie et des transports et par une économie systématisée. » (Grinko)

2) Le premier plan quinquennal prévoit le relèvement de l'économie rurale et la transformation socialiste des campagnes par la révolution technique et par la production collective.

(1) Grinko. Le plan quinquennal. Paris 1931. (p. 57)

Des difficultés dans l'approvisionnement de l'industrie en matières agricoles surgissaient en 1930. Elles résultaient de la disproportion entre une industrie à capacité faible et une agriculture étendue qui demandait, en échange de ses produits, des marchandises industrielles. Il s'agit toujours du problème central des relations entre l'industrie de l'Etat et l'agriculture individuelle des paysans, d'un problème qui, à plusieurs reprises, aussi bien en 1920/21 qu'en 1930/31, rendit la situation critique et détermina des solutions d'une importance politique de premier ordre.

Ces solutions ont créé par deux fois une nouvelle forme de l'alliance du prolétariat au pouvoir avec certaines couches de la paysannerie (on distinguait les paysans pauvres et moyens des paysans riches, dits koulaks).

Après la guerre civile *l'alliance militaire des ouvriers et des paysans* contre les propriétaires fonciers devait être remplacée par une alliance économique entre la majorité des paysans et la classe ouvrière.

A partir de l'inauguration de la Nep en 1921 jusqu'au début des plans quinquennaux, la forme principale de l'échange entre la ville et la campagne était *l'alliance (smytchka) fondé sur le commerce*. Alors l'industrie, en échange des produits agricoles, approvisionnait les paysans en biens destinés principalement à la satisfaction de leurs besoins personnels (vêtements, chaussures, stéarine, etc.) Cette alliance se développait par l'augmentation des échanges de marchandises entre l'industrie et l'agriculture, et par l'extension du commerce coopératif.

Au cours de cette période l'alliance devait résoudre le problème de l'écart des prix. C'est sous la forme du *problème des ciseaux* que se présente l'assaut des forces élémentaires du marché contre son organisation. En avril 1922, les prix de l'industrie étaient cinq fois plus élevés que les prix agricoles; en automne 1923, le

rapport est inversé : les prix agricoles sont deux fois et demie plus haut que les prix industriels. (2)

Le rétablissement de l'économie sur une nouvelle base suscite des difficultés. L'industrie ayant subi une régression plus forte que l'agriculture, la pénurie des produits industriels donnait naissance à une conjoncture largement exploitée par les trusts qui se développaient alors : les prix industriels montaient. Les prix de l'industrie en essor, portés par l'inflation, provoquaient une disette telle qu'une crise de consommation éclata en automne 1923. (3)

Par la suite, les coopératives agricoles et les coopératives de consommation établissent une liaison entre l'industrie d'Etat et l'agriculture privée, menant ainsi celle-ci sur les voies de la planification.

Le processus de l'industrialisation poussée place de nouveau au premier plan l'équilibre de l'économie soviétique en voie de transformation. Dans la situation des années 1929/30, il n'y avait que deux moyens pour parer à la révolte des paysans qui commençaient à revenir à une économie naturelle, et pour relever l'économie rurale : soit renoncer à l'industrialisation intensive pour développer les forces productrices de l'économie rurale individuelle et saper ainsi le pouvoir politique — soit résoudre le problème agricole en orientant l'industrie socialiste vers l'économie rurale, et en employant ses forces à outiller la production agricole sur la voie de la collectivisation. (4)

Le programme de l'opposition de droite demandant un approfondissement de la Nep étant repoussé par la majorité du parti communiste, le gouvernement décide de hâter la marche au socialisme et il entreprend la collectivisation sur une échelle plus grande qu'il n'était prévu dans les plans.

(2) Kritsman (p. 383)

(3) Pollock (p. 141)

(4) Voir Grinko (p. 178) Jugow. Le plan quinquennal, Paris 1932. (pp. 143, 147/8)

Avec la période des plans quinquennaux, la forme principale de l'échange entre la ville et la campagne devenait *l'alliance fondée sur la production* : outre l'augmentation des échanges entre produits agricoles et articles manufacturés, le pouvoir soviétique applique son effort à fabriquer des machines agricoles, des tracteurs, etc., assurant ainsi la réorganisation technique de l'agriculture.

Les formes les plus notables de cette alliance sont : l'organisation et l'amélioration du travail dans les sovkhozes, la création de nouveaux kolkhozes et le développement des anciens. En 1930 on a envoyé 150.000 ouvriers des usines dans les campagnes pour aider les paysans à organiser le travail collectif. On a aussi organisé un réseau étendu de stations de machines agricoles et de tracteurs. On a introduit un système de contrats destinés à assurer un échange des produits entre les villes et les campagnes, et à activer la production agricole (passation de contrats par les coopératives pour les produits agricoles).

**

Le premier plan quinquennal a été établi en deux variantes : *la variante de départ* et *la variante optima*. La variante de départ admet la possibilité de récoltes déficitaires, elle suppose qu'aucune amélioration n'interviendra dans les rapports avec l'économie du reste du monde. Cette variante supposait une réalisation assez lente des normes qualitatives (5) concernant la reconstruction de l'économie nationale en général et de l'agriculture en particulier. Et enfin, elle envisageait des dépenses relativement éle-

(5) Les soi-disant **chiffres qualitatifs** rendent compte des diverses modalités de la production (coût : quantité de matériel et de travail nécessaire par unité; prix de vente, etc.)

vées pour la défense du pays. La variante optima était fondée sur les suppositions contraires.

Les conditions données approchaient-elles de la première ou de la deuxième variante ?

1. La très mauvaise récolte dans les territoires principaux de l'est amena un déficit de 107 millions de quintaux par rapport aux récoltes moyennes des années 1927 à 1930.

2. Aucune amélioration ne survenait dans les rapports de l'URSS avec le marché international; au contraire, la crise provoquant une régression de 61,2% (1928 - 1932) du commerce international, l'URSS (bien qu'elle occupe, après la crise, la 11^e place dans le commerce mondial au lieu de la 17^e place) connaît un déficit à cause de la chute des prix particulièrement profonde pour les produits et les matières agricoles. La rupture des rapports commerciaux avec l'Angleterre en 1928, le protectionnisme des Etats-Unis après le début de la crise, créaient des conditions extrêmement défavorables au commerce extérieur de l'URSS.

3. Le côté qualitatif de la reconstruction économique n'était pas favorable (la réduction du coût de la production était peu importante, le relèvement du rendement agricole minime etc.)

4. La menace de guerre a contraint l'Union soviétique à augmenter ses dépenses militaires.

Quoique l'on se soit trouvé en face des circonstances prévues par la variante minima, c'est la variante optima qui, par la suite, fut exécutée, et ceci en 4 années et trois mois au lieu de 5 années.

Compte final du premier plan quinquennal de l'industrie (6)

(en millions de roubles et en prix de 1926/27)

Industrie	chiffre du plan pour 1932/33	réalisations de l'année 1932 en rapport	
		au plan	à 1928
		pour 1932/33	en pourcentage
Combustibles	2,387.0	99,8	220,8
houille	740.0	89,2	175,9
pétrole	1,309.0	107,9	242,5
Métallurgie (total)	7,100.0	127,2	331,7
sidérurgie	1,869.0	76,6	179,1
construction de machines, de navires			
produits métallurgiques	2,899.0	181,2	373,6
machines agricoles	893.0	99,7	503,3
électrotechnique	896.0	136,0	509,1
machines et électrotechnique	4,688.0	157,0	401,8
Industrie chimique 'A'	1,413.0	73,6	298,8
Industrie de bois	2,803.0	85,6	286,8
Industrie légère	12,233.0	73,5	166,4
Industrie d'alimentation	3,325.9	103,5	225,6

Le compte final du premier plan quinquennal de l'industrie indique que la production de combustibles et de houille restent en arrière ainsi que la sidérurgie. La production de machines et l'industrie électrotechnique sont en avance sur le plan, ce qui était indispensable pour l'accomplissement de la collectivisation. Par contre, l'industrie légère est restée au-dessous des prévisions. Si l'industrie métallurgique a plus que triplé (la production de machines agricoles et l'électrotechnique ont même quintuplé), l'industrie chimique triple, l'industrie alimentaire double.

(6) Summary of the fulfilment of the first five-year plan for the development of the national economy of the U.S.S.R. Moscou 1933. Tableau n° 8 (p. 273) (nous reproduisons ces chiffres, avec les réserves indiquées p. 8)

Les processus connexes de l'industrialisation et de la collectivisation renforcées, changent davantage la structure de l'économie nationale; ainsi, Staline a pu constater dès 1934 que l'économie soviétique est entrée dans le stade socialiste, que le socialisme a remporté la victoire sur les autres formes économiques dont une seule, l'économie marchande, subsistait encore. (7)

Avec l'année 1934, la IV^e période de l'histoire soviétique commence. La base économique de la Russie soviétique a changé : 1. La Russie est devenue un pays industriel-agraire avec une importante industrie lourde. La proportion entre l'industrie et l'agriculture a passé de 42, 1 contre 57,9 en 1913 à 70,4 contre 29,6 en 1933. (8) 2. L'agriculture devient socialiste et est soumise directement au plan. (9)

Le revers de la médaille : la production industrielle destinée à la consommation individuelle a connu, pendant l'exécution du premier plan quinquennal, une extension moins heureuse; elle est restée au-dessous de ce que le plan avait prévu. Plus qu'il n'avait été envisagé, les masses ont subi des privations. Les auteurs du premier plan quinquennal disaient lors de sa mise en œuvre :

(7) Staline, Bilan 1934. Paris 1934. Discours au XVII^e congrès du parti communiste. (25. 1. 1934)

(8) Staline, Bilan 1934, (p. 36)

(9) Pour ces raisons le projet de la nouvelle constitution soviétique, adopté « le 11 juin 1936, par le présidium du Comité Exécutif Central de l'URSS et soumis à l'examen du peuple entier en attendant sa ratification par le Congrès des Soviets » n'énumère plus le socialisme parmi les buts auxquels aspire l'économie soviétique.

Art. 11. « La vie économique de l'URSS est déterminée et dirigée par le plan d'Etat de l'économie nationale dans le but d'augmenter la richesse sociale, d'élever d'une manière continue le niveau matériel et culturel des travailleurs, d'affermir l'indépendance de l'URSS et de renforcer sa capacité de défense. »

L'art. 4 indique les raisons de ce changement : « La base économique de l'URSS est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production. » (Ed. de la Russie d'aujourd'hui. Paris 1936)

« L'aménagement de fondations énormes pour le pays sera une expérience sans pareille qui s'accomplira grâce à un régime sévère d'économie aux dépens de la satisfaction des besoins présents afin de réaliser des tâches historiques. » (10)

C'est le second plan quinquennal qui, dans une large mesure, se propose de satisfaire les besoins de la consommation individuelle.

L'économiste américain *Calvin B. Hoover* disait déjà en 1932 :

« Bien que les résultats du plan n'aient pas encore donné lieu à une évolution sensible du standard de vie, le parti communiste a prouvé de façon convaincante à la population de l'Union que l'on avait effectivement jeté les bases d'une notable amélioration des conditions d'existence pour le second plan quinquennal. » (11)

Le second plan quinquennal procède à une reconstruction élargie des industries de consommation, en premier lieu de l'industrie légère et de l'industrie des produits alimentaires. (12)

Le second plan entreprend la création d'un réseau de magasins d'Etat et de coopératives servant à approvisionner la population de la manière la plus satisfaisante. C'est le problème du commerce soviétique (commerce d'Etat, coopératif et kolkhozien) qui est un des problèmes centraux du second plan quinquennal.

Le premier plan quinquennal n'a pas donné de résultats quant aux aspects qualitatifs de la reconstruction économique. Même

10) Le plan quinquennal de reconstruction de l'économie nationale en URSS, Moscou 1929, cit. Jugow, *Plan* (p. 21)

(11) Hoover, Calvin. *La vie économique de la Russie soviétique*. Paris 1932, (p. 345)

(12) La production totale en moyens de consommation s'élevait en 1932 à 16,3 milliards de roubles et, en 1934, elle a atteint 19,7 milliards de roubles contre 8,8 milliards de roubles en 1928 et 5,96 milliards de roubles en 1913. (*L'économie nationale*, Moscou 1935. (pp. 36-39)

La production de l'industrie groupée par le Commissariat de l'industrie légère s'est accrue de 5% en 1934 par rapport à 1933, celle du Commissariat de l'alimentation a augmenté de 21,4%. (*L'Economie nationale* (p. 39)

la variante minima n'a pas été exécutée; elle prévoyait une augmentation de rendement du travail de 85%, une réduction du coût de production de 30%, des dépenses en combustibles, en matières premières, etc. de 15 à 25% par unité de production, une diminution des prix de 13,4% par rapport aux prix de 1926/27. (13)

Le premier plan quinquennal ayant créé les bases d'une nouvelle technique, la tâche du second plan se trouvait être « la conquête de la nouvelle technique ». La machine moderne est là; elle exige un homme capable de l'utiliser avec avantage. Il faut créer les cadres destinés aux machines.

Le mouvement *stakhanoviste* entreprend la solution de cette tâche. Des milliers d'hommes et de femmes dans tous les métiers ont suivi l'exemple donné par le mineur Stakhanov, qui, grâce à une division du travail particulièrement bien comprise, a plus que décuplé le rendement de son travail. (14)

Staline, dans son discours sur les cadres, tenu le 4 mai 1935, devant les lauréats des académies de l'Armée Rouge, disait : le capital le plus précieux et le plus décisif ce sont les hommes : les cadres.

(13) Robert Schweitzer. Das Experiment der Industrieplanung in der Sowjetunion, Berlin 1934 (p. 45)

(14) Stakhanov, au lieu de piquer et de boiser à la fois lui-même, comme auparavant, s'est adjoint deux boiseurs et ainsi sa production de charbon a passé de 7 tonnes à 105. L'avantage de cette méthode c'est de quintupler la production par homme et de l'augmenter 15 fois par marteau-piqueur (un marteau au lieu de trois auparavant).

Cet accroissement de la production individuelle s'explique 1. par une bonne préparation du travail (matériel suffisant et de bonne qualité; examen des machines; exécution par d'autres des travaux auxiliaires); 2. une division du travail rationnelle (spécialisation); 3. l'aménagement au mieux des conditions de travail (transport judicieux de l'énergie, du matériel; exécution régulière et continue du travail).

Mais, il ne faut pas cacher qu'en Russie, à cause du grand nombre d'ouvriers venus directement de la campagne à l'usine, l'organisation et la discipline du travail se tenaient jusqu'alors à un niveau fort bas.

Voilà le second pas qui, en rendant l'homme apte à se servir de la technique, met celle-ci en même temps au service de l'homme.

« La supériorité soviétique apparaîtra mieux le jour, s'exprime M. Mossé, où se révéleront les conséquences qui sont en puissance dans le système d'économie planifiée, c'est-à-dire lorsque les soviets auront démontré, — ce qui ne saurait tarder, — que la machine est faite pour l'homme et non l'homme pour la machine, et que le progrès technique peut véritablement servir à l'amélioration des conditions d'existence. » (15)

Le second plan quinquennal envisage, à son terme, outre une véritable aisance de la population, l'abolition presque complète des classes, l'abolition de l'opposition de la ville et du village au moyen, surtout, de la motorisation et de la collectivisation des campagnes, ce qui fera disparaître enfin « l'idiotie de la vie des champs » dont parlait Marx.

*
**

Les méthodes de l'établissement des plans se sont perfectionnées.

« La construction du plan, exposa le représentant de l'URSS, M. Ossinski, au Congrès d'Amsterdam en 1931, est de nature à unir la volonté bien arrêtée de la classe ouvrière, considérée comme une entité, avec les initiatives locales dans chaque unité économique subalterne. » (16)

Le parti communiste et le gouvernement de l'Union soviétique fixent la ligne générale pour une période déterminée. Ils partent de certains principes régulateurs, affirmés dans le programme du parti communiste et dans la constitution soviétique.

Ossinski avait précisé ces principes de la façon suivante :

(15) Mossé. Ouvrage cité, (p. 217)

(16) V. Obolensky-Ossinsky. The nature and forms of economic planning. World social economic planning. I. pp. 291-340 (p. 330)

« Le but général est de construire une société socialiste fondée sur le développement maximum des forces productrices et sur l'amélioration systématique de la condition matérielle des ouvriers. »

L'économie nationale dans son ensemble est soumise à la ligne générale qui prévoit le rythme et la reconstruction technique socialiste et les moyens d'y parvenir. De même la ligne générale fixe la proportion entre l'accumulation des capitaux et la consommation; elle répartit en gros le capital disponible entre les différents domaines et détermine enfin la politique des prix et des salaires.

Une fois la ligne générale élaborée, le Gosplan limite les principales branches de l'économie nationale. Il donne une analyse plus détaillée des rapports de classe et de la situation extérieure; il étudie à fond les conditions et la capacité de l'appareil de production, les ressources disponibles pour la production et pour la consommation, les forces disponibles de travail qualifié, etc. Il observe spécialement les résultats de l'organisation dans chaque unité économique, voulant faire profiter la production future des expériences scientifiques de l'URSS et des autres pays.

Le Gosplan s'occupe autant de l'économie nationale que des branches particulières, dont il fixe les possibilités de développement, d'après lesquelles il répartit les ressources disponibles. Les différentes branches sont soumises à la direction de plusieurs Commissariats du Peuple. (17)

Si la ligne générale ne domine l'économie entière qu'en lui imposant des buts généraux, les chiffres approximatifs du Gosplan

(17) En 1931 et 1932, le nombre des Commissariats du Peuple fut porté dans l'industrie de un (jusqu'à 1923 le CSE) à quatre : les Commissariats de l'industrie lourde, légère, forestière, d'alimentation); dans l'agriculture de un à deux : les Commissariats de l'agriculture et des sovkhozes; le commerce est dirigé par le Commissariat du Peuple du commerce intérieur et celui du commerce extérieur. De même pour les transports on a créé plusieurs Commissariats.

sont déjà un plan général parce que tous les éléments principaux y sont coordonnés.

Avec l'établissement des plans, on s'aperçoit qu'un plan valable pour un espace de temps donné présuppose l'existence de plans plus limités, et inversement; ce rapport dialectique se retrouve avec le plan économique d'ensemble et les plans partiels.

L'économie ne peut pas être dirigée par un seul plan, mais par un système de plans connexes, puisque l'économie nationale elle-même est un ensemble composite. *Ginsbourg* démontre l'impossibilité d'établir des plans, si ceux qui les élaborent,

« veulent se laisser prendre par la force de cette cohésion des facteurs économiques, sans essayer d'interrompre en quelque endroit le cercle magique de leurs rapports. » (18)

La méthode du *rapprochement conséquent*, appliquée déjà avant le premier plan quinquennal, résout ce problème comme suit :

« La tâche primordiale pour nous est le développement de la grosse industrie et son électrification . . . Les projets de plans, semblables en cela à ceux des ingénieurs, sont déterminés par le but général qu'on leur a fixé et par le calcul méthodique des forces productrices et des ressources disponibles. En même temps ces objectifs, une fois formulés, doivent déterminer, comme un chaînon entraîne l'autre, non seulement le degré de l'accroissement industriel, mais aussi l'augmentation de la production agricole, du trafic des biens, de l'échange des marchandises. Comme il n'est possible de constater le degré de cohésion du plan qu'après être arrivé au dernier de ces chaînons, les corrections nécessaires doivent être exécutées du premier au dernier. » (Strumiline) (19)

La méthode décrite, tendant à rapprocher, par voie d'expériences, une première esquisse de plan d'un système optimum, est,

(18) Quelques conditions du plan quinquennal industriel. « Revue économique » (russe) No 4 (p. 8)

(19) Strumiline, « L'industrialisation » No 7, pp. 15 suiv. cit. Pollock, (p. 317/8)

par la suite, remplacée par une méthode plus systématique, la méthode dite des *balances*. (20)

Cette méthode s'applique aussi bien aux chiffres-limites du Gosplan qu'à ceux plus concrets des plans. On établit une série de balances simples et complexes, où l'on oppose la production et la consommation d'un produit donné. Ainsi existera tout un ensemble de balances pour les métaux, la houille, les machines agricoles, etc. Ces balances quantitatives constituent un *décompte en nature* de l'économie. Elles font partie de balances plus générales qui fixent les prix, les coûts de production, les salaires et ainsi de suite.

Les balances en quantité et les balances en valeurs trouvent leur liaison dans le plan financier de l'économie nationale qui, en déterminant les ressources monétaires, complète le décompte en nature par un décompte financier. L'ensemble des balances partielles forme la balance de l'économie nationale, son décompte ne pouvant être établi que de manière inductive.

Ce schéma de balances est un élément de sécurité pour les comptes particuliers parce qu'il permet la vérification permanente de l'équilibre économique : il assure ainsi la coordination complète de toutes les branches de l'économie.

Si l'équilibre est rompu parce que la ligne générale change en renforçant davantage la collectivisation, le plan de production des machines agricoles est atteint; la sidérurgie, les transports demandent une correction dans le sens d'une augmentation.

Si l'observation de la conjoncture décèle l'intervention de modifications, on pourra introduire des corrections dans le plan pendant son exécution. Une insuffisance dans une branche particulière peut être compensée par une augmentation de l'importation; dans les balances des échanges internationaux, il faudra alors corriger également l'exportation, etc. La compensation peut se

(20) Voir, Ossinski, *World social economic planning*. I. pp. 333 suiv.

faire aussi par une diminution de la consommation industrielle, ce qui revient à diminuer la production des autres branches industrielles etc.

« Par conséquent il est d'une importance extraordinaire que chaque usine soit fondée sur un compte économique. Si l'usine s'éloigne de cette base, c'est là le signal qu'elle s'est détachée du plan. » (21)

Le plan perspectif est succesivement réalisé dans des plans annuels, trimestriels, mensuels et même de 10 et de 5 jours.

Les plans sont établis tant sous l'angle de la répartition géographique que sous celui de la spécialisation des branches économiques. Ces derniers plans sont, sous une forme toujours plus détaillée et restreinte, successivement transmis aux fédérations, aux trusts, aux entreprises et, en dernier lieu, à l'ouvrier d'usine.

Des millions d'ouvriers (et aussi de kolkhozniks) sont ainsi intéressés à ce que toutes les entreprises exécutent leur plan, afin qu'eux-mêmes puissent exécuter le leur, toute lacune en quelque lieu entravant l'exécution des autres plans.

Comment cette construction compliquée d'un plan d'ensemble peut-elle s'obtenir ? Qui a créé ce monument imposant ?

Un plan de l'économie nationale ne pouvait pas s'obtenir par l'addition de plans partiels. La pratique a prouvé que la conception de Varga, exprimé par lui en 1920, était juste. L'analyse de la nature du plan même a révélé son caractère programmatique, donc synthétique.

Le plan élaboré va de haut en bas. Les normes du Gosplan, se fondant sur la ligne générale, sont examinées par les commissions de plan auprès des organismes administratifs régionaux, ainsi que par les unités économiques.

(21) Ossinski (p. 339)

A cette discussion critique, d'une durée de quelques mois, prennent part, non seulement les organismes du plan, les directions d'usines, les membres des différentes conférences et congrès, mais aujourd'hui, de plus en plus, l'ensemble des ouvriers d'une entreprise y participe. Ils établissent un *contre-plan* indiquant des indices élevés de qualité : augmentation plus grande de la productivité du travail et réduction plus considérable des coûts de production; mobilisation de nouvelles ressources encore inconnues; stimulation des inventions et des méthodes de rationalisation. (22)

Les plans d'entreprises, ayant été examinés et changés sous forme de contre-plans, prennent le chemin inverse, de bas en haut. Tous les plans trouvent leur achèvement dans le plan final de l'économie nationale établi par le Gosplan et ratifié par le gouvernement.

Ainsi l'unité de la direction centralisée, allant de pair avec la concentration de la production, est combinée avec une exécution décentralisée, correspondant aux spécialisations. Voilà ce qui assure la coordination des initiatives locales pour la réalisation de la planification du pays dans son entier. Le plan final forme le programme de toute l'économie et contient celui de chaque unité de production : ce plan final est la synthèse de la volonté d'ensemble de la société et de la participation active de ses membres.

(22) Ossinski (p. 336/7) et G. Friedmann. Problèmes du machinisme, Paris 1934. 138 p.

II - LA STRUCTURE DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

DEFINITION

Le Gosplan, dans son rapport sur le premier plan quinquennal (1), donne une définition de l'économie planifiée :

« Premièrement, l'économie planifiée tend à édifier l'économie nationale de façon à obtenir les meilleurs résultats dans la production avec le minimum de dépenses et dans le délai le plus court possible; cela, grâce à une coordination étroite, à l'aide de méthodes scientifiques adaptées à la production et à la distribution; deuxièmement, l'économie est organisée de telle façon que le fonctionnement du mécanisme soit assuré sans crises dans son entier, que tous les travailleurs de la collectivité participent à la production socialiste consciemment et qu'ils se rendent compte des méthodes et des possibilités permettant de soumettre la nature à leurs besoins. »

Tous les caractères de cette nouvelle organisation de l'économie seront examinés. Les méthodes scientifiques de la production et de la distribution seront mises en lumière dans la mesure où elles touchent, par exemple, le problème de la répartition géographique de l'industrie.

(1) Problèmes de la planification, Moscou 1926. cit. Jugow. Probleme (p. 310).

LE RAPPORT ENTRE LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION

La coordination fondamentale à établir est celle qui liera les domaines de la production et de la consommation que l'économie capitaliste oppose l'une à l'autre.

Pourquoi cette contradiction entre une production toujours croissante et une consommation qui ne la suit pas ? Peut-on abolir cette contradiction ou au moins atténuer ses effets ? Comment se fait-il que cette contradiction n'existe pas dans l'économie soviétique ?

Il faut se rappeler l'analyse que *Marx* a faite de l'économie capitaliste. (1)

Le processus de la production conduit à l'augmentation du produit social, c'est-à-dire de la somme de ce que la société a produit. Cette augmentation est due au travail de l'ouvrier, la force de travail étant seule productrice de valeur. C'est le propriétaire capitaliste qui, grâce au titre de sa propriété, s'approprie cette valeur et n'en rend qu'une partie, sous forme de salaire, à l'ouvrier qui l'a produite. L'autre partie, la *plus-value* de *Marx*, constitue le bénéfice du capitaliste. Et ce n'est que la perspective de ce profit qui le stimule à mettre en marche la production.

Le capitaliste, poussé par l'impitoyable concurrence, est forcé d'utiliser la plus grande partie de la plus-value à élargir et à améliorer la production, c'est-à-dire à *accumuler*. L'application du progrès technique fait de plus en plus augmenter la quantité absolue et relative du capital représenté par les moyens de production, et par là fait diminuer de plus en plus la participation de la force de travail au produit social, traduite par la somme des salaires. La plus-value représentant un capital toujours plus grand, pour ne pas diminuer par rapport au capital

(1) Voir aussi L. Laurat, *Economie dirigée et socialisation*. Paris 1934. II. partie chap. 2 (pp. 36 suiv.)

total, doit augmenter relativement à la rémunération du travail, ceci toujours pour la raison que toute valeur émane de la force de travail.

Donc, dans le processus du développement technique et économique du capitalisme, le salaire baisse relativement par rapport au produit social, alors même que le salaire réel augmenterait.

L'activité économique sur la base de la propriété privée amène nécessairement l'accumulation des capitaux entre les mains de quelques individus, privant la masse des autres, d'une participation équivalente au revenu de la société; ceux-ci ne pouvant dépenser en proportion du travail fourni, il en résulte nécessairement un déséquilibre entre la production et la consommation.

Du fait que la capacité d'achat de la société, constituée principalement par les salaires, diminue constamment par rapport à la partie de la plus-value utilisée à l'extension de la production, il résulte que la capacité de production s'accroît plus vite que la capacité d'achat.

Aussi longtemps que la propriété privée des moyens de production subsistera, la consommation, déterminée non par elle-même, mais par le système de production en vigueur (2), constituera un débouché toujours plus étroit pour les forces productrices qui vont en s'accroissant. Et plus le capitalisme se développe, plus cette contradiction sur laquelle le capitalisme même est fondé, prend une forme aiguë, et plus profonds sont les déséquilibres qu'il provoque.

*
**

En Union soviétique, la propriété des moyens de production est abolie. L'économie ne connaît plus ni contraintes exercées sur la production par la concurrence, ni limites imposées à la con-

(2) Marx. Contributions à la critique de l'économie politique. Préface. Paris 1928.

sommutation par le système même. Si la capacité de production s'accroît, la possibilité de consommer la suit. Il n'y a pas de contradiction fondamentale entre elles; le système ne connaît pas la nécessité de crises de surproduction.

« L'URSS a résolu, constate M. Mossé, ce grand problème stratégique de l'écoulement des marchandises, il lui reste à résoudre, ajoute-il cependant, les problèmes de tactique commerciale. » (3)

« Le système économique russe est supérieur . . parce qu'il exclut théoriquement la possibilité de la surproduction. Il n'y a pas de problèmes de débouchés. Toute production nouvelle est nécessairement vendue. Le gouvernement est en effet le vendeur de toutes les marchandises et, en même temps, le patron de tous les consommateurs, qui sont ses salariés. Il suffit d'abaisser les prix, pour permettre l'écoulement de toutes les marchandises. » (4)

Le mécanisme de l'adaptation de la consommation à la production, son fonctionnement une fois assuré, est donc très simple. Le système même résulte du fait que c'est la société, représentée dans un ensemble d'organismes politiques et économiques, qui assure une direction centrale dans le cadre d'un plan unique. La société elle-même cherche systématiquement l'équilibre entre la valeur totale des marchandises qu'elle produit et le pouvoir d'achat total qu'elle peut créer volontairement.

Dans l'économie capitaliste, des forces, soustraites à l'influence de la société dans son entier, tendent à réaliser un équilibre.

Voici un exemple pour illustrer ce qui vient d'être dit. Le travail de chaque kolkhoznik est mesuré en « journées de travail », calculées d'après la quantité de travail considérée comme pouvant être faite en un jour par un homme. (5) La récolte terminée,

(3) Rob. Mossé. Ouvrage cité p. 57. M. Mossé expose plus loin (pp. 65-69) comment on réussit actuellement à réaliser un « commerce civilisé ».

(4) Mossé (p. 200); voir aussi (p. 58)

(5) Le barème établi se fonde en outre sur une division des différents genres de travail en catégories suivant leur importance ou leur difficulté.

la valeur d'une « journée de travail » est établie. On divise le produit total par le nombre de « journées de travail ». Chacun reçoit ensuite d'après le nombre de « journées de travail » dont il est crédité, des produits en nature ou une somme d'argent obtenu par la vente de certains produits au marché.

« Le système adopté permet de réaliser, en conclut M. Mossé, l'équilibre entre la production et la consommation, tout produit trouve nécessairement un débouché; les revenus des kolkhozniks sont nécessairement égaux aux produits totaux. En effet, l'évaluation du produit total est basé sur le nombre de journées ouvrées . . . Le crédit ouvert à l'ensemble des kolkhozniks comme conséquence de leur travail leur permet en tous cas d'obtenir la totalité des produits. » (6)

C'est cependant un fait que l'URSS, elle aussi, a connu des crises. Une seule fois, dans l'histoire de l'économie soviétique une crise de débouchés s'est produite, celle de l'automne 1923, nous l'avons mentionnée. (7) Cette crise elle aussi était une crise de croissance comme les crises de sous-production qui se sont produites en URSS, soit pendant le communisme de guerre, soit au moment de l'exécution des plans. Ces crises résultaient de l'impossibilité dans laquelle se trouvait une économie en voie d'industrialisation de satisfaire les besoins de la population croissante. (8) A certains moments le gouvernement soviétique n'était pas en mesure de faire face à toutes les difficultés résultant en premier lieu du fait que les moyens matériels disponibles n'étaient pas suffisants; en effet, l'accumulation socialiste tout en créant

(6) Mossé, Ouvrage cité (p. 134/5)

(7) Voir auteur (p. 40)

(8) La population en millions d'habitants :

1913	1926	1928	1932	1934	1937	(estimation)
139,3	147	154,2	165,7	168	180	

Indices principaux de l'économie nationale de l'URSS dans : L'Economie nationale (pp. 6-7) et pour 1926 et 1937, Mossé (p. 13)

M. Lescure a constaté en 1929, que la population augmente à la cadence de 3 millions d'habitants par an. (p. 347)

une partie toujours plus considérable de tous les moyens d'investissements, ne suffisait pas aux exigences, et la capacité de la population de subir des privations était limitée.

L'industrialisation que l'URSS a entreprise a connu une envergure qu'on ne retrouve à aucune époque de l'histoire.

« Aucun autre pays ne peut se targuer d'avoir plus que doublé sa production en 4 ans et trois mois. Les cas qui s'en rapprochent le plus sont tirés de l'expérience de guerre, c'est-à-dire de l'économie planifiée. Aux Etats-Unis la production industrielle est passé de 100 en 1913 à 177 en 1929. » (Mossé) (8)

Cette industrialisation n'a pas amené la crise de surproduction annoncée par beaucoup d'observateurs étrangers de l'URSS. On objectait que sa production qui ne servait essentiellement qu'à la création de moyens de production — vu la situation arriérée de ce pays très peu avancé dans la voie de l'industrialisation — conduirait, cette industrialisation une fois terminée, à une crise ainsi que dans tous les autres pays du monde.

On avait oublié que des pays aussi ou plus arriérés que la Russie tzariste — les pays où l'agriculture prédomine comme ceux de l'Amérique du Sud, des Balkans — ont été, eux aussi, ébranlés par la grande crise.

L'industrialisation de l'URSS, entreprise dans des conditions non-capitalistes, où l'ensemble de l'économie était soumis à la direction d'un plan, le développement continu de la production s'étendant toujours plus dans le domaine de la consommation individuelle, a révélé le caractère progressif de l'économie soviétique en face du caractère cyclique du capitalisme.

(8) Robert Mossé. Les investissements dans l'économie capitaliste et dans l'économie planifiée. *Revue d'économie politique*. 1934 pp. 97-129 (p. 116)

LES INVESTISSEMENTS

Le décompte en nature et la rentabilité

On fixe à la fois la quantité et l'objet des investissements. Qui se charge de ces déterminations dans l'économie capitaliste d'une part, dans l'économie soviétique d'autre part ?

Sous le régime de la propriété et de l'appropriation privées du rendement, la masse totale des investissements dépend d'une somme de décisions individuelles, provoquées par les exigences d'une concurrence inexorable. La nécessité de l'accumulation coïncide avec sa possibilité dans les conditions contradictoires suivantes :

« Plus est faible la part de la majorité de la population à revenus bas dans le revenu national, plus est grande la part qui peut être consacrée à la création de capital nouveau. » (R. Mossé) (1)

Conditions contradictoires parce qu'elles contiennent déjà ce contraste entre une capacité de production qui va s'accroissant à mesure que recule la puissance d'achat des masses.

Laurent Duchesne résume ainsi les imperfections que présentent les prix dans la réglementation de la production :

« ... caractère approximatif des réactions psychiques dans la formation des prix... fluctuations excessives des prix, manque de renseignements quantitatifs sur les déficits et les excédents de production et, par conséquent, sur les accroissements ou les restrictions qu'il conviendrait d'apporter aux diverses espèces d'activités, au crédit, à l'investissement des épargnes dans la production. » (2)

(1) Robert Mossé. Les investissements dans l'économie capitaliste et dans l'économie planifiée. Revue d'économie politique 1934, pp. 97-129, (p. 107/8)

(2) Laurent Duchesne. Ouvrage cité (p. 88)

Dans l'économie soviétique, la décision d'investir appartient uniquement à l'autorité centrale. C'est une décision politique que de vouloir savoir quel est le pourcentage du revenu national qui sera réinvesti chaque année. Cette décision implique un manque à consommer et l'utilisation des forces ainsi réservées à des fins de production. Ce n'est qu'au cours des investissements que l'autre source d'investissement commence à jaillir : l'accroissement du travail sans augmentation équivalente de la consommation. On peut en effet distinguer deux sortes d'investissements dont l'un consiste en travail accumulé et l'autre en travail vivant. L'ampleur de l'investissement de travail accumulé est décidé centralement; l'augmentation du travail vivant reste le fait des travailleurs eux-mêmes. Mais parce que la répartition du travail accumulé entre la consommation et la production implique une décision politique par excellence, (elle touche l'ensemble et chaque membre de la société), une controverse politique se développe autour des directives à prendre.

Pourquoi dans cette économie la société peut-elle décider consciemment de son sort tandis que dans l'économie capitaliste ce sont quelques groupes économiques en nombre très limité qui déterminent la quantité et l'objet des investissements ? Une décision d'ensemble est possible de la part de la société soviétique parce que les moyens de production et le droit de s'approprier leurs revenus lui appartiennent.

De même que la quantité des investissements, leur objet, dans l'économie capitaliste, connaît une orientation spontanée, dominée par les besoins momentanés du marché. L'objectif essentiel du producteur capitaliste est d'obtenir une productivité nette en valeur. Il n'est intéressé, ni par les besoins réels de la population, ni par une quelconque finalité sociale : l'objet de sa préoc-

cupation c'est la production d'une valeur d'échange et non d'une valeur d'usage; son but unique est l'augmentation de son revenu monétaire. Si la production se trouve contribuer à la satisfaction des besoins, c'est un résultat purement accessoire, accidentel.

C'est le *décompte en nature* (*Natural-Rechnung*) seulement qui rend possible une économie qui d'une part s'oriente vers la satisfaction successive des besoins existants et peut, d'autre part, utiliser complètement toutes les données techniques.

Les besoins sont précisés principalement par leur nature, puis, par leur quantité rapportée à un dénominateur général, ils empruntent alors seulement un aspect monétaire.

L'utilisation au maximum de conditions données pour la satisfaction de besoins donnés exige que l'on considère les conditions et les divers éléments de la production comme des conditions uniques, comme des éléments naturels et non comme des objets de valeur abstraite.

Les investissements peuvent être réalisés de la façon suivante : ou bien on les détermine directement dans les plans, ou bien indirectement par la politique des prix.

Un plan précisé jusque dans ses détails les plus infimes, ainsi qu'une politique des prix liée aux nécessités du développement matériel, impliquent le principe du décompte en nature qui ne sera que complété par un décompte financier.

Mieux, le principe même du plan économique n'est concevable qu'avec un décompte en nature. Chaque plan, aussi bien celui de l'entreprise privée que le plan de l'économie nationale, établit ce qui est donné comme moyens et détermine le genre de transformation que l'effort pratique leur doit susciter.

La *nature* est l'objet de l'activité humaine; elle se trouve modifiée par le travail de l'homme. Il n'en peut être ainsi de la notion de l'argent qui ne correspond à rien de la vie physique et n'est qu'un concept idéologique des choses tendant à leur as-

sur, grâce à l'établissement d'un ordre unique, un caractère de généralité qui permet leur meilleure utilisation pour les besoins humains. Le plan qui précise le processus de la production, doit déterminer ses moyens en nature et lui indiquer son sens au milieu de la réalité des choses. Aucun plan de production n'est possible, qui n'établirait pas un décompte en nature.

La distribution des éléments nécessaires à la production, le processus de la production, et la redistribution des produits, afin qu'ils entrent de nouveau dans un processus de production ou dans la consommation — ce sont là autant de phases concrètes que le plan se devra de préciser.

Comme les moyens sont limités, il faudra établir un ordre de priorité pour la satisfaction des divers besoins.

« Ce choix est plus difficile que dans l'économie capitaliste. Ici le calcul, basé sur les prix, donne une solution presque mathématique et mécanique, tandis que dans l'économie soviétique une plus large place est faite à l'appréciation humaine et qualitative.

Instinct ou intelligence, réflexe et réflexion, automatisme ou raison, — distinction bergsonienne — voilà l'essentiel de chacun des systèmes. » (Mossé) (3)

Quelques économistes, (4) pensent que l'établissement d'une hiérarchie de la satisfaction des besoins individuels est impossible, à moins que, étant donné la multitude des biens demandés, elle ne s'établisse suivant des principes parfaitement arbitraires. Lionel Robbins estime que « le marché, en tant que moyen d'apprécier l'urgence relative de la demande des diverses marchandises disponibles » donne à lui seul des possibilités satisfaisantes pour permettre aux consommateurs, outre de choisir entre les biens disponibles, d'exercer une influence sur le choix des biens à produire.

(3) Mossé. Ouvrage cité (p. 34)

(4) Lionel Robbins, Boris Brutzkus: *Economic planning in Soviet Russia*. London 1935.

Premièrement, ce ne sont nullement tous les besoins effectifs qui peuvent chercher leur satisfaction au moyen du marché. Ce n'est que la très minime partie des besoins représentés par un pouvoir d'achat qui le peut.

« Seulement, ce qui compte, en définitif sur le marché, ce n'est pas le **besoin humain réel**, mais la **demande solvable** . . . La production n'est donc pas réglée sur la satisfaction des besoins des hommes, mais sur la satisfaction des désirs des possesseurs de pouvoir d'achat. » (Mossé) (5)

Le plan, justement, parce qu'il tient compte de *tous* les besoins existants, donne la possibilité d'une satisfaction générale des besoins d'après leur urgence. Comment établir cet évaluation ? Le point de savoir si l'autorité joue un rôle plus grand que le désir des consommateurs est une question qui ne relève que de la vie sociale de la communauté et de la capacité de réagir propre à l'organisme économique.

M. Mossé saisit très bien cette différence des deux systèmes en disant :

« Dans les pays capitalistes, le pouvoir du consommateur est proportionnel à sa fortune. Dans l'économie planifiée, le pouvoir du consommateur sur la production dépend du degré de démocratie. » (6)

✱

(5) Mossé. Ouvrage cité (p.31)

(6) Mossé. Ouvrage cité (p. 37/8).

Le projet de la nouvelle constitution soviétique qui proclame le suffrage direct, égal et secret pour tous les travailleurs, qui accorde à tous des droits au travail et au repos, renforce cette démocratisation dont les commencements ont été déjà révélés par la collaboration des travailleurs dans l'établissement des plans économiques.

Ainsi à une économie dirigée par un plan, des problèmes de production et de distribution se posent et non pas des problèmes d'échange. Tant que l'échange subsiste sur le marché, alors même que cet échange se ferait entre l'Etat et les individus, on peut dire que l'économie planifiée contient encore des résidus de l'ancien régime.

L'économie capitaliste cependant est caractérisée par le fait qu'elle est une économie d'échange, que son décompte se fait essentiellement en monnaie, que ses produits se transforment en marchandises qui ne se différencient les unes des autres que par le prix.

Dans l'économie capitaliste, les investissements sont influencés par des facteurs à caractère monétaire : le taux de l'intérêt des crédits à long terme et le taux de l'escompte. C'est le *marché* des capitaux qui régleme les investissements dans la *production*. Cela ne veut pas dire qu'en général la circulation détermine la production, puisque le système de production capitaliste détermine la circulation et la distribution des richesses de telle sorte que la production est conditionnée dans son volume, et là seulement, par la circulation monétaire.

S'il est vrai qu'une direction de l'économie nationale ne peut être qu'une direction conforme à la pratique et conçue dans son ensemble, il n'est pas vraisemblable qu'une politique monétaire et de crédit ne s'en tenant qu'aux valeurs d'argent puisse à elle seule surmonter la crise et dominer l'économie.

Un système de mesure en nature est incompatible avec l'ordre capitaliste.

« Dans notre ordre, fondé uniquement sur le profit, le prix, le pouvoir d'achat, le crédit et l'intérêt, nous n'avons pas la possibilité d'utiliser le maximum de production matériellement possible. » (O. Neurath) (7)

(7) Otto Neurath. Das gegenwärtige Wachstum in der Produktionskapazität der Welt. World social economic planning. I. pp. 105-141. (p 109)

Il fallait cesser de penser en ces termes parce que « ces éléments de mesures limitent la production au maximum de ce qui peut être vendu à un prix qui rapportera le plus gros profit. Aucun excédent n'est produit, ou, s'il est produit, il est souvent détruit parce que, avec le système actuel de production, il n'est pas profitable de le produire. »

Les chiffres globaux qui suivent, peuvent servir d'illustration :

« La capacité mondiale dans les régions industrielles est la plupart du temps utilisée à moins de 80%; souvent l'utilisation descend à 50%. » (8)

Si la terre était exploitée dans toute la mesure où elle est aujourd'hui utilisable, sa production suffirait à nourrir trois fois le nombre de ses habitants. (9)

*
**

Ne penser qu'en termes capitalistes signifie avoir comme souci la seule rentabilité individuelle, qui exclut la rentabilité sociale. *Neurath* illustre bien les deux conceptions par l'exemple qui suit :

« La conception selon laquelle le chômeur est une charge pour la société, bien qu'il consomme autant qu'avant, est absurde. Que l'entretien des ouvriers soit compté parmi les frais de production, n'est concevable que dans l'économie capitaliste. Pour une économie rationnelle ce qu'il importe de savoir, c'est l'élévation du niveau de vie qu'on pourra atteindre. » (*Neurath* entend par là l'amélioration de l'habitation, de l'alimentation, de l'habillement, et aussi l'augmentation des loisirs etc.) Si on appliquait le décompte en nature à l'économie capitaliste, « peu importerait que ce soit l'entrepreneur ou l'ouvrier qui bénéficie du succès : cela n'a d'importance que dans la

(8) *Neurath* (p. 129/20). Un exemple concret : 20% de la capacité de production n'était pas utilisée en 1930; 40% de non-utilisation dans la production de l'acier brut aux Etats-Unis en 1930. (p. 108)

(9) *Neurath* (p. 119)

conception capitaliste monétaire où le dividende est compté comme "bénéfice" et le salaire comme "dépense". » (10)

Quel est le régime qui donne le plus grand rendement ? Celui qui ne tient compte que du revenu tiré du capital en embrassant les salaires parmi les frais de production, ou celui qui ne conçoit la notion du rendement que du point de vue de la société et pour lequel le succès économique se chiffre d'après un rendement calculé uniquement en produits ?

Achille Loria arrive à la conclusion suivante : (11)

« La prémisses de l'économie politique classique est tout à fait dépourvue de fondement : Il n'est pas vrai que le régime économique à libre concurrence donne le produit maximum, compatible avec les conditions existantes de la technique et que partout ce régime-là seulement est rationnel et logiquement possible. »

« Il y a, tout d'abord, un régime économique qui donne le revenu maximum au moyen d'une réduction du produit au minimum; et c'est là le régime qui, mieux que tout autre, répond à l'intérêt des possesseurs du revenu. A l'opposé, il y a un régime économique qui donne le produit maximum, et c'est là le régime économique, qui, mieux que tout autre, répond à l'intérêt de la société. »

Le principe économique classique du *rendement au maximum avec des dépenses au minimum* ne représente dans l'économie capitaliste que la recherche d'un profit plus élevé. Le rendement voulu n'est pas en premier lieu la somme des produits, mais le rendement en valeur; dans le stade monopoliste du capitalisme où les deux conceptions entrent en conflit le rendement en valeur est préféré. La persistance du principe classique est donc liée aujourd'hui à un arrêt du progrès.

(10) Neurath (p. 118)

(11) Achille Loria. L'économie dirigée. Revue économique internationale. Déc. 1933. (pp. 411-423)

Dans une société socialiste le principe économique classique trouve sa véritable réalisation puisque cette société recherche la production la meilleure possible, en même temps qu'elle tend à produire toujours davantage.

Le principe classique appliqué à l'entreprise privée c'est le principe de la rentabilité individuelle. Son application à l'économie nationale le transformerait en un principe de rentabilité sociale. Mais cette application n'est possible que dans une économie collectivisée, puisque s'excluent ces deux notions de rentabilité dont l'une tend à réduire parfois la production tandis que l'autre n'a pour but que son accroissement et son perfectionnement incessants.

LA FONCTION DU BENEFICE DE L'ENTREPRISE SOVIETIQUE

Le décompte économique et les stimulants socialistes

L'économie soviétique qui aujourd'hui encore possède un marché, connaît les notions de marchandise, de prix et même celle de bénéfice. Mais elles n'ont plus exactement le même sens que dans l'économie capitaliste.

En régime capitaliste, le profit est le *stimulant* et le *moteur* de la production. La recherche du profit ne signifie pas que le sujet économique n'est mu que par le désir de faire de l'argent avec de l'argent. Il peut avoir d'autres motifs : ambition, désir d'arriver, etc. Henri de Man, (11) oppose cette *passion of efficiency* à la recherche du profit et confond ainsi un stimulant purement psychologique avec un stimulant économique. Quels que soient les motifs individuels, la gestion économique, l'accumulation capitaliste est déterminée par la recherche du profit qui stimule la production autant qu'elle la dirige.

Le profit est à la fois moteur et *régulateur* de l'économie. Les lois du marché établissent automatiquement les prix. C'est le profit qui dirige les capitaux, et par le moyen duquel un équilibre temporaire entre la production et les besoins de la consommation se rétablit, après avoir été rompu.

*
**

L'économie soviétique a passé à travers bien des difficultés résultant de l'ancienne structure économique. La structure et le

(1) Henri de Man. *Réflexions sur l'économie dirigée*. Bruxelles 1932. (p. 18 suiv.)

fonctionnement de l'économie soviétique modifient le sens de toutes les catégories économiques, alors même qu'à première vue des différences n'apparaîtraient pas.

« Dans l'économie planifiée, toutes les catégories économiques traditionnelles du capitalisme assument des fonctions nouvelles. L'aspect extérieur reste le même, mais il y a une nouvelle substance, parce que toutes les catégories économiques transmises par le capitalisme sont mises au service de l'économie planifiée. Ainsi le bénéfice. » (R. Schweitzer) (2)

Chaque entreprise soviétique est fondée sur une comptabilité en recettes et en dépenses. *Khozrastchotte* — qu'on pourrait traduire par l'expression *décompte économique* — désigne une exécution telle du programme de production qu'on puisse obtenir la proportion la plus favorable entre les dépenses et les résultats.

Il ne s'agit pas de la recherche d'un bénéfice qui stimulerait et dirigerait la production; le bénéfice des entreprises soviétiques, à la fin d'un exercice, est un chiffre de calcul indiquant en premier lieu la mesure dans laquelle l'industrie peut subsister et s'étendre par ses propres moyens. Ossinski indique que dans la proportion de 75% le programme de construction du premier plan quinquennal a été exécuté grâce à l'investissement des profits industriels accumulés. (3)

Par ailleurs le décompte économique entraîne quelque chose qui rappelle le profit dans son rôle de stimulant :

« Une certaine liberté laissée au directeur quant à l'emploi des ressources allouées à l'entreprise, l'encouragement donné aux entreprises qui ont réalisé avec succès le dé-

(2) Robert Schweitzer. *Das Experiment der Industrieplanung in der Sowjetunion*. Berlin 1934. (p. 89)

(3) V. V. Obolenski-Ossinski. *Les principes de l'organisation et de l'administration économiques soviétiques*. Revue d'économie politique 1936. pp. 67-87. (p. 84)

compte économique (encouragement sous forme de crédits supplémentaires permettant, soit l'amélioration des conditions de vie des ouvriers et des employés, soit l'agrandissement des entreprises) — tout cela est lié à la question du décompte économique. » (4)

Les individus sont aussi encouragés par des stimulants spécifiquement socialistes.

Ces stimulants socialistes ont montré leur efficacité dans les différentes méthodes de travail socialiste : les *soubotniki*, c'est-à-dire les samedis après-midi de travail volontaire pendant la guerre civile et aujourd'hui la collaboration volontaire lors des récoltes ou pour la construction du métro de Moscou; *l'émulation socialiste*; les *remorqueurs socialistes* (les gagnants remorquent l'usine arriérée); les *parrainages*, (d'une usine sur un organisme d'administration, par exemple des usines Vladimilitch et Krasny Proletarj sur le Commissariat du commerce — 4-II-1930); les *brigades de choc* et enfin leur forme supérieure : la *brigade au décompte économique autonome*, c'est-à-dire une brigade qui tient une comptabilité propre de son activité particulière.

Le mouvement en faveur de ces brigades a commencé en 1931 et a réuni à la fin de 1932 155.000 brigades avec 1.500.000 ouvriers. (5)

Le contrat conclu entre la brigade et la direction de l'usine, d'après l'ordonnance du 2-IX-1931, prévoit certaines obligations pour la direction quant à la livraison des matériaux, de l'énergie, etc, et d'autres concernant un travail plus rationnel, de la part des ouvriers. Le contrat prévoit le paiement de primes de 20 à 60% prises sur les économies de l'usine; ces primes sont distribuées parmi les membres de la brigade d'après leur qualification, la qualité et la quantité du travail fourni.

(4) Obolenski-Ossinski. Article cité. (p. 82)

(5) Schweitzer. Ouvrage cité (p. 111)

On voit dans cette forme de travail ainsi que chez les Stakhanovistes, dont les salaires, correspondant à un travail plus efficace, ont triplé et quadruplé, l'étroite liaison des stimulants idéologiques nouveaux et des stimulants économiques.

Mais ce qui différencie ces primes du bénéfice capitaliste, c'est qu'elles ne *conditionnent* pas davantage la production qu'elles ne lui impriment une direction.

Le décompte économique ne fonctionnant que dans les limites du plan unique et en faveur de son exécution, le bénéfice n'est que le *résultat* d'une production dominée par des principes qui sont très éloignés de l'idée d'un bénéfice pour chaque unité économique. Le profit est le nerf économique de la production capitaliste; dans une économie socialiste il devient le fruit de la production, il sert à son renouvellement tout aussi bien qu'à l'amélioration des conditions d'existence.

Cette amélioration des conditions de vie n'est pas un phénomène restreint à quelques entreprises; il est général. Dans la mesure où des ouvriers primés ont contribué, à un rythme accéléré, à augmenter le produit social, la société et eux-mêmes peuvent bénéficier d'un standard de vie plus élevé. Il ne s'agit point, comme dans l'économie capitaliste, d'une accumulation de bénéfices individuels, mais d'une augmentation des ressources collectives.

L'entreprise privée peut augmenter son bénéfice au détriment des autres entreprises ou au détriment des intérêts des ouvriers ou enfin au détriment des richesses nationales du pays. Tout cela est impossible dans une économie planifiée.

« Puisque les salaires sont réglementés par l'Etat, ni l'entreprise particulière, ni le trust n'ont la possibilité d'obtenir un bénéfice supplémentaire en portant préjudice aux membres de la communauté ; et les directeurs d'usines n'y auront aucun intérêt puisqu'ils ne sont pas propriétaires des moyens de production. » (Schweitzer) (6)

(6) Schweitzer. Ouvrage cité (p. 92)

Le principe capitaliste de rentabilité n'a donc rien de commun, ni avec le principe d'une rentabilité sociale, ni avec la rentabilité de l'entreprise soviétique qui est considérée comme un échelon supérieur de son décompte économique.

« Dans le décompte économique, explique Touretski, arme de contrôle de l'Etat prolétarien sur le travail de chaque entreprise, s'incarne le caractère à la fois politique et économique de la planification de chaque entreprise » (7)

Le décompte économique permet de découvrir et de faire disparaître les faiblesses de l'entreprise. C'est un contrôle qui permet de mieux exécuter le plan, qui déclenche l'initiative des travailleurs afin d'exécuter et de dépasser les plans.

Ainsi le décompte économique qui se traduit par une gestion économique autonome des entreprises à l'intérieur de certaines limites, s'adapte au principe d'un plan central et aide à sa réalisation.

Malcolm Campbell, par exemple, prétend que le décompte « contredit l'idée pure de la planification. Si tout est prévu, calculé et précisément décrété, une gestion économique dépassant le plan est superflu. » (8) Voilà un autre aspect de la conception qui, à tort, considère le plan comme une simple prévision.

En effet, trouver le juste rapport entre le plan central et le décompte économique local n'est pas une tâche aisée. *Molotov*, le concède :

« L'Etat exige l'observation du "régime d'économie", du principe du "rendement économique", ce qui revient à renforcer l'initiative, à donner une certaine indépendance aux organisations intéressées . . . d'autre part, l'Etat exige l'observation des engagements pris envers l'Etat et sti-

(7) Touretski. Le plan, le décompte économique et le problème de la rentabilité. Pl. Khoz. 1935. No 9. pp. 96-112. (pp. 121/2)

(8) M. Campbell dans : Geld, Kredit und Banken. Recueil : Die Rote Wirtschaft. Editeur Dobbert. Königsberg-Berlin 1932. (p. 122)

pulés par contrat à la base du plan de l'économie nationale. Il faut donner une juste solution à ces tâches, et ne glisser, ni au bureaucratisme, ni à la spéculation. » (9)

Le problème consiste à équilibrer à chaque instant les directives d'en haut et l'initiative des masses.

*
**

Mentionnons encore une autre catégorie économique qui, comme celles de bénéfice, d'intérêt, de monnaie, a pris une autre signification : le salaire. Le salaire est en économie capitaliste le prix de la force de travail déterminé par son offre et sa demande. Le salaire en URSS est fixé par l'Etat en considération du relèvement de la productivité du travail et des exigences d'une accumulation socialiste. La force de travail a cessé d'être une marchandise, c'est-à-dire d'*avoir* une « valeur » économique, déterminée par le coût social de sa reproduction — de même qu'elle a cessé de *produire* une valeur économique, supposition logique pour l'existence de la plus-value. Il n'y a non plus trace de plus-value : la distinction entre travail nécessaire pour la subsistance de la force de travail et surtravail est évanouie, car tout le travail est devenu du travail nécessaire servant à satisfaire les besoins, dont les uns sont actuels et les autres à venir. Et les besoins de tous ne peuvent être satisfaits que grâce au travail de chacun. La force de son travail ne contribue plus à avilir l'homme; elle aide uniquement à la création de richesses qui ne profitent qu'à lui-même.

C'est la construction d'une société sur ces bases nouvelles qui éveille les masses à une nouvelle conscience.

(9) Molotov. Les tâches de la première année du second plan quinquennal. Paris 1933, (p. 25)

« Cette conscience leur enseignait que le travail de reconstruction du pays auquel ils participaient, ne tendrait plus à la satisfaction d'intérêts privés, mais allait au bénéfice de la société toute entière, et par conséquent au bénéfice personnel de chaque membre de la société. » (Obolenski-Ossinski) (10)

On conçoit l'intime liaison entre les stimulants économiques et idéologiques, par le fait que la production socialiste donne un autre caractère aux stimulants économiques, en rendant le travailleur maître et usufruitier de la production et qu'elle donne ainsi naissance à un nouvel esprit et assure l'efficacité de stimulants plus vastes, plus amples et plus estimables.

(10) Obolenski-Ossinski, article cité (p. 84/5)

LE MARCHE ET LE PLAN

Le rôle des prix

La transformation de l'économie soviétique, depuis 1921, s'est déroulée à travers la lutte entre le secteur socialiste et toutes les forces qui lui étaient opposées. C'est en principe et dans l'ensemble sur le terrain économique que s'est décidée la lutte des deux secteurs, lutte de deux principes totalitaires : le plan et le marché.

« La question du rythme accéléré de l'accumulation socialiste aux dépens du secteur privé, expose **Lucien Lurat**, est une question de supériorité économique, technique, organisatrice. » (1)

Mais le pouvoir soviétique a eu une attitude différente selon qu'il s'agissait du commerce et de l'industrie ou de l'agriculture privés :

« Les entreprises d'Etat luttent avec le capital privé et l'abattent; les entreprises d'Etat ne combattent pas l'économie paysanne, mais l'aident à s'élever... elles l'organisent à l'aide des coopératives. » (**Boukharine**) (2)

Et M. Lurat constate plus loin :

« Ce n'est qu'exceptionnellement et temporairement que l'Etat recourt dans une branche donnée à des méthodes extra-économiques pour brider l'essor productif si cet essor, momentanément possible par la seule voie capitaliste, menaçait de procurer au secteur privé une position particulièrement forte et dangereuse pour l'évolution générale de la société vers le socialisme. »

Ainsi la collectivisation a commencé par la méthode de la bonne volonté qui fut remplacée par celle de la contrainte, et celle-ci, à

(1) Lucien Lurat. L'économie soviétique. Sa dynamique, son mécanisme. Paris 1931. (p. 126)

(2) Boukharine. Der Weg zum Sozialismus. Hamburg 1920. (p. 45)

son tour, fut freinée à la suite de l'ordre de Staline de « différer et d'affaiblir la terreur dans les campagnes. » (L'article de Staline : Le succès nous a tourné la tête, paru le 2 mars 1930 dans la *Pravda*).

L'un des moyens extra-économiques, employés systématiquement par l'Etat à des fins économiques, consistait en un système fiscal dégressif.

La politique des prix était dans cette lutte une arme économique de première importance entre les mains du gouvernement. Cette politique a eu les objectifs quantitatifs (1.) et qualitatifs (2. 3.) suivants :

1. *la répartition des charges de l'industrialisation sur les diverses couches de la population.*

« L'Etat se procure de grandes ressources aux dépens de l'accumulation de l'agriculture. » (Lapidus) (3)

« La hausse des prix industriels et la baisse des prix agricoles agiraient toutes deux dans le sens d'une transfusion de valeurs de l'agriculture vers l'industrie. Celle-ci recevrait de celle-là plus de valeur qu'elle ne lui donnerait en échange; l'accumulation de l'industrie socialisée s'en trouvait stimulée au détriment de l'accumulation agricole privée. » (Laurat) (4)

De même la baisse du prix de revient industriel sans diminution du prix de vente fait accroître le fonds d'accumulation socialiste.

2. Le deuxième objectif de la politique des prix, c'est *la répartition des moyens d'industrialisation entre l'industrie et l'agriculture*, favorisant le développement de cette dernière. L'Etat ayant le monopole de l'industrie des moyens de production, dirige, par la diversité des prix, les machines vers certains milieux ruraux ; il fait progresser les exploitations collectives, les

(3) Lapidus-Ostrovitianov. Ouvrage cité (p. 431)

(4) Lucien Laurat. Ouvrage cité (p. 203)

entreprises d'Etat et coopératives; il renforce de cette manière le secteur socialiste.

« Il est avéré que l'industrie des moyens de production et des matières premières, à l'exception de quelques rares branches (comme le pétrole), vend ses marchandises à des prix ne lui laissant aucune marge bénéficiaire voire à perte. » (Laurat) (5)

« Le bas niveau des prix du charbon, des métaux et par là des machines jouait un rôle important pour l'industrialisation et la reconstruction technique de l'agriculture socialiste. » (Touretzki) (6)

3. Le dernier objectif de la politique des prix est d'assurer *la proportionnalité entre l'industrie et l'agriculture.*

« L'Etat peut, grâce à diverses mesures (stockage, etc.) maintenir les prix des produits agricoles à un niveau assurant l'accroissement proportionnel de l'industrie et de l'agriculture. L'Etat peut aussi en appliquant une certaine politique des prix encourager le développement des branches de l'agriculture nécessaires à l'édification socialiste telles que la culture du coton, du lin, etc. Concentrant entre ses mains la masse de la production agricole, l'Etat manœuvrant habilement avec ses réserves peut influencer les prix du marché. » (Lapidus) (7)

L'Etat dispose de cette faculté d'intervenir sur le marché comme régulateur des prix, grâce à sa position monopoliste de fournisseur unique des produits industriels et d'acheteur principal de céréales. Grâce à son monopole des transports, il peut influencer le marché par sa politique des tarifs. Et l'Etat dispose d'un instrument très puissant pour diriger l'ensemble de la production : le crédit.

(5) Laurat. Ouvrage cité (p. 114)

(6) Touretzki. Article cité (p. 115)

(7) Lapidus-Ostrovitianov, (pp. 151/2 et 152)

En conclusion :

« L'Etat soviétique exerce son influence concertée sur le jeu spontané des rapports économiques du marché en les contraignant à jouer conformément à ses intentions. »
(Lapidus)

La réglementation par l'Etat des prix lui a servi, dans la première période de la Nep, à dominer le marché, à lui faire accepter le plan, malgré quelques échecs. Avant 1930, lorsque l'industrie d'Etat n'était pas en mesure de satisfaire les besoins des paysans, l'argent qu'ils recevaient de l'Etat en échange de leurs produits, ne revenait pas à l'Etat, mais il était thésaurisé ou bien se réfugiait vers le marché libre où il provoqua la hausse des prix, troublant ainsi le mouvement circulaire de l'économie. (8)

Mais dans cette lutte entre le plan de l'Etat et le marché, l'Etat soviétique a réussi à battre le capitalisme sur son propre terrain. Du jour où elles sont délibérément tournées par le plan à son avantage, les lois économiques sont appelées à disparaître.

« Il n'y a pas à considérer que le commerce et le système monétaire, disait Staline en 1931, sont des méthodes de l'économie capitaliste; rendons nous compte que les éléments socialistes de notre économie dans leur lutte avec les éléments capitalistes, utilisent ces armes et méthodes de la bourgeoisie pour vaincre les éléments capitalistes . . . ils les utilisent avec succès contre le capitalisme, pour l'édification des bases socialistes de notre économie. » (9)



(8) voir Galina Berkenkopf. Die Finanzierung der russischen Planwirtschaft. Rostock 1932 (pp. 67/8)

(9) Staline. Discours final à la session du XIV^e Congrès du parti communiste en 1931, citation de Segal, (p. 64)

La diversité des prix, résultant d'une certaine politique vis-à-vis du commerce privé, qui a subsisté jusqu'en 1932, joua longtemps encore un rôle secondaire dans la répartition des charges de l'édification socialiste; l'Etat, par son système fiscal, en utilisant et en provoquant en même temps les prix élevés du commerce libre, mobilisait l'accumulation de l'économie privée subsistante pour la construction socialiste.

Jusqu'en 1935, il y avait trois systèmes de commerce, avec des prix différents :

1) *Les magasins fermés* (magasins d'Etat fermés, coopératives de consommation et cantines d'usines) étaient fondés sur un système de rationnement et ne vendaient que sur cartes. Leurs prix étaient les plus bas. Ces avantages étaient réservés surtout aux ouvriers et aux employés.

2) Depuis 1932 des *magasins commerciaux* gérés par l'Etat et ouverts à tous vendaient à des prix beaucoup plus élevés que les magasins fermés. Ces magasins étaient frappés d'impôts considérables.

3) Depuis 1934, le *marché libre*, interdit en 1930, fut de nouveau admis *pour les kolkhozniks* et, en 1934, fournit 1/4 de tous les articles de consommation et plus d'un tiers des articles de consommation industrielle. (10)

Par cette politique de prix gradués, on a davantage attiré les bénéficiaires de revenus assez élevés vers la construction socialiste. En 1930, 15,1% de l'impôt sur le revenu incombaient aux ouvriers et aux employés, 84,9% aux groupes capitalistes et petit-capitalistes de la population des villes. (11)

(10) Banking and credit in Soviet Union. School of slovenic and east european studies in the university of London. London 1935. (p. 7)
R. Mossé, œuvre citée (pp. 61-71)

(11) Nagler. Die Finanzen und die Währung der Sowjetunion. Berlin 1932, (p. 25)

L'abolition des cartes de pain et d'autres produits d'alimentation, par décret du 1 janvier 1935 — rendue possible par la production élevée de l'industrie légère et le développement du commerce soviétique — a amené la suppression des magasins fermés et l'établissement sur une base moyenne (12) de prix uniques pour le marché kolkhozien. L'institution des prix uniques montre que l'économie socialiste embrasse maintenant presque toute l'économie.

Les deux tâches qualitatives, après 1921, furent exécutées à l'aide de la politique des prix, (voir la répartition des moyens d'industrialisation entre les différentes branches et l'établissement d'une proportionnalité entre elles) (2 et 3). Depuis le début de la collectivisation massive, elles furent résolues dans un nouveau cadre, celui des contrats, conclus entre un centre de coopératives, qui ne se fonde que sur ses plans, et une unité agricole, soit un kolkhoz, soit un village, etc. (13) Par cette *contractation* (la forme juridique de l'échange économique a donné son nom à l'échange lui-même) les exploitants ruraux s'obligent à produire et à fournir à telle date une quantité fixée d'un produit donné ayant la qualité demandée. Par contre, la coopérative promet de remplir ses obligations d'acheteuse. Elle se chargeait en outre d'obtenir, dans le cadre des prévisions, l'approvisionnement en machines et en semences pour son co-contractant, et elle s'engageait à envoyer des agronomes, en un mot, à aider les exploitations rurales.

La « contractation » des produits agricoles était l'instrument par lequel le secteur socialiste étendait la domination du plan sur le domaine de l'agriculture privée, ou en voie de collectivisation. C'est sous la forme de ces contrats que l'Etat soviétique

12) « Le gouvernement tend actuellement, et avec succès, à l'abaissement du prix des marchandises. » Mossé, Ouvr. cité, (p. 87)

(13) Voir Grave. Die rechtlichen Elemente der Rekonstruktion des Binnenhandels und der Industrie der UdSSR. Dans Ostrecht 1931. (p. 81 suiv.)

déterminait la motorisation de l'agriculture et qu'il fixait le volume et le genre de sa production. Ainsi il réalisait ses plans d'investissements et de production agricoles. Dans cette forme transitoire vers une agriculture socialiste le plan prédomine; les prix n'ont plus ce rôle de premier plan qu'ils avaient lors de la détermination de l'activité accumulatrice des deux secteurs. Le secteur socialiste englobant de plus en plus l'économie toute entière, l'accumulation essentielle c'est celle du secteur socialiste et, seul le plan précise son étendue ainsi que ses caractères.

Si, pour l'industrie, les transports et le système bancaire l'introduction et la réalisation du plan s'effectuaient par des méthodes directes, dans l'agriculture, par contre, l'Etat dut faire jouer tout un système de leviers : politique fiscale, politique des prix et de crédits, etc., afin de diriger le développement de l'agriculture dans le sens le plus conforme aux intérêts généraux de l'Etat.

L'année 1933 marque l'entrée de l'agriculture dans le stade du socialisme et signifie par là l'unité de l'économie et la cessation de la fonction purement régulative de l'Etat quant à l'orientation de toute activité économique marchande (14) ; la fonction opérative de l'Etat devient générale : l'agriculture, de même que les autres branches, obéit à ses directives.

Une loi du 12 janvier 1933 fixe que les livraisons à l'Etat doivent être nécessairement effectuées. Les quantités à livrer ainsi que les prix sont déterminés par les plans et variables selon les régions. Ces mesures cependant ne représentent plus une contrainte pour le paysan.

« A partir du moment (1933) où les paysans ont vu que la récolte était considérablement augmentée, grâce aux procédés nouveaux et où ils ont **pensé** (1934) **que l'améliora-**

(14) Voir Gordon. *Système du droit commercial des Soviets*. Trad. du russe. Paris 1933.

tion pouvait être durable, grâce à l'avantage de la grande exploitation et d'une technique moderne, leurs inquiétudes se sont apaisées. » (15)

Et M. Mossé, constate « ce cercle vertueux dans lequel on a réussi à s'engager : la récolte est bonne, le paysan est content, la récolte est meilleure et ainsi de suite. »

*
**

Les prix, qui avaient été réglés par l'Etat et étaient devenus une arme de lutte contre le secteur privé, assument un tout autre rôle sous le régime des plans.

Les prix réglementés d'après les besoins momentanés du secteur socialiste, font place à un système de prix fixes, base indispensable du plan et de son contrôle.

En effet, la moyenne des prix du secteur socialiste était assez stable :

1913 ;	1928	1929	1930	1-I-1931
100 ;	189	194	191	192

Seul un système de prix stables rend possible l'autonomie du plan financier par rapport au plan de production. Si les prix changeaient constamment, la répartition des moyens financiers conformément à un plan serait impossible. Chaque plan doit compter avec des grandeurs déterminées ; ainsi la planification des finances suppose des prix fixes. Alors seulement une « discipline financière » peut être observée.

Le prix, catégorie économique importante du capitalisme et de l'économie de transition, n'est plus qu'une grandeur statistique dans l'économie planifiée en voie d'accomplissement : il est un

(15) Mossé, Ouvrage cité. (p. 125/6 et pp. 48 et 136 suiv.)

instrument de coordination; il est à la fois unité de mesure et unité de compte.

Les prix stables, éléments fondamentaux des plans, rendent possible la planification et le contrôle des coûts de production, lesquels lient le programme de production au plan financier.

La réduction des coûts de production, moyen important pour renforcer l'accumulation socialiste, est un problème des plus urgents posé par le second plan quinquennal.

Les prix contribuent ainsi à renforcer directement l'accumulation du secteur socialiste de même qu'autrefois elle était soutenue indirectement par la réglementation des prix du marché.

LE FINANCEMENT : LE CREDIT ET LA MONNAIE DANS L'ECONOMIE SOVIETIQUE

Les finances et le crédit.

Les finances sont comprises dans le processus de l'accumulation monétaire. C'est des rapports fondamentaux entre l'accumulation de la production et l'accumulation monétaire que dépendent le rôle et le fonctionnement des finances.

Dans le capitalisme l'accumulation monétaire qui est l'accumulation du capital de prêt, ne se distingue pas seulement de l'accumulation de la production, mais se trouve en opposition avec elle, ainsi que le révèle le mouvement cyclique.

Dans l'économie soviétique le processus de l'accumulation n'est pas cyclique, mais perpétuel : les deux processus concordent en principe et en fait. Il en est ainsi parce qu'ils sont régis par des règles autres que les règles capitalistes. L'accumulation de la production et l'accumulation monétaire ne sont pas soumises à des lois économiques, mais à la planification de l'Etat prolétarien. L'accumulation monétaire n'est pas l'accumulation du capital de prêt, puisque tout capital fictif (actions, obligations, hypothèques) est supprimé : une sphère indépendante de son mouvement — le marché des capitaux — n'existe plus.

Le financement de l'économie nationale est contenu dans un plan unique, établi chaque année en URSS, depuis 1930. Ce plan (appelé *plan de finances unique*) contient le budget d'Etat, les plans de financement de l'industrie, de l'agriculture, etc. Ce plan est l'instrument d'un élargissement de la production.

1) Le plan financier montre les changements intervenus dans l'économie, puisque les différentes unités de production sont rapportées uniformément à leurs expressions monétaires.

2) Il donne un aperçu des moyens nécessaires pour les dépenses;

3) Il transfère les revenus d'un domaine à l'autre, modifiant ainsi la proportion entre la consommation et les investissements. (1)

Rendant compte de la diversité des utilisations du plan financier, *Nagler* l'appelle :

« d'une part le miroir où tout ce que les finances accomplissent, trouve une image distincte; il est d'autre part, le moteur puissant qui met en mouvement les forces agissant à l'intérieur des finances, qui entretient leur mouvement, qui les porte vers les fins prévues. » (2)

« Le plan de finances uniques est l'expression la plus complète de la distribution et de la redistribution du revenu national dans les différents domaines de l'économie. »

La transformation, prévue d'avance, de la structure de l'économie détermine le volume et la direction du financement. Ainsi qu'il a été démontré antérieurement, la politique des investissements ne s'oriente pas d'après un marché de capitaux et l'intérêt qu'ils produiraient, mais elle part de considérations utilitaires. Ce n'est pas l'importance du capital disponible qui décide du montant du financement; c'est, au contraire, l'élargissement de la production, prévu par le plan, ne reconnaissant que les limites des possibilités physiques, qui décide de l'élévation de la formation du capital. On établit d'abord les différents articles de dépense et on estime leur montant. Après quoi on fixe le financement. C'est donc le plan matériel qui détermine le plan financier. Evidemment les deux plans doivent concorder. (3)

(1) Voir Berkenkopf. Ouvrage cité. (p. 37)

(2) Nagler. Ouvrage cité. (pp. 11/2 et 74)

(3) Berkenkopf. (pp. 14/5 et 30)

« Ce n'est pas parce que l'on a du crédit ou des capitaux disponibles que l'on agrandit une usine, mais c'est parce que l'on doit agrandir une usine, que l'on a des crédits ou des capitaux. Ce renversement de l'ordre des facteurs, cette subordination des moyens aux fins, cette substitution de la finalité à la causalité est certainement un progrès considérable par rapport aux méthodes du système capitaliste. » (Mossé) (4)

L'organisation financière a pour tâche d'organiser l'accumulation de la production en liaison avec l'accumulation monétaire. L'économiste soviétique *Atlas* développe cette idée :

« L'organisation des finances et du crédit se trouve être un levier au service de la dictature du prolétariat tout au long de l'économie de transition. Elle s'explique par la volonté de stimuler le plus possible l'accumulation socialiste des produits, de liquider l'accumulation capitaliste, d'utiliser l'accumulation des restes d'économie mercantile au profit de la transformation socialiste; elle se doit aussi de favoriser la répartition du revenu national en accord avec les tâches imposées, d'organiser l'accumulation du secteur socialiste, d'encourager une meilleure utilisation de l'accumulation déjà réalisée (la conquête de la technique, point de départ d'une meilleure accumulation). » (5)

Comment cette organisation arrive-t-elle à exécuter les tâches qui lui sont assignées ?

Le plan financier contient et détermine la totalité des moyens de l'économie nationale qui sont accumulés, répartis et utilisés par les différents centres de répartition financière. Ce sont :

1) Le budget d'Etat. 2) le budget local. 3) les institutions de crédit. 4) les assurances sociales et les caisses d'épargne. 5) les instituts financiers de l'économie socialisée et ses institutions sociales.

(4) Mossé (p. 186)

(5) *Atlas*. Le système du crédit et l'accumulation socialiste dans : *Pl. Khoz.* 1934, n° 12 pp. 64-91. (p. 66)

Les ressources financières se composent : a) des bénéfices du secteur socialiste; b) des contributions du revenu national (impôts sur le revenu, sur le chiffre d'affaires; c) des fonds des institutions de crédit; d) de ceux des instituts d'assurances; e) d'une certaine quantité de richesses mobilisée, venant de la population.

On peut distinguer dans le plan financier deux systèmes de financement :

I. un système *budgétaire* de prélèvement sans indemnité (a.b. gains industriels et impôts) (6)

II. un système de *crédit* mobilisant une accumulation monétaire par emprunt, offrant une contre-prestation sous forme d'intérêts. c. d. e.)

L'Etat soviétique s'efforce de renforcer le système budgétaire et d'abandonner peu à peu celui du crédit. (7)

Le système budgétaire est préféré parce que 1) en demandant de l'argent contre intérêt au secteur privé, l'Etat renforcerait indirectement les groupes capitalistes. Tandis que le système budgétaire est, comme l'appelle Schweitzer, (8) « un instrument de lutte de classe ».

2) Les ressources demandées au budget étant assurées, elles permettent de renforcer davantage le maniement des moyens financiers par le plan.

*
**

(6) Les recettes budgétaires en 1934, se chiffraient au total à 49,8 milliards de roubles; dont les revenus du secteur socialisé à 43 milliards de roubles ou 85%; les contributions de la population à 5.922 milliards de roubles ou 12%. 60% des dépenses budgétaires vont à l'économie nationale. (L'Economie nationale 1935. (p. 64)

(7) Le budget embrassait en 1927/28, 5,21 billions de roubles, tandis que le plan financier s'élevait à 13 billions; en 1932 les chiffres correspondants étaient 30,49 et 44,6 billions de roubles: le pourcentage du budget dans le plan financier était monté de 40% à 68,4%. (Chiffres dérivés des tableaux n° 28 et 29 du Summary etc. (p. 291/2)

(8) Schweitzer, (p. 49)

Le système de crédit ne remplit pour le financement de l'économie qu'une fonction suppléante, secondaire : il mobilise les moyens libres des ouvriers, des employés et des paysans à l'aide des caisses d'épargne et des emprunts d'Etat; il utilise les moyens temporairement disponibles des organisations économiques et autres.

L'octroi de crédits par les banques est lié à des fonctions toute nouvelles pour qui envisage le rôle des banques d'un point de vue capitaliste. Il n'en a pas été ainsi dès le début.

En 1918, lorsque 20% des salaires seulement furent remis en argent aux 12 millions de salariés, (9) il ne fut pas question d'un système de crédit; celui-ci présuppose une économie monétaire. La Nep introduisit là aussi un changement. Entre 1922 et 1927, outre la Banque d'Etat, créée en 1917, 5 banques centrales furent créées : celles des coopératives de consommation et de l'industrie, la Banque Municipale, l'Elektro-Banque, la Banque du commerce extérieur. La fonction des banques était de financer des opérations commerciales réalisées à l'aide de traites.

Avec les plans quinquennaux, le financement des investissements pour l'industrialisation se place au premier plan. La planification du crédit s'impose. La réforme du crédit en janvier 1930 remplaçait la traite par le crédit bancaire. L'acheteur n'est plus le débiteur du vendeur, mais il est débiteur de la banque. Le crédit accordé par une entreprise à l'autre était un instrument apte à aider au financement de l'échange des marchandises, qui incombait, à l'époque de la Nep, au système bancaire. La traite, qui est indépendante de la livraison des marchandises, a contraint le débiteur à effectuer son paiement à l'échéance et favorisé par là un écoulement rapide. Le « décompte économique » fut ainsi développé dans les entreprises particulières, ainsi qu'une certaine discipline financière.

(9) Banking, etc. (p. 33)

Mais le crédit commercial rend très difficile la planification du crédit. Les plans fixent les sommes de crédit à accorder sur la base des besoins de crédit qu'une entreprise éprouvera d'après ses plans économiques. Le crédit commercial n'est pas accordé par la banque à l'acheteur, mais au vendeur qui a le droit d'être payé. Cependant le besoin de crédit naît des achats et non pas des ventes. La réforme du crédit rétablit la marche logique des choses en adaptant le fonctionnement du crédit à ceux de la production et de la circulation des marchandises : le crédit suivra une voie partant des matières premières jusqu'aux organes de distribution, simplifiant ainsi la technique commerciale.

La traite a un autre inconvénient pour une planification du crédit : elle ne révèle pas l'utilisation des crédits accordés et permet leur emploi, soit à la gestion de l'entreprise, soit à des investissements.

Le remplacement du crédit commercial par le crédit bancaire signifie aussi l'abolition des crédits sans raisons précisées; chaque crédit est accordé pour une fin déterminée et ne peut servir qu'à financer une seule affaire ou une certaine obligation résultant d'un contrat conclu sur la base du plan (10)

(10) Les rapports entre les organes de plan et les différentes unités économiques revêtent la forme de contrats. Cependant, ces contrats ne se rangent plus dans le cadre de l'obligation romaine; ils ont comme base l'exécution des plans. A cause du nouveau caractère de ces rapports contractuels on a créé une nouvelle doctrine du droit : le **droit administratif économique**. (Voir Grödingen. *Das wirtschaftliche Verwaltungsrecht* — eine neue Disziplin im Recht der Sowjetunion. Ostrecht 1932. (pp. 161 suiv.)

Ainsi les **contrats généraux** sont conclus entre chaque branche de l'économie étatique industrielle et l'union centrale coopérative. Ces contrats supposent à leur tour des **contrats locaux** entre les entreprises respectivement subordonnées aux parties.

Les mêmes formes contractuelles existent à l'intérieur de l'industrie entre deux entreprises, ou bien entre une entreprise et un trust, ou enfin entre deux fédérations de trusts.

Cela implique la fixation, d'après le plan, de limites à concurrence desquelles la Banque d'Etat peut accorder des crédits à une entreprise déterminée; cela implique aussi le renforcement des relations contractuelles parce que c'est selon l'exécution du contrat que la banque accorde du crédit. Le décret du 14 février 1931 exige l'acceptation de la facture par l'acheteur. C'est un complément à la réforme de 1930 qui, à elle seule, n'a pas atteint les buts proposés. La Banque d'Etat avait commencé à accorder des crédits automatiquement en payant la facture sur présentation du vendeur, sans se préoccuper si le contrat et les plans ont été vraiment exécutés. (11)

Le *Commissariat de l'Union pour les Finances* a dû constater en avril 1931 que la réforme du crédit de 1930

« a donné des résultats qui étaient diamétralement opposés aux tâches qui lui avaient été désignées et a porté préjudice à l'économie nationale. » (12)

D'autres innovations ont été introduites en 1931 pour permettre à la banque d'exercer un contrôle dans l'accomplissement des plans. Pour le remboursement des crédits, des échéances sont fixées; le décret du 20 mars 1931 prévoit même la licitation des marchandises avancées.

Les moyens constituant le fonds même de l'entreprise et les moyens extérieurs sont strictement séparés. Les obligations courantes doivent être payées par les moyens propres. L'entreprise peut à cette fin disposer de ses bénéfices, et 50% des bénéfices excédant le plan lui reviennent définitivement à la fin de l'année (décret du 13-X-1932).

Le crédit à court terme n'intervient que pour le financement des besoins saisonniers, du stockage, etc. (décret du 23-VII-1931).

(11) Voir Schweitzer. (p. 85) Nagler. (pp. 44/5) Campbell. (p. 127)

(12) Citation de Campbell. (p. 121)

Hors du plan, il peut être accordé dans des circonstances extraordinaires, lors de difficultés temporaires, avec une autorisation spéciale. Et enfin, le crédit intervient pour le financement des marchandises en transit, puisque le crédit du vendeur à l'acheteur n'est pas admis.

La Banque d'Etat est devenue le *clearing-house* de l'économie soviétique. Le système décentralisé fut déjà remplacé en février 1928, par la concentration de tous les crédits à court terme entre les mains de la Banque d'Etat, tandis que la Banque Elektro-Industrielle, fusion des Banques Electrique et Industrielle, devenait l'institut du crédit à long terme. (Décret du 1-X-1928). En mai 1932, 4 instituts remplacèrent cette banque d'investissement : la Prombank pour l'industrie; la Tsekombank pour les municipalités et pour la construction de maisons d'habitation; la Vsekobank pour les coopératives; et enfin la Selkhozbank pour l'agriculture. Les crédits à long terme sont accordés par ces banques et par le budget d'Etat et ne sont pas productifs d'intérêts, contrairement aux crédits à court terme. Mais ici non plus le coût des crédits ne joue aucun rôle, il est constant parce qu'il est fixé de manière administrative.

Pour conclure :

1) La réforme du crédit a permis de déterminer à 100% le mouvement des capitaux en faisant de la Banque d'Etat l'unique organisme de comptabilité du secteur socialiste.

2) La réforme du crédit a transformé la Banque d'Etat en un organe du « contrôle par le rouble », contrôle des exécutions des plans de la production, de l'échange des marchandises et de l'accumulation.

3) Ensuite, par ce contrôle, la réforme a garanti le renforcement du « décompte économique », base de l'exécution des plans.

La monnaie et le contrôle par le rouble.

On espérait que le nouveau système réduirait considérablement la nécessité d'émissions de papier-monnaie, l'usage des espèces restant presque exclusivement réservé aux paiements des salaires et des récoltes paysannes. La monnaie qui entre en circulation par cette seule voie, en est retirée par l'imposition, le commerce de détail et les dépôts de fonds dans les caisses d'épargne.

En effet, le paiement en bons, montre une tendance croissante : 1926/27 : 48% ; 1929/30 : 61% ; 1930/31 : 57%. (13)

On s'efforce d'intégrer la plus grande partie de la comptabilité financière de l'industrie au système bancaire, on veut créer un système de compensations bancaires.

« Les fonctions de la monnaie, remarque Hoover, seraient ainsi réduites à celles d'une unité de compte et son utilisation comme moyen d'échange serait dépassée par son utilisation comme échelle de valeurs comptables. » (14)

La monnaie n'est que le moyen de distribuer les richesses, produites par la collectivité, entre tous ses membres et elle ne représente qu'une simple créance sur l'Etat, un pouvoir d'achat. La monnaie capitaliste, outre qu'elle est un moyen de paiement et de circulation, est essentiellement un instrument d'accumulation, c'est-à-dire le moyen par lequel les détenteurs sont habilités à réaliser des investissements à leur gré et à en tirer un profit. (15)

Mais la monnaie soviétique n'a pas encore perdu toutes les qualités élémentaires de l'argent : elle donne encore la possibilité d'une accumulation privée. Sa circulation ne coïncidant pas

(13) Nagler. (p. 83).

(14) Hoover. Ouvrage cité (p. 166)

(15) Voir Mossé. Article cité (p.102). Ouvrage cité. (p. 200) et Nagler. (p. 55)

encore avec la circulation des valeurs matérielles, un plan financier unique et les plans de différentes branches deviennent nécessaires pour mettre en accord la circulation des valeurs matérielles et monétaires. Tant que subsiste l'économie de transition, l'unité de l'ensemble impose au secteur socialiste la forme monétaire.

..

La circulation monétaire entre le secteur socialiste et la population est réglementée par le plan de caisse, élément du plan des finances unique, comme le budget d'Etat et comme le plan de crédit qui se rapporte principalement à la circulation des bons. Le plan de caisse est dérivé du plan matériel. Il contient une énonciation des dépenses et recettes monétaires de l'économie socialisée. Si la circulation monétaire révèle que le montant des moyens de paiement ne peut être élevé sans menacer l'exécution du plan et le pouvoir d'achat du tchervonetz, il faut changer le plan financier, mais de manière à ne pas changer le programme de production, c'est-à-dire par la recherche de nouvelles ressources financières. (16)

Ces ressources supplémentaires peuvent être créées par l'affluence de moyens extérieurs, mobilisés à l'aide d'emprunts, etc, ou par le dégagement de moyens à l'intérieur de la production socialisée. Cela est possible, soit par la réduction du coût de la production au moyen du relèvement de la productivité du travail ou de la diminution des dépenses par unité, soit par le relèvement de la production même au delà du plan. L'importance extrême de ces ressources intérieures est prouvée par le fait qu'une réduction de 1 % seulement sur les coûts de production dans l'industrie donne 180 millions de roubles ; 1% dans l'industrie du bâtiment donne 100 millions de roubles. (17)

(16) Nagler. (pp. 77/78)

(17) Calcul fait en 1931 par Nagler. (p. 74)

Inversement, la non-exécution partielle de ces données du plan prive de leurs moyens l'exécution des autres parties du plan. Il en fut ainsi dans les années 1930/31, où le plan ne fut pas exécuté à 100% dans l'industrie de la métallurgie, du combustible, dans l'industrie légère, dans l'économie forestière, dans le commerce coopératif et dans les transports, touchés par le manque de combustible. Alors la banque consentit à accorder des crédits supplémentaires à ces industries et, les retirant principalement de la circulation monétaire jusqu'à 1930, a gravement compromis sa planification.

Au lieu de 415 millions de roubles en 1930, prévus par le plan, 1.621 millions furent émis. La somme d'argent en circulation a augmenté par ce fait de 61%, tandis que l'augmentation annuelle, en accord avec les déterminations du plan, ne montait en général qu'à 30%. (18)

Ces émissions en large mesure — ne signifiaient-elles pas l'inflation ?

Le trait caractéristique de l'inflation, la montée générale des prix n'apparut pas. Hoover explique ainsi ce fait :

« Dans l'Union Soviétique, le niveau des prix n'est pas affecté par les variations du volume et de la rapidité de la monnaie ou du crédit bancaire dans la même proportion qu'il l'est dans les pays capitalistes. La plupart des prix sont décrétés par le gouvernement, et tous les prix sont plus ou moins réglementés par le gouvernement... Une augmentation de l'émission monétaire ou du crédit bancaire signifie une augmentation du pouvoir d'achat nominal, de même que dans les pays capitalistes. Mais dans les pays capitalistes les prix montent et la quantité que les acheteurs sont disposés à acheter s'égale avec celle que les vendeurs sont disposés à offrir. Dans l'économie soviétique cette conséquence n'est pas immédiate. Les prix ne montent pas, et en conséquence, la demande, au prix gouvernemen-

(18) Nagler. (pp. 83-94)

tal fixé, porte sur une quantité plus forte que celle qui peut être fournie. » (19)

Une créance naît envers l'Etat. La monnaie par laquelle elle est représentée, ne trouvant pas a un moment donné, en face d'elle, un équivalent sous forme de marchandises, ne tend-elle pas à désorganiser l'échange des marchandises ?

Nagler, répond à cette question :

« Cette supposition serait juste si les retraits de monnaie par des mesures conformes au plan étaient impossibles, si l'augmentation de la production industrielle, celle des articles de consommation inclus, n'était pas assez considérable pour reprendre l'argent se trouvant temporairement entre les mains de la population. Nous savons que ni l'une ni l'autre de ces suppositions ne correspond à la situation donnée. » (20)

Donc, en 1930, il était nécessaire « d'escompter au moyen d'émissions les échanges croissants de marchandises, qui pouvaient être attendus d'une production en essor. » Il s'agissait donc d'une créance envers l'Etat, qui devait trouver sa couverture dans des marchandises futures.

Pour une économie socialiste, il n'y a que des limites physiques pour la réalisation de son programme de construction. Il est donc inadmissible que le programme soit embarrassé par le manque d'argent. En conséquence les organes du plan sont censés travailler en supposant que l'on fournira les fonds nécessaires à l'exécution de n'importe quel projet, si l'économie soviétique peut fournir les facteurs physiques nécessaires à son exécution.

Hoover, lui aussi admet que « par moments, le volume des moyens d'échange est un facteur limitatif de la quantité de forces productives pouvant être mise en mouvement. » (21)

(19) Hoover. (p. 192/3)

(20) Nagler. (p. 96 et p. 102)

(21) Hoover. (p. 199)

Une émission de monnaie anticipant sur les processus économiques réels ne peut pas provoquer une inflation, puisque, de l'emploi productif de moyens supplémentaires, il résultera une augmentation de marchandises.

« C'est là une théorie nouvelle de la Monnaie Dirigée ! s'exclame Hoover. L'émission monétaire et l'expansion du crédit bancaire ne sont pas dirigées en considération de la réserve d'or. Elles ne sont pas non plus réglées d'après les indices d'accroissement annuel de la production ou du volume d'affaires. Elles sont réglées d'après les besoins productifs de l'économie en monnaie. » (22)

La monnaie soviétique a perdu le caractère fétichiste de la monnaie capitaliste, «cette monnaie qui s'accouple à la monnaie», d'après une expression de Marx.

Dobbert, porte le jugement suivant sur la crise financière en URSS, qu'il considère comme « crise de croissance marquée ». (23)

« Le système financier a montré sa valeur pour atteindre les fins qui lui sont assignées et il a enregistré certains succès, malgré quelques lacunes. »

Les expériences prouvent la vérité de l'assertion de Nagler :

« Les lois déterminant la circulation monétaire dans les pays capitalistes n'ont aucune valeur ou qu'une valeur extrêmement limitée pour l'Union soviétique. » (24)

Le rouble soviétique ne se fonde guère sur l'or quoiqu'il ait gardé une couverture-or. La production de l'or s'effectue selon les besoins techniques. Pour lui faire jouer son rôle, le rouble, conformément au plan, a été entièrement séparé du marché international des changes : son importation ainsi que son exporta-

(22) C'est nous qui soulignons.

(23) Dobbert dans *Rote Wirtschaft*. Königsberg-Berlin 1932. (p. 151/2)

(24) Nagler. (p. 99)

tion ont été interdites; les lois du marché monétaire ne pouvaient provoquer davantage une sortie qu'une entrée d'or.

« Le rouble soviétique repose sur une base de marchandises. Quant au mouvement de ces dernières, il est déterminé, en majorité, par le secteur collectif, la réglementation des prix des marchandises se concentre aux mains de l'Etat prolétarien. Commerce régi par un plan, et réglementation du mouvement des marchandises, ferme politique de l'Etat dans l'établissement des prix — voilà ce qui fait la stabilité du rouble soviétique. » (25)

Les prix réglementés par l'Etat, à qui appartient 96,7 % de l'échange des marchandises, restaient stables; il en résulte une stabilité de la monnaie soviétique. (26)

*
**

Qu'est ce que signifie le mot d'ordre de *contrôle par le rouble* qui fut lancé en même temps qu'on procédait à la réforme du crédit ?

La bonne exécution des plans de crédit et de caisse dépend de la bonne exécution des plans matériels de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Un insuccès dans l'exécution du plan financier d'une entreprise doit être attribué à une brèche dans son plan matériel; il trouvera son reflet bientôt, sinon tout de suite, dans son plan de crédit et de caisse. La non-réalisation du décompte économique de l'entreprise indique qu'une discordance est survenue entre les recettes et les dépenses : le plan n'a

(25) Grinko dans Grinko-Kouibychev. Le financement du plan quinquennal, Paris 1932. (p. 28)

(26) Nagler. (pp. 46-48)

pas été exécuté ou dans ses tâches quantitatives ou dans ses tâches qualitatives ou même pour les unes, et pour les autres. (27)

Avant la réforme du système bancaire, la non-exécution des plans matériels n'a pas atteint la situation financière de l'industrie, mais uniquement la banque et la circulation monétaire. Maintenant l'organisation économique elle-même est particulièrement atteinte si ses finances ne sont pas en ordre.

Les investissements, les frais de production, la production même sont contrôlés au moyen du rouble, cette unité de compte et de caisse de toutes les marchandises.

Le contrôle par le rouble s'effectue donc sur la base du décompte économique; celui-ci à son tour présuppose un rouble stable. Le rouble embrasse l'économie entière puisqu'il est son unité de compte; au moyen de l'addition des décomptes particuliers, le rouble étend son contrôle sur l'ensemble de l'économie. Et d'autre part, il tend aussi à embrasser de plus en plus tous les rapports à l'intérieur de l'entreprise parce qu'il est la mesure par excellence permettant de contrôler l'exécution des plans dans chaque zone d'action et à chaque moment.

*
**

Atlas résume ainsi les tâches multiples que le système financier en URSS a à résoudre :

« 1. Créer, dans la mesure où cela dépend de lui, les conditions indispensables pour le renforcement des ressources nouvelles d'accumulation, au moyen d'une organisation

(27) Pour démontrer comment ce contrôle par le rouble permet de découvrir des faiblesses, supposons que la valeur d'un stock de marchandises soit moindre que le capital servant à l'échange des marchandises de l'entreprise — on pourra en déduire ou une période de production plus longue ou une réalisation défectueuse des marchandises : des pertes ont eu lieu ou des ventes à crédit (ce qui est interdit) ont été effectuées, ou des moyens liquides ont été immobilisés.

juste du système de la circulation en espèces et en bons, qui assurerait le renforcement du "décompte économique" des entreprises;

2. Contrôler, ces conditions étant données, la marche de l'accumulation socialiste dans les entreprises, à l'aide des méthodes spécifiques du crédit qui la stimuleraient le plus possible;

3. Réaliser la mobilisation sous forme monétaire de l'accumulation libre donnée à l'intérieur des entreprises, et réaliser la mobilisation des revenus individuels;

4. Redistribuer l'accumulation monétaire mobilisée en accord avec le plan général de la construction socialiste, et stimuler dans le même processus de cette redistribution, par les leviers du crédit, l'utilisation effective au maximum de l'accumulation mobilisée pour et dans les entreprises. » (28)

Le système bancaire en URSS a des tâches productives; il est étroitement lié à la production en la reflétant et la stimulant. Ce phénomène s'oppose diamétralement au rôle des banques dans l'économie capitaliste. L'octroi de crédit par la banque capitaliste n'est nullement lié à un programme de production de l'entreprise capitaliste; le crédit accordé peut aussi bien servir à des fins de spéculation. La banque ne prend en considération que la solvabilité et la sécurité de son client, c'est-à-dire l'assurance pour elle d'un gain.

Nagler, oppose les deux systèmes financiers :

« En URSS n'existent pas d'agents de bourse, de banquiers/et autres financiers, qui, par l'achat et la vente d'actions ou de fonds, par l'octroi de plus ou moins de crédit, distribueraient et redistribueraient les forces productives du pays à travers les différents territoires et branches économiques, fondant leur activité sur la seule recherche d'un bénéfice individuel... de telle sorte que toute la distribution des forces productrices du pays, par la voie du crédit, revêt le caractère d'un jeu lucratif... Il en est tout autre-

(28) Atlas. Le système du crédit et l'accumulation socialiste. Pl. Khoz. 1934. n° 12.

ment en URSS : il ne peut se produire un appel artificiel de capitaux qui entraînerait une dépense improductive du revenu national; impossibles les fluctuations artificielles des prix, pouvant toucher ou troubler l'activité du mécanisme financier et impossible aussi la domination du système financier sur les forces productrices de la société. » (29)

29) Nagler. (p. 109/10)

LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE L'ECONOMIE

Ce problème n'est que rarement examiné par nos économistes. Colin Clark, dans son article : *Economic planning in the modern State* (1) traite ce problème pour l'Angleterre. Il constate qu'en Angleterre certaines nouvelles catégories d'industries ne s'installent pas au même endroit que les anciennes. De plus, une partie de la vieille industrie se déplace. Clark y voit un gaspillage dans le cas, où on pourrait encore utiliser les machines abandonnées. Ces migrations provoquent des dépenses supplémentaires, supportées par la société entière.

« Il n'est pas étonnant, si nous permettons à l'entrepreneur d'éviter des charges dont il est responsable, [construction de nouvelles rues; développement des transports, etc.] que les balances publiques et privées donnent des estimations qui diffèrent des avantages correspondant à chaque région. » (2)

Si l'extension de l'industrie exige un déplacement, il faut que le déplacement soit exécuté sous le contrôle de l'Etat qui, selon les nécessités, dirige, d'après un plan, les constructions des villes, des maisons, des routes, l'établissement du réseau commercial, etc. (3)

On en est encore loin ! Les faits et les plaintes elles-mêmes de Clark prouvent qu'il n'en est rien. Dans les pays capitalistes une répartition raisonnée des différentes branches économiques et des centres de production à travers le territoire du pays n'existe pas; notons toutefois le déplacement des usines de guerre, opéré depuis peu, sous la direction de l'Etat. (Exemple typique en Allemagne).

(1) Colin Clark. *Political quarterly*, 1931, pp. 531-574.

(2) Colin Clark, (p. 543)

(3) Colin Clark (pp. 543-547)

En Union soviétique, on s'est préoccupé très tôt du problème de la répartition géographique de l'économie.

Depuis 1922, où l'on a entrepris de diviser tout le territoire en *rayons économiques*, depuis et après la si remarquable *conférence panunioniste à Moscou*, 15-24 avril 1922 où l'on traita de la répartition des forces productrices à travers le pays — ce problème a été résolu.

La division en rayons économiques avait pour but de remplacer les circonscriptions administratives que le gouvernement tsariste a bureaucratiquement fixées, par des districts délimités selon les nécessités économiques. Le projet de résolution du 13 mars 1922 donne la définition suivante :

« Doit être compris comme **rayon**, un territoire économiquement fermé, pouvant être un chaînon dans la chaîne de l'économie nationale, ceci grâce à la combinaison des particularités nationales, des acquisitions culturelles, du degré de développement économique de sa population. . . Les rayons se spécialisent dans les branches économiques à développer tout particulièrement chez eux; l'échange entre les différents rayons sera donc strictement restreint à la quantité de produits industriels absolument nécessaire. » (4)

Quels sont les principes directeurs de cette répartition ?

Industrialisation de l'ensemble du pays (la mécanisation des campagnes comprise); utilisation au maximum des richesses nationales dans les conditions les plus favorables; dans ce but, localisation de l'industrie à proximité des régions fournissant les matières premières; abolition de l'antagonisme entre la ville et la campagne et suppression de l'état arriéré des régions où sont établies les minorités nationales (5)

Quelles sont les méthodes pour réaliser ces principes ?

I. la *spécialisation*; II. la *coopération*; III. la *combinaison*.

(4) Citation Pollock (pp. 327-28)

(5) Summary, (p. 239)

I. Le pays est divisé en larges régions économiques, dont nous avons parlé. On fixe le «profil économique» de chaque région, c'est-à-dire les productions spécialisées les mieux appropriées à chaque région. Ensuite, on détermine la branche industrielle qui aura la position clé et limitera à son tour le développement de toutes les autres branches de la région.

II. On établit ensuite un plan de coopération entre les branches économiques d'une région.

III. Enfin, on détermine la structure organique des différentes industries. Des *combinats* entre plusieurs branches industrielles, forme fondamentale de l'organisation de la production, sont créés. (Ces combinés ne sont pas soumis aux trusts).

L'Oural-Kousnetz, représente très bien ce type de production, où l'approvisionnement de l'Oural en coke sibérien est lié à l'approvisionnement de la Sibérie en minerais de l'Oural. Le système Kertch-Tkvartcheli est, lui, fondé sur l'utilisation des charbons transcaucasiens transportés par mer, à bon marché, pour le traitement des minerais du Kertch. (6) Ainsi, pendant la période du 1^{er} plan quinquennal toute une série de combinés plus ou moins étendus, prévus ou non par le plan original, a été mise en chantier à travers tout le territoire de l'Union. (7)

Dans la répartition géographique de l'économie, le point de vue purement technique est modifié par les nécessités du «décompte économique» : le problème des coûts de production intervient sur le terrain local — entrent aussi en ligne de compte les questions politiques : l'intérêt de la défense du pays, par exemple.

Nous allons donner quelques illustrations des changements opérés conformément aux principes ci-dessus étudiés.

✱

✱

(6) Grinko. Le plan quinquennal. Paris 1931. (p. 120)

(7) Summary (p. 52 suiv.)

Dans la Russie tzariste, les 3/4 de l'industrie étaient répartis en 4 régions (Moscou, Ivanovo, Petersbourg, l'Ukraine) ; les régions de l'est au sous-sol extrêmement riche, ne fournissaient que les matières premières ou n'étaient pas exploitées du tout. (8) Toutes ces régions furent développées pendant le premier plan quinquennal qui était caractérisé par *une marche vers l'est* de l'industrie. Une seconde base de l'industrie lourde, l'Oural-Kousnetzsk fut développé à côté de l'Ukraine où de nouveaux centres métallurgiques furent créés. (Magnitogorsk, Stalinsk, Zaporozhstal, etc.) Des centres de construction de machines agricoles furent créés à Stalingrad (Volga), à Kramatorsk, à Tcheljabinsk et à Sverdlovsk (Oural). Tashkent en Asie centrale devient la base principale de l'industrie de textile en URSS (avant c'était Ivanovo-Vosnessensk).

Dans l'augmentation de la production totale des superficies ensemencées, les nouvelles régions ont une grande part qui s'accroît sans cesse. (48% en 1928, 57% en 1932 pour les cultures industrielles; 0,2% en 1928, 19,7% en 1932 pour la seule production de coton.) Tandis que la production a doublé en 5 années dans les vieilles régions, elle a plus que triplé dans les nouvelles régions. (9)

L'industrialisation de la Russie orientale exige la construction d'un réseau de chemin de fer. Avant la guerre, la Russie d'Europe possédait une longueur de voies ferrées de 11,3 km pour 1.000 km²; les régions de l'est (la Sibérie, le Kazakstan, etc) ne possédaient que 0,6 km pour 1000 km². (10) Vers la fin du premier plan quinquennal plus de 80% des 14.000 km de nouvelles lignes de chemin de fer et des 6.500 km de lignes complétées, ont été construites dans les régions de l'est. (11)

(8) Summary, (p. 239-40)

(9) Summary, (p. 254) Par vieilles et nouvelles régions on entend les régions situées à l'ouest et à l'est de l'Oural.

(10) Summary, (p. 240)

(11) Summary, (p. 251)

Le problème de la répartition géographique de l'industrie se complique donc d'autres questions ayant trait aux transports, à l'administration.

Les transports de marchandises seront réduits par suite du déplacement des industries de transformation à proximité des régions des matières premières. Il faut éviter, d'autre part, la marche à vide des moyens de transports, ce qui est déjà éliminé en partie par l'abolition de la lutte entre le rail et la route. Il faut utiliser au maximum les transports existants pour arriver à réduire les frais qu'ils entraînent. Dans ce but une planification du trafic ferroviaire s'impose; dans la mesure du possible, on évite de faire venir des marchandises d'une région à laquelle on envoie des marchandises de même espèce.

En ce qui concerne l'administration économique, sa décentralisation et sa simplification suivront la décentralisation de la production.

La considération de ces quelques problèmes et des acquisitions de la planification dans l'espace, démontre l'abondance des tâches qu'une économie dirigée se doit de résoudre; elle montre aussi l'immensité des forces physiques et culturelles qui peuvent être dégagées et utilisées pour le bien de la société.

CONCLUSION

« L'économie planifiée en substituant une finalité consciente à la causalité atomique, tend à assurer la souveraineté de la raison humaine. »

Mossé

Peu à peu, après avoir vaincu les plus grandes difficultés, l'économie soviétique s'est muée en une économie planifiée. Les différents domaines de l'économie ont été progressivement acquis à la domination de l'Etat, afin de servir aux buts de la planification : l'industrie, l'agriculture et le commerce ont subi successivement cette main-mise.

Toutes les tentatives d'instaurer une économie dirigée dans le cadre du capitalisme ont été condamnées à l'échec; un Etat qui n'a pas une puissance économique, ne peut pas gouverner l'économie par un plan. Tout au plus, ceux-là, qui ont en mains une partie de l'appareil économique, exercent sur lui une domination et le dirigent conformément à leurs intérêts, selon leur « plan ».

La direction de l'économie d'après un plan d'ensemble suppose une capacité originelle de disposition, un droit de détermination, c'est-à-dire, la *propriété*. L'instance suprême du plan doit non seulement pouvoir disposer de la puissance économique, mais encore avoir une volonté arrêtée, en ce qui concerne l'usage qu'elle fera de son droit de disposition.

Seule la société est capable d'apporter un plan économique d'ensemble. La puissance économique, retirée aux individus, ne peut être remise qu'à elle, et elle seule peut incarner une volonté d'ensemble, prendre en charge l'intérêt commun de tous les individus, et assurer une organisation et direction centrale de l'économie.

La société capitaliste ne se manifeste que dans la volonté de l'individu ou des conglomerats de groupes ou de classes sociales.

Ou bien la société est une entité atomique où les individus et les groupes sont à la fois séparés et embrassés par la concurrence de tous contre tous; ou bien la société est une entité au sens d'un tout : c'est elle et seulement elle qui décide de son sort.

D'après les théoriciens soviétiques, seule une classe sociale, étrangère à toute propriété privée, aménageant par son travail, rationnellement compris, les richesses nationales, pourra réaliser la domination collective de la société sur les moyens destinés à assurer l'existence même de cette société : cette classe qui amènera l'abolition des classes sociales est le prolétariat.

Vouloir, implique un but. A la société capitaliste manque non seulement une volonté commune, mais encore un but clairement précisé, aux confours nettement définis.

Si l'économie dirigée tend vers un équilibre, vers un accord entre la production et la consommation, elle ne possède néanmoins aucune indication précise sur le sens de la direction à imposer. Un compromis peut être positif ou négatif. Nous ne sommes en présence que d'un souhait.

Comme le plan, par ailleurs, n'est qu'un moyen et jamais une fin, il a besoin d'une perspective venue de l'extérieur. A ce moment seulement peuvent être définies les tâches, dont la solution sera mise en œuvre à l'aide du plan.

Cette possibilité de fixer un but manque totalement à l'économie capitaliste. L'économie capitaliste trouve ses fins en elle-même : elles lui sont octroyées par les lois économiques qui la dominent : la recherche d'un bénéfice lui est une fin suprême.

La vie économique de la société socialiste est dirigée par le plan « dans le but d'augmenter les richesses sociales, d'élever d'une manière continue, le niveau matériel et culturel des travailleurs. » (Projet de constitution).

Dans l'économie capitaliste la concurrence et ses effets occupent la place prise dans la société socialiste par la volonté, la détermination, la conscience qu'ont les hommes de bâtir une société nouvelle. Ces hommes de la société socialiste s'efforcent d'établir une correspondance entre leurs désirs et les conditions données, plus particulièrement une coordination de la production et de la consommation, et au delà encore, du travail socialement utile et de la jouissance sociale. D'où enfin leur volonté de déterminer et d'ordonner le développement de toutes les branches économiques dans le temps et dans l'espace.

L'économie dirigée, elle aussi, se préoccupe de coordination : dans le domaine de la production elle tend à une diminution des richesses disponibles pour la consommation et à l'élévation du prix des stocks de produits subsistants — ce qui entraîne justement une nouvelle augmentation de la production et une nouvelle chute des prix; dans le domaine attenant de la circulation de la monnaie et du crédit, l'économie dirigée s'efforce de faire monter le pouvoir de consommation, qui, par la force des lois capitalistes elles-mêmes, n'a cependant qu'une base restreinte. Faire augmenter le pouvoir d'achat, cela suppose, en régime capitaliste, une dévaluation des marchandises en présence et plus tard une augmentation correspondante de marchandises. L'économie dirigée s'égare donc dans des mouvements contraires et elle se trouve enfermée dans un cercle vicieux. Elle voit s'exprimer en son sein les contradictions générales du capitalisme; elle porte clairement en elle le signe de la crise d'où elle a pris naissance.

Cette économie dirigée n'apporte en vérité rien d'autre qu'une suite précipitée de mesures qui sont prises tantôt sous la pression d'un groupe, tantôt sous la pression d'un autre.

Plan d'ensemble, coordination, continuité, prévision d'un développement à longue portée, transplantation géographique d'in-

dustries entières, ce sont là autant de concepts inconnus à cette « économie dirigée », parce que les prémisses les plus simples d'une planification lui manquent.

Etant elle-même un produit de la crise, l'économie dirigée ne peut conduire à une solution de la crise. Ce n'est qu'en abordant les contradictions qui se trouvent à la base de la crise qu'on pourra trouver une solution à la crise d'aujourd'hui et à toutes les crises.

De même que la coordination exclut la concurrence, la propriété collective, la propriété privée, de même le régime du plan n'est pas compatible avec celui des « lois économiques ».

De même que toute économie socialiste ne se conçoit que selon un plan, de même aussi l'économie planifiée n'est concevable qu'en tant qu'économie socialiste.

On est en présence de deux économies de structure fondamentalement différente.

L'économie capitaliste est une formation perfectionnée en ce sens qu'elle se développe dans certains cadres donnés et qu'elle est régie par des lois économiques.

L'économie socialiste planifiée est une économie en transition constante vers une formation économique nouvelle et vers des formes supérieures de la vie sociale. Elle opère en terre vierge. Guidée par une théorie opérante, elle ouvre des chemins toujours nouveaux. La vie économique fermentant en URSS se forme et se transforme; elle corrige elle-même ses erreurs et ses faux pas.

De là l'existence de particularités de structure propres à l'économie soviétique.

Dans l'économie capitaliste, autonome puisqu'elle n'a d'autres fins qu'elle-même, une fonction constante, immuable et déterminée est assignée à chaque catégorie économique. Le milieu dans lequel s'exerce cette fonction peut se modifier — le capitalisme libéral se transforme en capitalisme monopoliste — mais la fonc-

tion ne varie pas. Le prix de monopole, en fin de compte n'est toujours qu'un prix et il reste soumis à la loi des prix. Seule survient une détérioration du mécanisme des prix, et non pas une modification.

L'économie socialiste en formation a connu une transformation des fonctions de toutes les catégories transmises par le capitalisme. L'essence des choses a changé; leur nom a subsisté.

Des catégories en vigueur séparément dans les secteurs socialistes et privés, comme l'accumulation et le gain, ont eu dès le début un caractère nouveau dans le secteur socialiste. Au contraire, les catégories, dont la nature est propre à l'ensemble de l'économie, parce qu'elles assurent la liaison entre les différents domaines et secteurs, ont connu, à l'intérieur même de l'économie soviétique, un changement de fonction.

Aussi longtemps que le marché joua son rôle de liaison générale, le prix, par exemple, était un phénomène inhérent au marché, dont la réglementation était assurée par l'Etat en sa qualité de concurrent le plus fort. L'Etat tenta alors de transformer ce moyen de régulation d'une économie d'échange en un instrument de construction socialiste. Lorsque le plan eut acquis, par la lutte, sa place dominant l'économie, les prix furent fixés en un système. La diversité de leurs destinations et leur mobilité cessèrent; ils devenaient des bases de compte, des éléments formels du plan. Ils furent dépouillés de leur signification économique inhérente et transformés en unités techniques. En tant que tels ils se trouvent en relation beaucoup plus étroite avec la monnaie. Le prix n'est plus qu'un multiple d'une unité monétaire, une relation arithmétique. Il ne détermine pas la production et il n'est pas déterminé par le rapport de celle-ci à la consommation; il ne se trouve pas non plus en relation instable avec la monnaie en tant qu'unité monétaire, comme un prix de marché. Les prix du plan restent stables, alors même que le nombre des unités monétaires s'accroissent.

De même la monnaie, jadis catégorie économique obéissant à des lois propres, en tant que moyen d'accumulation, s'est transformée en un simple instrument technique de financement de la production et du débit.

La monnaie, unité de compte, le prix, quantité comptable sont devenus des instruments techniques permettant l'établissement des plans; ils ont montré leur efficacité économique en assurant le contrôle de l'exécution de ces mêmes plans. Le contrôle par le rouble de l'économie nationale dans son ensemble, c'est la comparaison des plans de finances et de production; le contrôle par le rouble de la discipline financière des entreprises séparées s'effectue à l'aide surtout d'un système de crédit créé à cet effet.

L'autre aspect du même processus, c'est l'apparition du caractère propre des choses matérielles : la primauté d'une appréciation, d'un calcul conformes à la nature sur l'estimation monétaire formelle et générale. Ainsi l'accumulation véritable est le problème central de l'économie soviétique, tandis que la valeur d'échange est le facteur déterminant de l'économie capitaliste. Ainsi apparaît, en opposition au système financier du capitalisme, le rôle actif et productif du système financier de l'URSS, qui se révèle, ainsi que ses parties constitutives, un instrument de la planification de la production.

Les concepts quantitatifs tels que la monnaie et le prix seraient dépouillés de leur signification exclusivement économique depuis que l'économique, c'est-à-dire les unités de produits sont débarrassées d'une appréciation purement quantitative, de leur caractère de marchandise et de leur particularité de représenter une valeur abstraite. Ainsi apparaît sans voile le produit du travail humain.

Apparaîtrait également en pleine lumière le travail humain lui-même. La force dépensée au travail ne serait plus un instrument destiné à créer une valeur abstraite; bien au contraire: le travail ne crée que des produits et il les crée pour l'usage des hommes. Et la force employée au travail cesse alors d'avoir un prix, une

valeur économique et d'être une marchandise soumise, sans considération de titulaire, aux lois de l'offre et de la demande. Le travail est revalorisé, la force de travail devient une chose précieuse entre toutes celles que possède la société.

De cette façon s'élabore une nouvelle forme de comptabilité sociale : les machines et les matières premières ne figurent pas seules dans les différents chapitres, mais aussi et surtout l'homme, l'homme qui jamais dans l'économie capitaliste n'était un poste actif de bilan, mais, soit une charge productive de la société, si sa force de travail était nécessaire, soit une charge improductive, s'il restait inemployé dans la société qui l'a fait naître.

L'homme occupe une nouvelle place dans la société; la route, fermée au progrès, s'ouvre maintenant. L'économie planifiée continue l'œuvre que le capitalisme ascendant a ébauché en déchaînant les forces productives, et qu'il maudit aujourd'hui en essayant en vain de faire tourner en arrière le volant de l'histoire.

Sans doute, on a pu dire que l'élévation du standard de vie en Union soviétique, conséquence directe de l'économie planifiée, constituait un retour vers le capitalisme. Veut-on établir ainsi une concomitance, une coïncidence presque, entre les notions de bien-être et de capitalisme ? Oublie-t-on que des siècles de capitalisme ont mis face à face la richesse surabondante de groupes restreints et l'extrême dénuement du plus grand nombre ? Le socialisme, par essence, résout cette contradiction et signifie donc nécessairement, de par toutes ses méthodes de travail, l'amélioration généralisée et continue de l'existence de tous. Et si des écarts accrus peuvent être relevés dans l'aisance de la population, c'est que l'accroissement du bien-être général ne peut s'accomplir que progressivement, en embrassant des couches toujours plus larges.

On a longtemps confondu socialisme et égalitarisme; alors que le but du socialisme est d'abolir l'inégalité *sociale* et de donner

à tous des possibilités égales tout en tenant compte des inégalités *naturelles*.

Et de même que le socialisme apporte un nouveau concept de l'égalité, il donne un nouveau contenu à celui de liberté : la souveraineté universelle de l'homme se trouve établie dans la mesure où l'homme devient aussi la fin suprême de l'économie, l'homme qui tire de la nature transformée par son travail toutes les forces qui le porteront à un niveau toujours plus élevé.

Vingt ans d'économie soviétique ont montré la possibilité et l'efficacité d'une économie planifiée; ces dernières années ont montré le commencement de la réalisation des fins que s'assigne l'*économie dirigée* : assurer à la société un épanouissement universel de ses forces matérielles et spirituelles.

Vu le 12 nov. 1936
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris
H. DELACROIX

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur
de l'Académie de Paris
S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

L'ECONOMIE SOVIETIQUE

- Banking and credit in the Soviet Union*. London 1935. School of slovenic and and east european studies in the university of London.
- BASSECHES, Nicolaus. *Das wirtschaftliche Gesicht der Sowjetunion*. Wien-Leipzig 1925. 270 p.
- BERKENKOPF, Galina. *Die Finanzierung der russischen Planwirtschaft*. Rostock 1932. 153 p.
- BERLINE, Paul. *L'économie soviétique jugée d'après les faits*. L'Année politique française et étrangère 1933. pp. 217-266; 345-374.
- BOUKHARINE, N. *Der Weg zum Sozialismus*. Hamburg 1920.
- BRUTZKUS, Boris. *Economic planning in Soviet Russia*. London 1935. 252 p.
- CHAMBERLIN. *The Soviet planned economic order*. Boston 1931. 258 p.
- Chiffres de contrôle* 1925/26. Introduction par SMILGA. Moscou 1925. 105 p.
- Chiffres de contrôle* 1926/27. Introduction par STRUMILINE. Moscou 1926. 395 p.
- Chiffres de contrôle* 1927/28. Moscou 1927. 587 p.
- COATES. *The second five-year plan of development of the USSR*. London 1934. 129 p.
- Décrets d'Octobre*. Recueil en langue russe. Moscou 1930.
- DOBBERT, Gerhard *Die Rote Wirtschaft. Probleme und Tatsachen*. Ein Sammelband. Königsberg-Berlin 1932. 283 p. voir spécialement CAMPBELL, Malcolm, *Geld, Kredit und Banken*; DOBBERT, *Die staatliche Finanzwirtschaft*.
- Economie, (L') nationale de l'URSS au 1 janvier 1935*. Edition de la Chambre de Commerce de l'URSS. Moscou 1935. 67 p.
- Encyclopédie soviétique*. Article Gosplan de SMILGA.
- ERMANSKI. *Die Theorie und Praxis der Rationalisierung*. Moskau 1931.
- FARBMAN. *Piatiletka*. Paris 1931. Traduction de l'anglais.
- FEILER, Arthur. *Das Experiment des Bolschewismus*. Frankfurt 1930. 278 p.
- Five-Year Plan, From the first — to the second*. Symposium. (Discours de Staline, Molotov etc.). Moscou 1933. 490 p.
- FRIEDMANN, Georges. *Problèmes du machinisme en URSS et dans les pays capitalistes*. Paris 1934. 138 p.
- GRAVE, K. *Die rechtlichen Elemente der Rekonstruktion des Binnenhandels und der Industrie der UdSSR*. *Ostrecht* (Zeitschrift für osteuropäisches Recht). Berlin 1931. pp. 81-97.
- GRINKO. *Le plan quinquennal*. 2. ed. Paris 1931. 432 p.

- GRINKO - KOUIBYCHEV. *Le financement du plan quinquennal*. Paris 1932. 39 p.
- GROMAN. *Die Volkswirtschaft der UdSSR*. Berlin 1927. 37 p.
- HOOVER, Calvin B. *La vie économique de la Russie soviétique*. 2. ed. Paris 1932. 348 p.
- JUGOW, A. *Die Volkswirtschaft der Sowjetunion und ihre Probleme*. Dresden 1929. 371 p.
- JUGOW, A. *Le plan quinquennal*. Paris-Bruxelles 1932. 267 p.
- KRITSMAN. *Die heroische Periode der Grossen Russischen Revolution*. Wien-Berlin 1929.
- LAPIDUS - OSTROVITIANOV. *Précis d'économie politique. L'économie politique et la théorie de l'économie soviétique*. Traduction du russe. Paris 1929. 468 p.
- LAURAT, Lucien. *L'économie soviétique. Sa dynamique, son mécanisme*. Paris 1931. 256 p.
- LENINE. *Recueil de discours*. Serge Oldenbourg : *La Révolution bolchéviste*. Paris 1931. 387 p.
- LENINE. *Ueber die Naturalsteuer*. Hamburg 1922.
- LENINE, *Sämtliche Werke*. Band XXI et XXV. Volksausgabe, Oktoberrevolution. Berlin 1930.
- LESCURE, Jean. *La Révolution russe. Le Bolchévisme. Le Communisme. La Nep*. Paris 1929. 352 p.
- MEQUET, Gustave. *Les leçons du plan quinquennal*. Paris 1934. 252 p.
- MEQUET, Gustave. *Autour du plan quinquennal*. Annales d'histoire économique et sociale. Paris, Mai 1932. pp. 257-294.
- MOLOTOV, V. *Les tâches de la première année du second plan quinquennal*. Paris 1933. 36 p.
- MERCIER, Ernest. *URSS. Réflexions*. Paris, Janvier 1936.
- MOSSE, Robert. *L'Union soviétique au carrefour*. Paris 1936. 220 p.
- MOSSE, Robert. *Les investissements dans l'économie capitaliste et dans l'économie planifiée*. Revue d'économie politique 1934. pp. 97-129.
- NAGLER, H. *Die Finanzen und die Währung der Sowjetunion*. Berlin 1932. 153 p.
- OBOLENSKY-OSSINSKY, V. *Les principes de l'organisation et de l'administration économiques soviétiques*. Revue d'économie politique 1936. No 1 pp. 67-87.
- OBOLENSKY-OSSINSKY, V. *The nature and forms of economic planning. World social economic planning*. The Hague 1932. I. pp. 291-340.
- POLLOCK, Friedrich. *Die planwirtschaftlichen Versuche in der Sowjetunion*. 1917-1927. Berlin 1928. 233 p.
- RIVAUD, Albert. *L'économie rouge*. Revue des Sciences politiques 1936. pp. 35-43.

- RONIN, L. S. *Planned economy in operation in the Soviet Union*. World social economic planning. I. pp. 341-377.
- ROSENFELD. *Le plan quinquennal*. Paris 1931. 150 p.
- SCHEFFER, Paul. *Sieben Jahre Sowjetunion*. Leipzig 1930. 448 p.
- SCHWEITZER, Robert. *Das Experiment der Industrieplanung in der Sowjetunion*. Berlin 1934. 141 p.
- SEGAL. *Lehrbuch der politischen Oekonomie*. Traduction du russe. Zürich 1934. 377 p. Traduction française. Paris 1936. 372 p.
- SIGALAS, Alex. de. *Le plan dans l'économie soviétique*. Revue politique et parlementaire. 1936. II. pp. 475-488.
- STALINE. *URSS, Bilan 1934*. (Discours au XVII^e Congrès du Parti Communiste). Paris 1934. 261 p.
- STALINE. *Les questions du Léninisme*. 2 tomes, Paris 1926 et 1931.
- Summary of the fulfilment of the first five-year plan for the development of the national economy of the USSR*. Moscow 1933. 296 p.
- ZAGORSKI, Simon. *La renaissance du capitalisme dans la Russie des Soviets. Le Bilan de la Nep*. Paris 1924. 443 p.
- PLANOVOJE KHOZAISTVO (Economie planifiée. Périodique soviétique) :
- ATLAS. *Le système de crédit et l'accumulation socialiste*. 1934. No 12 pp. 64-91.
- GLADKOV. *10 années de chiffres de contrôle et le plan de la troisième année du second plan quinquennal (1935)*. 1936. No 1. pp. 240-247.
- PEREDOVAJA. *La planification socialiste dans les doctrines de Lénine et de Staline*. 1934. No. 1. pp. 5-26.
- STRUMILINE. *De quelques problèmes de planification*. 1934. No. 8/9. pp. 200-208.
- TOURETZKI. *Problèmes de la planification des coûts de production et des finances*. 1934. No 11. pp. 97-108.
- TOURETZKI. *Le plan, le décompte économique et le problème de la rentabilité*. 1935. No. 9. pp. 96-122.

L'ECONOMIE DIRIGEE

- ANSIAUX. *La monnaie dirigée*. Revue d'économie politique 1928. pp. 46-72
- BAUDIN, Louis. *Une nouvelle phase de l'expérience Roosevelt*. Revue politique et parlementaire. 1935. I. pp. 455-563.
- BEAN, Louis, H. *La politique agricole aux Etats-Unis*. Economie dirigée. Expériences et plans. Paris 1935. pp. 64-81.
- BODIN, Charles. *L'économie dirigée scientifique*. Paris 1933. 143 p.
- BOUNATIAN, M. *La Monnaie dirigée*. Revue économique internationale. Févr. 1933. pp. 257-272.

- BROCARD, Lucien. *But et méthodes de l'économie dirigée*. Revue économique internationale. 1933. IV. pp. 425-450.
- BROSSARD. *L'économie dirigée de 1929 à 1934 aux Etats-Unis*. Paris 1934. Thèse de Droit.
- CAHEN-SALVADOR, Georges. *L'économie disciplinée*. Revue politique et parlementaire. Mars 1934. pp. 422-451.
- CARMILLE, René. *Les théories de l'économie dirigée*. Revue politique et parlementaire. Juillet 1932. pp. 3-19.
- CASSEL, G. *Du protectionnisme à la dictature par l'économie dirigée*. Esprit international. Juillet 1934. pp. 331-350.
- CAZALIS. *Deux expériences d'économie dirigée. Allemagne — Italie*. L'Etat moderne. Décembre 1934.
- CLARK. *Economic planning*. Political quarterly Oct.-Déc. 1931.
- Congrès d'Amsterdam. *World social economic planning*. The Hague 1932, 2 vol. édités par l'International Industrial Relation Institute. pp. 1-585 et pp. 587-899.
- Congrès des Economistes de langue française. *Economie libérale et économie dirigée*. Paris 1933. 193 p.
- COURTIN. *L'économie dirigée en face du libéralisme et du bolchévisme*. L'année politique française et étrangère. Déc. 1934. p. 380-391.
- COX, Garfield V. *La reprise actuelle aux Etats-Unis*. Revue économique internationale. Juin 1936. pp. 511-533.
- CROZET, A. *L'économie dirigée*. Politica. Juin-Juillet 1933.
- Documents du Travail : *Le nouveau régime économique des principaux pays étrangers*. Sept. - Nov. 1934. pp. 195-307.
- DUCHESNE, Laurent. *Le capitalisme, la libre concurrence et l'économie dirigée*. Paris 1934. 187 p.
- Economie Dirigée, (L') — *Conférences de l'Ecole libre*. Paris 1934. 304 p.
- Economie Dirigée, (L') — *Expériences et plans*. Recueil Sirey, Paris 1935. 269 p.
- Etat, (L') — *et la vie économique*. Paris 1933.
- FAY, Bernard. *4 ans d'expérience Roosevelt*. Revue des deux mondes. Mars 1935. pp. 35-36.
- FELCOURT, Etienne de. *L'économie dirigée et l'agriculture*. Revue économique internationale. Nov. 1935. pp. 231-240.
- GISCARD d'Estaing. *Les enseignements de la doctrine et ceux de l'actualité*. Revue des Sciences politiques. Janv.-Mars 1934. pp. 55-68.
- GUIMONT, Paul Henri. *Coup d'œil sur l'Amérique contemporaine*. L'Actualité économique. Avril 1935. pp. 28-56.
- HERISSON, Ch. *Le Nationalsocialisme et l'économie dirigée*. Revue politique et parlementaire. Oct. 1933. IV. pp. 34-44.
- HOUDAILLE, J. *Essor et vicissitudes de l'expérience Roosevelt*. Annales d'histoire économique et sociale. Juillet 1936. pp. 321-333.
- JOHANN, A. E. *Amerika, Untergang am Ueberfluss*. Berlin 1932.
- JOUVENEL, Bertrand de. *L'économie dirigée*. Paris 1928. 197 p.

- LANDAUER, Carl. *Planwirtschaft und Verkehrswirtschaft*. München 1931. 231 p.
- LAURAT, Lucien. *Economie dirigée et socialisation*. Paris 1934. 256 p.
- LAVERGNE, Bernard. *Que faut-il penser de l'économie dirigée dans l'Italie fasciste*. L'Année politique française et étrangère. 1934. pp. 368-380.
- LESCURE, Jean. *Les Podromes de l'Expérience Roosevelt*. Revue économique internationale. Déc. 1935. pp. 511-528.
- LORIA, Achille. *L'économie dirigée*. Revue économique internationale. Déc. 1933. pp. 411-424.
- LORWIN, Lewis L. *The problem of economic planning*. World social economic planning. I. pp. 257-270. II. pp. 774-798.
- MAN, Henri de. *Réflexions sur l'économie dirigée*. Bruxelles 1932. 36 p.
- MAURETTE, F. *L'économie dirigée internationale*. Economie dirigée. Expériences et plans. Paris 1935.
- MAZUR, Paul. *New roads to prosperity*. New York 1931. 149 p.
- MOLEROVITCH. *L'économie dirigée*. Paris 1933. Thèse de Droit. 177 p.
- MOLODOVSKY, N. *La mort de la triple A*. L'Europe nouvelle. Janvier 1936. pp. 59-64.
- MORGENSTERN, Oskar. *Die Grenzen der Wirtschaftspolitik*. Wien 1934. 136 p.
- NEURATH, Otto. *Das gegenwärtige Wachstum in der Produktionskapazität der Welt*. World social economic planning. I. pp. 105-141.
- OUALID, William. *La réforme économique aux Etats-Unis*. Revue d'économie politique. Janvier-Février 1935. pp. 1-44.
- PERSON, H. S. *Scientific management as a philosophy and technique of progressive industrial stabilisation*. World social economic planning. I. pp. 153-203.
- PHILIP, André. *La crise et l'économie dirigée*. Paris 1935. 204 p.
- PIROU, Gaëtan. *La crise du capitalisme*. Paris 1934. 139 p.
- RIST, Charles. *Théories relatives à l'action de l'or et du taux de l'escompte sur le niveau général des prix*. Revue d'économie politique. 1935. pp. 1495-1535.
- RIST, Charles. *La France économique en 1932*. Préface. Paris 1933.
- ROBBINS, Lionel. *La Grande Dépression*. Traduction de l'anglais. Paris 1935. 300 p.
- SIEGFRIED, André. *Y a-t-il des perspectives de reprise aux Etats-Unis ?* Revue des deux mondes. Mars 1936. pp. 35-57.
- TEILHAC, Ernest. *Bibliographie*. Revue d'économie politique. 1934. p. 1089. 1089.
- TRUCHY, Henry. *Libéralisme économique et économie dirigée*. L'Année politique française et étrangère. Déc. 1934. pp. 353-368.
- WEBER, Adolf. *Planwirtschaft*. Weltwirtschaftliches Archiv. Hamburg. Januar 1933. pp. 1-14.

T A B L E D E S M A T I E R E S

INTRODUCTION.

DOCUMENTATION

PREMIERE PARTIE

L'ECONOMIE DIRIGEE ET L'ECONOMIE PLANIFIEE SOCIALISTE.

Définitions. (13-18)

L'expérience Roosevelt. (19-29)

La tentative (19-21) — La situation économique actuelle aux Etats-Unis (21-23)
— Les résultats du New Deal (23-29)

La réglementation internationale de la production. (30-35)

Réglementation des matières premières agricoles et industrielles (30-33) —
Economie dirigée internationale et économie dirigée nationale. (33-35)

L'économie dirigée et la structure capitaliste de l'économie. (36-40)

DEUXIEME PARTIE

I. — LA PLANIFICATION SOVIETIQUE

(Etude génétique)

Le Communisme de guerre (41-53)

Possibilités et réalisations (41-46) — Méthode d'établissement des plans (46-47)
— Raisons de l'insuccès (47-51) — Théories sur le communisme de guerre (51-53)

La Nouvelle Politique Economique. (54-73)

Le travail du Gosplan.

L'essence de la Nep. Le plan et le marché (54-56) — L'organisation du Gosplan (57-58) — Les trois étapes dans le travail du Gosplan (58-62) — Méthodes d'élaboration des « chiffres de contrôle » (62-63) — La nature du plan et de la loi économiques (64-73)

L'économie planifiée socialiste. (74-88)

Les plans quinquennaux.

Le premier plan quinquennal et le problème agraire. (74-77) — Variantes et résultats (77-83) — Méthodes de la planification (83-88)

II. — LA STRUCTURE DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE

(Etude fonctionnelle).

La définition de l'économie planifiée (89)

Le rapport entre la production et la consommation (90-94)

Les investissements.

Le décompte en nature et la rentabilité (95-103)

Détermination de la masse des investissements (95-96) — Orientation des investissements et le décompte en nature (96-101) — Le principe économique classique dans la société capitaliste et dans la société socialiste. (101-103)

La fonction du bénéfice de l'entreprise soviétique.

Le décompte économique et les stimulants socialistes. (104-110)

Le profit capitaliste (104) — L'entreprise soviétique : ses impulsions, sa comptabilité (104-109) — La nature du salaire de l'ouvrier soviétique : valeur économique et conscience humaine (109-110)

Le marché et le plan.

Le rôle des prix. (111-119)

La lutte des deux secteurs (111-114) — L'étape transitoire vers le socialisme dans le commerce, dans l'agriculture (115-118) — Le rôle des prix dans les plans (118-119)

Le financement : le crédit et la monnaie dans l'économie soviétique.

Les finances et le crédit. (120-127)

Le plan financier et l'organisation des finances (120-123) — L'histoire du crédit (La réforme de 1930) (124-127)

La monnaie et le contrôle par le rouble. (128-136)

Monnaie capitaliste et monnaie soviétique (128-129) — Le plan de caisse et les ressources extérieures et intérieures de l'économie socialiste (129-133) — « Contrôle par le rouble » de l'exécution des plans de production (133-134) — Résumé (134-136)

La répartition géographique de l'économie (137-141)

CONCLUSION (142-149)

BIBLIOGRAPHIE (151-155)

